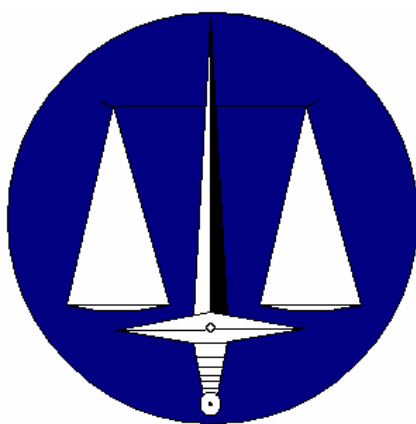


***Séminaire de Droit pénal militaire
et de Droit de la Guerre***

Association sans but lucratif

***Studiecentrum voor militair
Strafrecht en Oorlogsrecht***

Vereniging zonder winstgevend doel



Journée d'étude du 25 avril 1997

Studiedag van 25 april 1997

***Le droit disciplinaire
en opération***

***Het disciplinair recht
in operatie***

Session 1996 - 1997

Sessie 1996 - 1997

Editeur responsable - Verantwoordelijk uitgever : Colonel d'Avi BEM Hre/ Ere Kol v/h Vlw SBH R. REMACLE

Séminaire de droit militaire et de droit de la guerre a.s.b.l. - Auditorat général près la Cour militaire - Palais de Justice -
Place Poelaert - B 1000 Bruxelles.

C.C.P. N° 000-0941070-73 de l'a.s.b.l. « Séminaire de droit pénal militaire » Palais de Justice - B 1000 Bruxelles.

Studiecentrum voor Militair Recht en Oorlogsrecht vzw - Auditoraat generaal bij het militair Gerechtshof - Justitiepaleis
Poelaertplein - B 1000 Brussel.

P.C.R. Nr 000-0941070-73 - van « Studiecentrum voor militair recht » - Justitiepaleis - B-1000 Brussel.

Tel.(02) 508.60.87 - 508.60.82

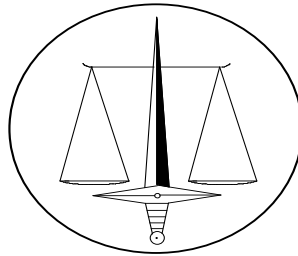
Fax (02)508.60.87

***Séminaire de Droit pénal militaire
et de Droit de la Guerre***

Association sans but lucratif

***Studiecentrum voor militair
Strafrecht en Oorlogsrecht***

Vereniging zonder winstgevend doel



**Journée d'étude du 25 avril 1997
1997**

Studiedag van 25 april

**Le droit disciplinaire
en opération**

**Het disciplinair recht
in operatie**

Session 1996 -1997

Sessie 1996 - 1997



Le droit disciplinaire en opérations

Het disciplinair recht in operaties

Inhoudstafel - Table des matières

	Blz./Pages
1. Introduction	10
2. Application du droit disciplinaire au sein de la Marine	12
3. Een operatie : ervaringen van een compagnie Comd	16
Inleiding	16
Somalie	17
Restore Hope	17
Dia reeks	20
Besluit	20
4. Overzicht van de operaties	
Overzicht van de operaties	22
Factoren die het gedrag van het personeel tijdens operaties beïnvloeden	23
Onderzoek naar het gedrag van militairen tijdens operaties	27
Besluiten	31
Bijlagen	33
5. Onstaan van het hedendaagse disciplinair recht	37
Het ontstaan van het huidig tuchtreglement	37
Welke zijn de markante verschillen met het oude tuchtsysteem?	38
Latere evoluties	39
Definitief uitgave 1991	41
6. Situation du droit disciplinaire actuel et evolution possible	
Introduction	43
Etat de la question	43
La spécificité des Forces Armées et du statuts militaire	43
Une discipline militaire spécifique	50
Droit pénal et disciplinaire militaire	57
Les mesures statutaires critiquées	63
Le cumul des punitions disciplinaires et des mesures statutaires critiqué	66
Les mesures d'ordre	74
Les mesures d'ordre interne	75

Le cumul entre les punitions disciplinaires militaires et les autres types de mesures	75	
Conclusions	75	
Eléments de solution	76	
Finalités d'un régime disciplinaire et les conséquences	76	
Conséquences au niveau des punitions	77	
Conséquences au niveau de la procédure disciplinaire	78	
Influence de la professionnalisation ?		79
Sanctions positives ?	79	
Complexité ?	80	
Préparation psychologique et suivi psychologique et statutaire	80	
Conclusions générales	80	
7. Le système disciplinaire anglais	81	
8. Discipline en opération - Conclusion	83	
9. Questions et réponses - Vragen en antwoorden	89	
Annexes - Bijlagen		

Loi du 14 janvier 1975 - Wet van 14 januari 1975

Arrêté royal du 19 juin 1980 - Koninklijk besluit van 19 juni 1980

Arrêté royal du 30 décembre 1959 - Koninklijk besluit van 30 december 1959

Introduction
par le LtCol BEM MARTIN
Comd 3LPara

Introduction

Quel droit disciplinaire pour les opérations extérieures et le temps de guerre ?

La question vient évidemment à point alors que, depuis quelques années, l'Armée belge est engagée de façon quasi ininterrompue dans des opérations humanitaires ou de soutien de la paix.

Pourtant, lorsque le groupe de travail s'est réuni la première fois, un certain scepticisme s'est manifesté quant à l'opportunité même de la question. Pour la plupart des membres du groupe de travail en effet, l'application du droit disciplinaire actuel ne posait guère de problèmes et ils pensaient "qu'il y avait moyen de vivre" en opération avec ce droit

Toutefois, à y regarder de plus près, nous nous sommes rapidement aperçus que non seulement certaines choses paraissaient quelque peu désuettes mais aussi que l'application du droit disciplinaire actuel présentait parfois d'importantes différences d'interprétation voire même certaines dérives.

De plus, il fallait reconnaître que cette appréciation initiale portait sur l'expérience acquise dans le cadre d'opérations de type humanitaire ou de soutien de la paix, dans lesquelles la vie des militaires n'est que peu ou pas mise en danger. Il fallait donc imaginer que ce droit disciplinaire devait pouvoir s'appliquer également en temps de guerre ou dans des opérations plus brutales, plus courtes, impliquant des détachements isolés, etc...

Enfin, l'Armée belge s'est professionnalisée. La question se posait également de savoir si le Reg de discipline actuel, élaboré du temps d'une armée de milice, était encore réellement adapté à une armée professionnelle ?

Nous avons donc voulu recueillir l'expérience de tous les officiers ayant commandé un détachement en opération afin de confronter leur opinion sur le sujet. Ce fût l'objet d'un sondage adressé à tous les officiers du rang de chef de corps ou de Comd Cie/Esc ayant commandé un détachement en opération depuis 1990.

De même, l'expérience de la Marine sur la discipline à bord des navires de guerre, qui peuvent être comparés en quelque sorte à des détachements isolés en opération, a confirmé notre analyse.

Pour tâcher d'en sortir, nous nous sommes d'abord repenchés sur les textes par l'analyse des textes de lois et de l'exposé des motifs et l'examen des connexions entre les différentes parties du droit disciplinaire.

Nous avons voulu rechercher quelques pistes de réformes possibles en travaillant sur l'ensemble du droit disciplinaire de façon à en conserver la cohérence globale et, à ce titre, le nouveau règlement

de discipline en vigueur à la Gendarmerie nous a suggéré certaines solutions en vue d'adapter le droit disciplinaire à une armée professionnelle.

Le programme de cette journée d'étude suivra en quelque sorte la même démarche

Je voudrais, pour terminer, remercier Mr l'Auditeur général Mine de nous avoir donné l'occasion de nous pencher sur ce problème qui, comme je l'ai indiqué, n'était pas évident aux yeux de tous. Cette journée d'étude est, je pense, une occasion unique pour les "opérationnels" de s'exprimer sur un problème essentiel au fonctionnement des unités en opération, de faire en sorte que ces aspects-là soient pris en compte et que le droit disciplinaire futur ne soit pas élaboré exclusivement par des gens qui n'ont aucune idée de ce qu'est une opération ni de ce que cela implique

Je voudrais aussi remercier les autorités dont relevaient les membres du groupe de travail, qui ont bien voulu désigner pour cette tâche des officiers expérimentés et hypothéquer ainsi quelque peu leur disponibilité.

Enfin, je souhaite remercier les membres du groupe de travail eux-mêmes ainsi que ceux qui ont collaboré à nos travaux et qui se sont tous investis dans cette mission en plus de leurs tâches et responsabilités quotidiennes.

Nous espérons simplement, par cette modeste contribution, rendre nos forces armées plus professionnelles et plus efficaces dans leur mission au service de l'Etat et de la Nation.

Application du droit disciplinaire au sein de la Marine

par : CPC BEM W. TEMMERMANN
COMOPSNNAV

1. Introduction

La Marine est soumise aux mêmes dispositions légales et réglementaires que les autres Forces. L'application des règlements dans ses organismes à terre n'est guère différente de celle des autres Forces.

En ce qui concerne les navires, il convient de s'attacher d'abord à décrire l'organisation du commandement des opérations, COMOPSNNAV, pour comprendre la mise en oeuvre du droit disciplinaire.

2. Organisation de COMOPSNNAV

a. L'état-major

COMOPSNNAV est un grand commandement qui est constitué principalement de deux piliers, la direction des opérations intégrée au sein du commandement opérationnel belgo-néerlandais ABNL à Den Helder et la direction des moyens ou CMM à Zeebrugge qui regroupe les sections d'appui. L'annexe A reproduit cette organisation.

b. La flotte

Elle est constituée de quatre grandes composantes :

- (1) Les frégates (FLOT 18). Elles sont commandées par un officier supérieur, normalement un capitaine de frégate (Lt-Col), lequel a comme commandant en second un officier supérieur. L'équipage d'une frégate opérationnelle se compose de 159 personnes : un état-major de 13 officiers inclus le commandant, 72 sous-officiers et 74 matelots;
- (2) Les navires de commandement et de soutien logistique (BSL) (FLOT 22). Ils sont également commandés par un officier supérieur. Le commandant en second n'est pas un officier supérieur. L'équipage d'un BSL se compose de 91 personnes : un état-major de 7 officiers, 29 sous-officier et 55 matelots;
- (3) Les navires de lutte anti-mines, les chasseurs de mines tripartites (CMT) (FLOT 22). Ils sont commandés en principe par un officier supérieur mais le sont en pratique par un officier subalterne issu du 2ème cycle. L'équipage se compose de 46 personnes : un état-major de 4 officiers, 17 sous-officiers et 25 matelots;
- (4) Les navires auxiliaires et de servitude (FLOT Aux). Pour les premiers il s'agit du navire de recherche océanographique, le BELGICA, d'un transporteur de munitions et du voilier-école Zénobe Gramme. Ils sont tous trois commandés par un officier subalterne. Pour les seconds, il s'agit des remorqueurs de mer et portuaires qui sont commandés par des sous-officiers.

c. les unités subordonnées

Ce sont des organismes basée à terre qui dépendent du grand commandement COMOPSNNAV. Il s'agit du groupement des plongeurs - démineurs (NAVCLEARMIN), de la division infanterie de marine (DIVMAR) et du détachement naval d'Anvers (NAVDETANT)

3. Dépendances fonctionnelles

L'annexe B reprend les dépendances fonctionnelles au sein de COMOPSNAV telles qu'elles sont définies actuellement.

Au sommet de l'organisation se trouve le commandant des opérations navales, niveau commandant de brigade. Il a comme remplaçant le chef d'état-major (CEM).

a. Chef de corps

Les autorités suivantes sont revêtues des compétences de chef de corps :

- (1) le commandant des moyens maritimes pour :
 - l'état-major de COMOPSNAV à Zeebrugge;
 - les chasseurs de mines;
 - les navires de la flotte auxiliaire et de servitude;
 - les unités subordonnées;
 - le personnel non-organique
- (2) le directeur des opérations pour l'état-major de COMOPSNAV à Den Helder;
- (3) le commandant du bâtiment de commandement et de soutien logistique (BSL);
- (4) les commandants de frégate.

b. Commandants d'unité

Les autorités suivantes sont revêtues des compétences de commandant d'unité :

- (1) Organismes à terre :
 - (a) Les commandants des organismes subordonnés de COMOPSNAV. Pour la DIVMAR cette fonction est cependant exercée par le commandant de la section "Diensten";
 - (b) Le commandant de la division administrative (DIVA) pour le personnel non-organique;
 - (c) Les commandants des sections de l'état-major de COMOPSNAV à Zeebrugge;
- (2) La flotte :
 - (a) Les commandants des navires de lutte anti-mines;
 - (b) Les commandants des navires auxiliaires;
 - (c) Le commandant du "havenkantoor" (bureau portuaire) pour les remorqueurs;
 - (d) Les chefs de département des frégates et des BSL pour le personnel de ces départements.

Les commandants des navires éloignés de leur port d'attache (Zeebrugge) sont assimilés à des commandants de détachements éloignés (Cfr Reg A12/1) et partant sont revêtus de compétences spécifiques déléguées par le chef de corps pour des matières disciplinaires et urgentes. Dans ce cas, le 2Comd est commandant d'unité. Cela se fait en pratique sous forme de message adressé au Comd du navire en question. Pour les matières en question il signe "Pour le chef de corps PO".

4. Application du droit disciplinaire à bord

a. Principes

L'autorité cherchera d'abord à prévenir les fautes et partant la nécessité de punir.

Le service à bord est décrit dans un règlement que tout un chacun apprend lors de sa formation de base. De plus, chaque commandant de navire édicte également des règles à respecter qui peuvent varier selon les circonstances opérationnelles.

Toute transgression disciplinaire donne en principe lieu à la mise en oeuvre de la procédure disciplinaire. L'intéressé passe au rapport chez le commandant d'unité qui décide de la punition à infliger. Conformément au Reg A2, la répression disciplinaire est progressive.

Le cas échéant, un commandant de navire peut décider de débarquer un membre de son équipage à titre conservatoire auquel cas l'intéressé est affecté dans une section de COMOPSNAV en attendant les poursuites ultérieures.

b. Procédure

L'organisation et l'occupation du tableau organique sont telles que les dispositions reprises dans le règlement de discipline peuvent normalement être appliquées y compris celles qui concernent la défense du militaire.

c. Exécution des punitions

Nous n'aborderons ici que les punitions majeures vu leur caractère plus coercitif.

(1) Les arrêts simples et les consignes

Ils se traduisent par des prestations d'intérêt général effectuées à bord et qui se terminent avant 2100 Hr. Bien que celles-ci peuvent se faire en mer et s'ajoutent au service normale de l'intéressé, elles sont généralement effectuées lors d'une escale. La conséquence en est donc que l'intéressé ne profite pas pleinement de l'escale contrairement à ses collègues. En outre, l'intéressé se voit interdit l'accès à la cantine ou à la tabagie (mess SOffr).

(2) Les arrêts de rigueur

Les navires ne disposent pas d'une chambre d'arrêt. Cette punition se traduit la plupart du temps par les mêmes mesures que pour les arrêts simples mais avec de surcroît l'interdiction de débarquer en escale pour un jour ou durant toute l'escale si la punition comporte plusieurs jours d'arrêt.

d. Suivi administratif

La division administrative de COMOPSNAV (DIVA) veille à ce que les procédures soient correctes et est chargée du suivi administratif des punitions.

5. Commentaires

L'organisation et les attributions décrites ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées en cas de réorganisation du commandement ou à la lumière de l'expérience. Il importe en effet de remarquer que les dépendances fonctionnelles ont été redéfinies en Nov 95 et qu'il convient donc de les évaluer régulièrement.

Een operatie : ervaringen van een compagnie Comd

Door : Kapt DUFRANE
AS3 3LPara

INLEIDING

Net zoals LtKol REYNAERT zal ik een getuigenis afleggen m.b.t. de Operatie RESTORE HOPE te SOMALIE en dit in de hoedanigheid van toenmalig Compagnie Comd.

De bedoeling is de “sfeer” gedurende RESTORE HOPE te schetsen om zo op het einde een besluit te kunnen formuleren m.b.t. de tucht binnen de Compagnie en het tuchtReg gedurende de Operatie. RESTORE HOPE kan NIET worden vergeleken met BELBAT. Zowel het mandaat als de opdracht als de situatie ter plaatse verschilden.

Het plan van de uiteenzetting ziet er als volgt uit :

1. SOMALIE

Ligging
Bevolking

2. RESTORE HOPE

Mandaat : Peace Enforcing onder US Comdo
Opdracht Bn
Samenstelling 11 Compagnie
Opdrachten HRS KISMAYO : Vast + Occasioneel
Moeilijkheden

3. DIA REEKS

Leven tijdens de Operatie
Opdrachten

4. BESLUIT

1. SOMALIE

SOMALIE is gelegen in de hoorn van AFRICA en is omringd door de volgende buurlanden :

NOORD : DJIBOUTI
 ZUID : KENIA
 WEST : ETHYOPIE

Voornaamste steden en rivieren :

Opp : 21 x Opp van BE (50 % woestijn)
 Inwoners : ± 06 miljoen

2. RESTORE HOPE

RESTORE HOPE is een Peace Enforcing Operatie onder US Commando : dit wil zeggen dat de UNO een resolutie heeft gestemd waarbij Mil middelen worden aangewend (desnoods met gebruik van geweld) ten einde een vrede op te leggen aan de conflictuerende partijen. In het geval van SOMALIE bestonden deze partijen uit gewapende bendes komende uit verschillende etnische stammen.

Opricht van het Bn :

Onze UNO opdracht luidde eigenlijk als volgt :

" To establish and maintain security in KISMAYU area in order to support humanitarian relief operations "

Samenstelling 11 Compagnie

De 11 Compagnie was voor de operatie tot een getalsterkte van 100 man gebracht :
 Hiervan kwamen ± 12 personen uit de Staf & Diensten Compagnie van het 1 Bn Para.
 De 11 Compagnie bestond voor een groot gedeelte uit korporaals en ook het kader was reeds gedurende een langere tijd in de Compagnie.
 Ikzelf had reeds 1,5 jaar het commando van de Compagnie en mijn TWEE pelotonscommandanten waren zelfs al langer in de 11 Compagnie.
 Samen hadden we reeds deelgenomen aan de Operatie BLUE BEAM te ZAIRE in 1991.
 Ik had dus het geluk te kunnen vertrekken met een *coherente eenheid* , met *ervaren en goed getraind Pers* en met mensen die ik allen redelijk *goed kende*.

Oprachten HRS KISMAYU : vast + occasioneel

De volgende vaste opdrachten werden beurtelings door de compagnie's uitgevoerd :

1. Beveiliging van de haveninstallaties

Beveiliging van het HK en de rustzones Compagnie

2. Beveiliging van de NGO

De NGO waren verspreid over 14 *compounds* in de stad en hun veiligheid diende te worden verzekerd.

3. Beveiliging van de WAREHOUSE

Deze voedselopslagplaats moest vanzelfsprekend worden bewaakt.

4. Beveiliging van het POLICESTATION

De plaatselijke politie die door hun agressief en corrupt optreden in het verleden erg onpopulair waren, dienden door ons te worden beschermd.

5. Pat Day and Night

Teneinde enerzijds de veiligheid van de bevolking te verzekeren tegen plunderingen en afrekeningen van gewapende bendes en anderzijds de ontwapening verder te zetten binnen de HRS KISMAYO werden veelvuldige patrouilles georganiseerd.

6. JILIB

Onze HRS was qua oppervlakte even groot als BELGIE. De hoofdkrachtinspanning van onze operatie lag in de stad KISMAYO, maar ook in het binnenland diende de veiligheid van de bevolking en de beveiliging van de humanitaire hulp te worden verzekerd. Dit gebeurde vanuit een basis (JILIB) op 90 Km NOORD van de havenstad.

7. Humanitaire Operaties in en rond KISMAYO

De bedeling van het voedsel en het toedienen van medische zorgen aan de plaatselijke bevolking werd telkens georganiseerd en beveiligd door de BELGEN.

8. Road Blocks (toegangsassen)

Teneinde KISMAYO als “weapon free zone” te vrijwaren werd de plaatselijke bevolking gecontroleerd op de voornaamste toegangen naar de stad.

9. Beveiliging vliegveld

Het vliegveld was vanzelfsprekend een gevoelig punt voor de operatie zowel op het gebied van de herbevoorrading, het toekomen van humanitaire hulp, de evacuatie van gekwetsten en de eventuele extractie uit de zone in geval van escalatie van het conflict.

Daarbuiten werden occasioneel nog andere opdrachten uitgevoerd :

1. **Zuiveringsopdrachten** om te komen tot de “weapon free zone” in KISMAYO

2. **Tegeninfiltratieschermen** in het binnenland en op de buitenperimeter van de stad om te beletten dat een rivaliserende bende (Generaal MORGAN) zich zou begeven naar de havenstad.

3. **Humanitaire Operaties vanuit KENIA.**

Om te voorkomen dat alle vluchtelingen zouden afzakken naar KISMAYO waar het grootste gedeelte van de voedselbedeling gebeurde, werd besloten om in de grensstreek met KENIA voedsel te bedelen (ICRC) komende vanuit dit land. De opvang van dit voedselkonvooi en de bedeling van dit voedsel werd verzekerd door de 11 Compagnie.

4. **Handhaving van de Orde.**

Op het einde van onze periode vochten TWEE rivaliserende bendes voor de controle van de stad KISMAYO. Dit resulteerde in talrijke confrontaties tussen betogende bevolkingsgroepen uit verschillende clans en in gevechten tussen deze gewapende bendes. Onze opdracht bestond erin om de orde te herstellen en om deze bendes te ontwapenen wat een slopende en gevaarlijke opdracht was.

5. **Occasionele Pat Day and Night**

In het kader van het handhaven van de orde werden punctuele patrouilles georganiseerd.

Moeilijkheden

1. Hoog ritme.

Als gevolg van de talrijke opdrachten en de uitgestrektheid van de HRS diende er 7 dagen op 7 te worden gewerkt en dit gedurende 4 maanden. Slechts zelden werd een periode R & R (Rest and Recreation) voorzien.

2. Beperkt conflict (reële gevechtssituaties).

Meerdere malen werden onze soldaten geconfronteerd met en verwickeld in vuurgevechten met gewapende bendes en plundersaars.

3. Bevolking

KISMAYO is een dicht bevolkte stad met een populatie die tegen mekaar werd opgehitst door de lokale bendes en die tevens sterk betrokken was met de gebeurtenissen binnen de stad. Het was voor ons praktisch onmogelijk om uit te maken met wie (welke clan) we te maken hadden. Daarenboven was de aanwezigheid van burgers in de nabijheid van vuurgevechten voor ons een bijkomende moeilijkheidsfactor die een strenge vuurtucht van onze soldaten vereiste. Tenslotte bleken de meeste SOMALIERS onbetrouwbaar, leugenaars, dieven en vaak ondankbaar hetgeen de houding van onze soldaten sterk op de proef stelde.

4. Verspreiding van de middelen

Door het aantal en de aard van de opdrachten waren mijn middelen in personeel en materiaal vaak verspreid over een grote afstand en dit tot op niveau sectie (10 man) en bovendien met een

minimum aan reserve op niveau van de compagnie. Zowel de controle van mijn compagnie als een mogelijke reactie in geval van ernstig incident werd hierdoor bemoeilijkt.

5. Klimaat

Temperaturen tot + 52° C in de zon gecombineerd met een zware kledij (scherfwerende vest) vergemakkelijkten onze opdracht niet. Daarenboven hadden het rondvliegend zand en de zoutlucht een negatieve invloed op de operationaliteit van ons materiaal.

6. Fauna en Flora

Slangen , schorpioenen , ratten , spinnen en andere insecten waren een bijkomende zorg.

7. Gebrek primair comfort.

De dia reeks behandelt dit punt uitvoerig.

3. DIAREEKS

Leven tijdens de Operatie
Opdrachten

4. BESLUIT

Tijdens de operatie RESTORE HOPE heb ik geen noemenswaardige tuchtproblemen gekend binnen de Compagnie. De bestaande tuchtstraffen aangevuld met enkele onaangename karweien zoals het “ patatten jassen “ en het uitbranden en opkuisen van de veldlatrines waren voldoende om kleine tuchtproblemen te bestraffen.

Bepaalde factoren hebben volgens mij bijgedragen tot deze harmonieuze samenwerking :

- eerst en vooral ben ik vertrokken met een coherente goed getrainde en gemotiveerde eenheid bestaande uit soldaten die mekaar goed kenden en die samen reeds een operatie hadden meegemaakt.
- het ritme van de Operatie was enorm hoog : de HRS KISMAYU was zeer uitgestrekt en de opdrachten veelvuldig ; dit had tot gevolg dat er zeer weinig vrije tijd (R & R) was. Een verlofperiode is er nooit geweest. De periodes R & R dienden bovendien binnen de bivakzone te worden genomen d.w.z GEEN drank en GEEN vrouwen : TWEE factoren die vaak aanleiding geven tot tuchtproblemen.
- de toestand van rivaliserende gewapende bendes , onze rol van ontwapenings - en interpositiemacht maakten dat het risico voor eigen leven aanzienlijk was. Het feit van voortdurend blootgesteld te worden aan allerhande gevaren verhoogd het samenhorigheidsgevoel : eenieder moest voortdurend kunnen rekenen op de andere sectie / pelotonsleden. Hierdoor werd de tucht binnen de secties en binnen het PI sterker.
- Bepaalde opdrachten waren een totaal nieuwe uitdaging en vereisten grondig Teamwork ; ook dit bevorderde de tucht binnen de groep.

Met deze bedenkingen wens ik mijn exposé te beëindigen.

Overzicht van de operaties

Door : Cdt v/h Vlw SAVELSKOELS
JSO-P/Synth

OVERZICHT VAN DE OPERATIES

Reeds sedert het begin van de jaren '50 heeft de Krijgsmacht zich beziggehouden met het voeren van buitenlandse operaties. De aard van deze operaties was zeer verscheiden alhoewel ze kunnen onderverdeeld worden in VIER verschillende categorieën:

1. Humanitaire operaties:

Het gaat hier vooral om tussenkomsten bij natuurrampen zoals overstromingen, aardbevingen, lange periodes van droogte enz.

Meestal zijn deze tussenkomsten van beperkte duur en de hoofdinspanning wordt geleverd door onze luchttransporteenheid.

Tijdens dit type opdrachten wordt technische hulp ter plaatse gebracht, worden hulpgoederen getransporteerd en worden bedreigde mensen uit de rampgebieden geëvacueerd.

Deze opdrachten worden meestal uitgevoerd op vraag van de nationale autoriteiten van het land dat de hulp nodig heeft of van andere internationale organismen.

2. Evacuatieopdrachten:

Het gaat hier om opdrachten waarbij landgenoten uit gebieden geëvacueerd worden die door conflicten bedreigd worden. Deze opdrachten worden meestal uitgevoerd door de Brigade Paracommando. Het personeel dat deze opdrachten uitvoert is meestal gewapend alhoewel het gebruik van de wapens strikt beperkt is tot zelfverdediging en het afdwingen van voorwaarden om de opdracht tot een goed einde te brengen. Er is dus in geen geval sprake van een gewapende tussenkomst waarbij militaire hulp geboden wordt aan de strijdende partijen.

3. Peace Supporting Operations:

Het gaat hier om opdrachten waarbij een gewapende troepenmacht er moet op toezien dat bestaande vredesakkoorden gerespecteerd worden of dat de voorwaarden gecreëerd worden die het mogelijk maken om vredesakkoorden te bereiken. Het personeel dat deze opdrachten uitvoert is meestal gewapend en het gebruik van de wapens is eveneens beperkt tot zelfverdediging, het afdwingen van voorwaarden om de opdracht uit te voeren of het doen respecteren van reeds bekomen akkoorden.

Deze opdrachten worden uitgevoerd op vraag van een internationaal organisme (VN, NAVO).

4. Andere opdrachten:

Naast de hierboven beschreven opdrachten bestaan er nog andere die meestal door een beperkt detachement worden uitgevoerd. Voorbeelden hiervan zijn de waarnemingsopdrachten (UNTSO, UNMOGIP, UNMO UNTAES, ECMM), ontmijningsopdrachten (CMAC) en militaire technische coöperatie. Ze worden meestal uitgevoerd door ongewapend personeel en deelneming aan deze opdrachten gebeurt vrijwel uitsluitend op vraag van het Ministerie van Buitenlandse Zaken dat een aanzienlijk gedeelte van de kosten voor zijn rekening neemt.

Een overzicht van de operaties die werden uitgevoerd of die nog aan de gang zijn vindt U in bijlage A.

FACTOREN DIE HET GEDRAG VAN HET PERSONEEL TIJDENS OPERATIES BEÏNVLOEDEN

1. Aangezien het werken in operaties een bijzondere situatie toestand is, zijn er een aantal factoren die het gedrag gaan beïnvloeden en die in het bijzonder een weerslag hebben op het disciplinaire gedrag van het personeel.

Er zijn factoren die een uitgesproken negatieve beïnvloeding hebben, er zijn er die een uitgesproken positieve beïnvloeding hebben en er zijn er die zowel een negatieve als een positieve beïnvloeding kunnen hebben.

2. Factoren met negatieve beïnvloeding:

a. Het monotone aspect van de opdracht:

In tegenstelling tot de verwachtingen die men heeft alvorens voor een bepaalde opdracht te vertrekken zijn de taken die men moet uitvoeren vaak zeer monotoon en slaat de verveling soms toe. Dit leidt uiteraard tot ongewenst gedrag.

Denken we bijvoorbeeld aan Peace Supporting Operations waarbij de hoofdtak van het personeel erin bestaat om observatieposten te bemannen of patrouilles uit te voeren in beperkte gebieden waar er vrijwel niets gebeurt.

Door de verveling ziet men het nut van zijn inspanningen niet in en men gaat zich bezighouden met zaken die niet zijn toegestaan terwijl de eigenlijke opdracht verwaarloosd wordt.

b. Verhoogde werklast:

Gezien de hoge kostprijs van buitenlandse operaties wordt de opdracht vaak uitgevoerd met een minimum aan personeel. Het aantal taken dat moet uitgevoerd

worden is zeer hoog, de diensturen zijn zeer lang hetgeen leidt tot een extreem hoge werklast in een omgeving waarin weinig mogelijkheden zijn voor ontspanning. Wanneer de opdracht niet wordt uitgevoerd op vrijwillige basis meet het personeel zich een houding aan van «waarom ik en de anderen niet» hetgeen al vlug kan leiden tot een slechte uitvoering van de opdracht en een ongewenst gedrag.

c. Verminderd toezicht:

De uitvoering van buitenlandse opdrachten gebeurt dikwijls in uitgestrekte gebieden waarin het personeel in kleine geïsoleerde groepen wordt ingezet zodat er een verminderde controle is van het kader. Pelotonscommandanten en compagniecommandanten moeten hun toezicht dikwijls beperken periodieke controles zodat het personeel onttrokken blijft aan een permanent toezicht. Uiteraard zal een deel van het personeel hiervan gebruik maken om zich te onttrekken aan zijn verantwoordelijkheden hetgeen gaat leiden tot ongewenst gedrag.

d. Verhoogde aanleiding tot vergrijpen:

Het milieu waarin het personeel wordt ingezet tijdens buitenlandse operaties heeft vaak een aantal karakteristieken die een verhoogde aanleiding geven tot vergrijpen.

(1) Contact met burgers:

Tijdens buitenlandse operaties wordt het personeel vaak ingezet in een situatie waarin een verhoogd contact is met burgers die als enige bekommernis hebben om te «overleven» in een situatie die geen uitzicht biedt op de toekomst. Sommige militairen zijn tijdens de uitvoering van hun buitenlandse opdracht zelfs volledig geïntegreerd in het lokale burgermilieu. Vele burgers gaan de aanwezigheid van buitenlandse militairen trachten te misbruiken voor eigen profijt.

Dit gaat leiden tot illegale transacties die -ook al brengen zij niet altijd een direct voordeel op voor de betrokken militairen- het imago van de zending zullen schaden en die de neutraliteit in het gedrang brengen.

Voorbeelden hiervan zijn de verkoop van wapens aan militairen in operaties, de verkoop van taksvrije goederen aan burgers, misbruiken in verband met prostitutie, het openlijk steunen van de politieke doelstellingen van de burgers. In dit verband is het van belang om te vermelden dat de sociale, economische en culturele achtergrond van de militairen in grote mate belangrijk is voor de mate waarin hun gedrag wordt beïnvloed. De militairen van economisch zwakkere landen zijn uiteraard veel meer onderhevig aan het begaan van misbruiken in dit verband.

(2) Werken in een kader zonder wetten:

Het feit dat men tijdens buitenlandse operaties vaak moet werken in een kader zonder lokale wetten (wettelijk vacuüm) verhoogt eveneens de kans op ongewenst gedrag. De normale normen waaraan men zich binnen een wettelijk kader dient te houden vervagen. Vaak is er bijvoorbeeld geen verkeersreglement of wordt het niet meer toegepast, de openbare orde laat te wensen over, het handelsverkeer is niet meer gereguleerd enz. De militairen die worden

ingezet maken soms gebruik van dit wettelijk vacuüm om zich te buiten te gaan aan bepaalde misbruiken.

Soms moeten de militairen die ingezet worden dit wettelijk vacuüm zelf opvullen hetgeen dan weer aanleiding kan geven tot machtsmisbruik.

(3) Het permanent in het bezit zijn van wapens:

Het feit dat men tijdens operaties permanent in het bezit is van wapens kan eveneens aanleiding geven tot vergrijpen. Enerzijds kan het gebeuren dat men misbruik maakt van de wapens omdat men niet gewoon is om ze op een correcte manier te gebruiken in burgermiddens en anderzijds zijn er vaak problemen bij het in acht nemen van de veiligheidsmaatregelen bij het manipuleren van de wapens hetgeen aanleiding geeft tot ongevallen.

e. Langdurige afwezigheid:

De deelneming aan operaties brengt vaak een langdurige afwezigheid van de familie met zich mee. In sommige gevallen gaat dit leiden tot een toestand van onzekerheid omdat men geen informatie heeft van hetgeen er op het thuisfront gebeurt. In sommige gevallen wordt de militair door het thuisfront onder druk gezet om de opdracht zo snel mogelijk te onderbreken.

Deze toestand kan leiden tot een slecht uitvoeren van de opdracht bij gebrek aan motivatie enerzijds en bij gebrek aan concentratievermogen anderzijds: men loopt steeds te piekeren en «men is er met zijn hoofd niet bij». Vaak leidt dit ook tot drankmisbruik omdat men zijn zorgen door de drank tracht te vergeten.

f. Stress:

Het werken onder stress is eveneens een niet te onderschatten oorzaak van ongewenst gedrag die kan leiden tot ongewenst gedraging. De stress wordt veroorzaakt door een combinatie van factoren zoals de afwezigheid van het thuisfront, de veranderde leefomgeving, het gebrek aan privacy, de confrontatie met geweld, de confrontatie met menselijk leed, vermoeidheid enz.

In dit verband moet worden opgemerkt dat men zich weinig of niet kan oefenen om zich hiertegen te wapenen. Meestal weet men niet op voorhand hoe een individu zal reageren tegen deze gewijzigde toestand en een slecht reactievermogen wordt soms te laat opgemerkt.

3. Positieve beïnvloeding:

a. Motivatie van het personeel:

Indien men een taak uitvoert die men graag doet en die men nuttig vindt zal men zich geen inspanning sparen om de opdracht tot een goed einde te brengen. Tijdens buitenlandse operaties vindt men zijn opdracht vaak nuttig omdat men rechtstreeks hulp kan bieden aan een getroffen bevolking waarbij men het resultaat van zijn inspanning terplaatse ziet.

Er zijn gevallen gekend van militairen die zelf kleinschalige initiatieven namen om de bevolking te helpen zonder dat de uitvoering van de hoofdpdracht hieronder leed. Dit alles vermindert uiteraard de kans op ongewenst gedrag. In tegendeel: het komt het imago van de troepen bij de lokale bevolking ten goede hetgeen de uitvoering van de opdracht gemakkelijker maakt omdat men door deze lokale bevolking volledig aanvaard wordt.

b. Ontwikkeling van de teamgeest:

Tijdens de uitvoering van buitenlandse opdrachten leeft men voortdurend samen en heeft men mekaar nodig om de opdracht tot een goed einde te brengen, m.a.w. de ene kan niet zonder de andere zodat een uitgesproken teamgeest ontwikkeld wordt. De ontwikkeling van een teamgeest leidt tot een verhoogde sociale controle waardoor men minder geneigd zal zijn om over te gaan tot ongewenst gedrag. Het is belangrijk om te onderstrepen dat deze teamgeest zich zowel horizontaal als verticaal ontwikkelen in de hiërarchie zodat men zich gemakkelijker zal houden aan de opgelegde regels, zodat er ruimte komt voor dialoog en zodat misverstanden vermeden worden.

4. Factoren met mogelijke positieve of negatieve beïnvloeding:

Naast de hierboven aangehaalde factoren met uitgesproken negatieve of positieve beïnvloeding zijn er ook factoren die het gedrag zowel in de ene als in de andere richting kunnen beïnvloeden. In dit verband denken we vooral aan het mandaat en de inzetregels.

a. Het mandaat.

Het mandaat van een missie kan rechtstreeks een invloed uitoefenen op het gedrag van het personeel dat wordt ingezet.

Inderdaad, het mandaat omschrijft de opdracht en het zal bepalend zijn voor de mate waarin de hierboven beschreven factoren het gedrag determineren.

Een zuiver humanitaire zending zal minder monotoon zijn dan bijvoorbeeld een «Peace Supporting Operation (PSO)», ze zal de motivatie van het betrokken personeel verhogen omdat het zich nuttig voelt en omdat het aanvoelt dat de lokale bevolking nood heeft aan de interventie.

Bovendien zal het personeel zonder meer door de bevolking aanvaard en gesteund worden omdat deze rechtstreeks de vruchten plukt van de interventie.

Een voorbeeld hiervan is zeker ECMM. De monitoren van ECMM werden in feite nooit aanvaard in de Servische gebieden van KROATIË en BOSNIË omdat het mandaat ongekend en dus onbemind was door de bevolking en door de lokale autoriteiten. Nochtans was de humanitaire hulp die door de Europese Unie werd geboden niet te onderschatten maar nooit werd het verband gelegd tussen deze hulp en de monitoren die op het terrein aanwezig waren.

Bovendien stonden de ECMM-monitoren symbool voor een organisatie die KROATIË als eerste erkend had en die dus zonder meer tegen de zaak van de bevolking gekeerd was. Aangezien die erkenning er gekomen was onder impuls van DUITSLAND was het zelfs ondenkbaar om Duitse monitoren in de Servische gebieden tewerk te stellen.

Het hoeft geen betoog dat dit alles een negatieve invloed had op de motivatie en op het gedrag van de monitoren.

b. De inzetregels.

Hetzelfde geldt min of meer voor de inzetregels. Indien het personeel wordt ingezet met zwakke inzetregels zal de opdracht als ongeloofwaardig overkomen bij de lokale bevolking en wordt het overgeleverd aan de willekeur van de lokale autoriteiten. Dit is uiteraard bepalend voor de motivatie van het personeel dat wordt ingezet.

In BOSNIË ging dit in bepaalde gebieden zelfs zover dat de ongewapende UNMO's bijna niet meer konden werken omdat hen elke bewegingsvrijheid ontnomen werd. In sommige streken kregen de UNMO's gedurende verschillende maanden een totaal verbod om zich te verplaatsen. Het personeel was totaal gedemotiveerd en het rendement van de missie was te verwaarlozen. Dit ging op een bepaald ogenblik zover dat er werd besloten om gewapende waarnemers met Britse nationaliteit in te zetten die zich veel sterker konden opstellen ten opzichte van de lokale autoriteiten.

ONDERZOEK NAAR HET GEDRAG VAN MILITAIRES TIJDENS OPERATIES

1. HISTORIEK

Binnen de schoot van JSO werd medio 1996 vastgesteld dat het steeds vaker voorkwam dat militairen om disciplinaire redenen werden teruggezonden uit operaties.

Het standpunt van JSO-P was ondubbelzinnig:

- °het bestaande tuchtreglement moet zonder meer worden toegepast tijdens de operaties
- °de terugzending om disciplinaire redenen moet gepaard gaan met het opleggen van tuchtstraffen of van een dossier voor het Krijgsauditoriaat
- °het feit dat een militair wordt teruggezonden om disciplinaire redenen moet vermeld worden in het de beoordelingsnota's
- °er moet terplaatse een dossier opgesteld worden dat eventueel als basis kan dienen voor het uitlokken van statutaire maatregelen
- °het zou interessant zijn om na te gaan in hoeverre de mogelijkheid bestaat om pecuniaire maatregelen op te leggen door b.v. de betaling van vergoedingen op te schorten tijdens de uitvoering van een zware straf.

2. ONDERZOEK VAN JSO-P/Ops

a. Naar aanleiding van deze opmerkingen die door JSO-P geformuleerd werden heeft JSO-P/Ops in samenwerking met de Machten een onderzoek uitgevoerd over de verschillende «wegzendingen van militairen uit operaties».

Een numeriek overzicht van het aantal terugzendingen vanuit de operaties in ex-JOEGOSLAVIË vindt U in bijlage B.

De redenen waarvoor militairen teruggezonden werden kunnen in VIER verschillende categorieën ondergebracht worden: disciplinaire (110 gevallen),

familiale en sociale (106 gevallen), medische (153 gevallen) en andere redenen (21 gevallen).

- b. Terugzending om disciplinaire redenen: de gegevens werden gehaald uit de rapporten die door de detachementscommandanten aan het operatiecentrum van JSO werden overgemaakt. Uit deze rapporten kon de aard van de vergrijpen niet worden achterhaald noch het feit of er andere disciplinaire maatregelen werden genomen. De terugzending werd vermeld in het persoonlijk dossier van betrokkenen.
- c. Terugzending om familiale/sociale redenen: de beslissing tot terugzending wordt autonoom genomen door de detachementscommandanten die geen richtlijnen heeft betreffende de in acht te nemen criteria.
- d. Terugzending om medische redenen: de medische selectiecriteria die gehanteerd worden bij de aanduiding van het personeel voor de operaties zijn strenger dan de medische recruiteringscriteria; voor zover bekend bij de Medische Dienst is de terugzending uit operaties om medische redenen uitsluitend een gevolg van voorvallen die zich hebben voorgedaan tijdens de uitvoering van deze operaties; nochtans dient een onderscheid gemaakt te worden tussen objectieve aandoeningen en subjectieve aandoeningen maar de controle op deze laatste groep is quasi onmogelijk.
- e. Terugzending om andere redenen: het gaat hier meestal om terugzendingen waarvoor door de detachementscommandant geen specifieke reden werd opgegeven; het is belangrijk op te merken dat er binnen deze groep slechts TWEE gevallen bekend zijn van terugzending omdat het personeel onbekwaam was om zijn opdracht uit te voeren.

3. ONDERZOEK VAN DE WERKGROEP:

a. Algemeen:

Naar aanleiding van deze studiedag werd een schrijven gericht aan al de gekende voormalige detachementscommandanten die een prestatie verricht hebben tijdens operaties. Er werd gevraagd om zoveel mogelijk hun ervaringen weer te geven op het gebied van de toepassing van het tuchtreglement tijdens de operaties, een overzicht te geven van de tucht- en strafmisdriven die zich hebben voorgedaan tijdens hun bevelvoering, een overzicht te geven van de straffen die werden opgelegd en mogelijke commentaren te geven op de toepassing van het tuchtreglement tijdens operaties.

In totaal hebben DERTIEN voormalige Korpscommandanten en TWEEËNTWINTIG voormalige Compagniecommandanten op deze vraag geantwoord. Hun gegevens hebben betrekking op $\pm 20.4\%$ van het totaal aantal personen dat aan operaties heeft deelgenomen.

- b. Een numeriek overzicht van de inbreuken en het gegeven gevolg vindt U in bijlage C.

c. Analyse van de resultaten van het onderzoek:

- (1) De overtredingen die werden gemeld in het onderzoek werden onderverdeeld in verschillende categorieën:
 - (a) Postverlating: zowel vanuit observatieposten als vanuit wachtlokalen in kantonnementen
 - (b) Diefstal
 - (c) Vechtpartijen
 - (d) Transacties met burgers: b.v. kopen van wapens, verhandelen van uitrusting, kopen van verboden goederen zoals antiek
 - (e) Drugs: het betreft gevallen van drugbezit, gebruik en dealing
 - (f) Verlaten van de dienst: dit betreft het verlaten van de dienst tijdens de diensturen en het verlaten van de kantonnementen tijdens rustperiodes terwijl er een uitgangsverbod van toepassing was
 - (g) Terugkeer naar BELGIË tijdens verlof: voor bepaalde opdrachten was het verplicht om het UN-verlof binnen het operatiegebied te nemen
 - (h) Drankmisbruik: er werd een onderscheid gemaakt tussen gevallen van drankmisbruik tijdens de diensturen en tijdens rustperiodes
 - (i) Niet-loyaal gedrag: het gaat hier om niet-loyaal gedrag ten overstaan van meerderen zoals het niet aanvaarden van opmerkingen, smaad, bedreigingen een en gebrek aan respect
 - (j) Slecht uitvoeren van de dienst: hiermee worden o.a. bedoeld het niet toepassen van consignes, het niet respecteren van patrouillewegen en het niet respecteren van opgelegde tijdschema's
 - (k) Veiligheidsovertredingen: hieronder vallen vooral overtredingen i.v.m. het respecteren van veiligheidsmaatregelen bij manipulatie van wapens, het onbeheerd achterlaten van wapens en munitie
 - (l) Kledij: het niet respecteren van de voorschriften i.v.m. de kledij
- (2) Van de 2.800 militairen waarop de gegevens betrekking hebben, heeft 10.1% een straf opgelopen.
- (3) Dit percentage ligt blijkbaar hoger dan het percentage van gestraften in BELGIË, temeer daar men er moet van uitgaan dat de gemiddelde duur van de opdracht slechts VIER maanden bedroeg, m.a.w. de gegevens hebben betrekking op ± 2.800 militairen die per individu slechts gedurende VIER maanden gevolgd werden. Volledigheidshalve dient te worden vermeld dat er geen gegevens gekend zijn over het aantal disciplinaire maatregelen dat wordt opgelegd in de thuseenheden.
- (4) De meeste disciplinaire inbreuken werden begaan op het gebied van het slecht uitvoeren van de dienst, veiligheidsovertredingen bij het uitvoeren van de opdracht, dronkenschap, en niet-loyaal gedrag ten opzichte van oversten.
- (5) Er dient te worden opgemerkt dat het merendeel van de straffen werd opgelopen in OOST-SLAVONIË. Sommige detachementscommandanten die hun opdracht in BOSNIË hebben uitgevoerd hebben zelfs verklaard dat zij geen enkel probleem hadden gehad met de discipline.

Dit is te verklaren door het feit dat de meeste negatieve beïnvloedingsfactoren die hierboven werden beschreven vooral in OOST-SLAVONIË van toepassing zijn:

- Het monotone van de opdracht: de opdracht bestaat/bestond er vooral uit het bemannen van observatieposten, het uitvoeren van patrouilles in een beperkt gebied waar de bewegingsvrijheid werd beknut door de lokale autoriteiten; bovendien gebeurde er in het gebied zeer weinig.
- De werklast was er zeer hoog door het aantal observatieposten dat permanent moest bemand worden en het aantal patrouilles dat moest uitgevoerd worden.
- Minder toezicht: de observatieposten waren zeer afgelegen en stonden niet onder permanente controle van de pelotonscommandanten of compagniecommandanten.
- Al de militairen met uitzondering van UNMO's en ECMM waren permanent in het bezit van wapens
- De wetten die door de lokale autoriteiten werden toegepast waren zeer flexibel en naargelang het voordeel dat ze er zelf konden uithalen werden ze aangepast
- Al deze factoren hebben bovendien een negatieve invloed op de motivatie van het personeel. Er werd/wordt gewerkt in een omgeving waarin men door de lokale bevolking nauwelijks aanvaard is en waarin men «hun zaak» slecht heeft kunnen dienen

(6) Er werden 26 gevallen gesignaleerd waarbij personeel werd teruggezonden om disciplinaire redenen. Aangezien dit onderzoek betrekking heeft op $\pm 20\%$ van het aantal mensen dat reeds werd ingezet in operaties stemt dit cijfer ongeveer overeen met de bevindingen van JSO-P (uit het onderzoek van JSO-P/Ops bleek dat er 110 militairen werden teruggezonden om disciplinaire redenen). Nietemin bleek uit het onderzoek van JSO-P dat er een aantal mensen werden teruggestuurd zonder dat andere disciplinaire maatregelen werden genomen.

d. Commentaren van de detachementscommandanten:

Behoudens het feit dat de detachementscommandanten voor dit onderzoek numerieke gegevens hebben overgemaakt over de tucht- en strafmaatregelen die onder hun commando werden opgelegd, hebben zij ook een aantal algemene commentaren gegeven die we hier vermelden:

- (1) Over het algemeen hebben zij ervaren dat er geen al te grote problemen waren op het gebied van tucht in hun detachement. Hiermee bedoelen zij dat ze voor elk probleem een afdoende oplossing vonden door toepassing het bestaande tuchtreglement.

- (2) Er werd verschillende keren opgemerkt dat de bevoegdheden van de Korpscommandant niet mogen beknót worden.
Dit was meer dan waarschijnlijk een reactie op het feit dat vanuit het operatiecentrum gemeld was dat er geen terugzendingen mogen gebeuren als disciplinaire maatregel.
Commentaar: Er was echter nooit sprake van het feit dat het verboden zou zijn om militairen om disciplinaire redenen terug te sturen; er werd wel de nadruk gelegd op het feit dat de terugzending geen disciplinaire maatregel op zichzelf is die voorzien is in het huidige tuchtreglement.
- (3) Er zouden systematisch statutaire maatregelen moeten opgelegd worden bij zware inbreuken.
- (4) Het niet toekennen van de UN-medaille zou vaker moeten toegepast worden.
Commentaar: De huidige reglementering in verband met het toekennen van de UN-medaille zoals ze is bepaald in de nota JSP-A/DIV Nr 708 van Sep 93 bepaalt dat wij de toekenning van de UN-medaille niet kunnen weigeren, we kunnen wel de toelating weigeren om de medaille te dragen. Voor wat betreft de «Herinneringsmedaille voor buitenlandse operaties» kunnen we de toekenning wel weigeren.
Het niet toekennen van de UN-medaille is een maatregel die waarschijnlijk wel verder gaat dan dat men op het eerste gezicht kan vermoeden omdat de persoon in kwestie zich in dit geval zal moeten verantwoorden ten opzichte van zijn kameraden waarom hij die medaille niet gekregen heeft.
- (5) De detachementscommandanten zouden een inzicht moeten hebben over het disciplinair en gerechtelijk verleden van hun ondergeschikten. Gezien de heterogene samenstelling van de detachementen is dit voor het ogenblik zeer moeilijk. Aan dit euvel kan verholpen worden door systematisch een kopij mee te geven van de strafbladen.
- (6) Er zou een mogelijkheid moeten bestaan om pecuniaire maatregelen op te leggen.
- (7) De hiërarchische echelons zouden ondubbelzinnig moeten bepaald worden.
Commentaar: Dit was inderdaad een probleem in de beginperiode van de operaties in ex-JOEGOSLAVIË. Voor de operaties die thans worden uitgevoerd worden deze echelons systematisch bepaald door JSO-P en beschreven in de Administratieve en Logistieke richtlijnen.

BESLUITEN

1. In het verleden werd de wegzending om disciplinaire redenen gebruikt als disciplinaire maatregel in plaats van als ordemaatregel orde die gepaard ging met een disciplinaire of strafrechtelijke procedure.
Deze maatregel werd reeds min of meer geofficialiseerd omdat men bij de terugzending een verslag toevoegde in het persoonlijk dossier van betrokkene waarin de feiten omstandig werden beschreven.

2. Het aantal tuchtstraffen dat werd opgelegd tijdens de uitvoering van operaties ligt hoger dan het aantal dat werd opgelegd tijdens de uitvoering van de normale opdracht op het thuisfront. Er worden geen gegevens bijgehouden over het aantal disciplinaire maatregelen dat wordt opgelegd in de thuisheden.
3. Het disciplinair gedrag van het personeel tijdens de uitvoering van operaties wordt rechtstreeks beïnvloed door een aantal factoren die eigen zijn aan de aard van de opdracht; deze beïnvloeding is zowel van positieve als van negatieve aard.
4. Over het algemeen kan men stellen dat het huidige tuchtreglement voldoet aan de vereisten van de detachementscommandanten.
5. Er wordt door sommigen gesuggereerd om meer gebruik te maken van bepaalde bestaande maatregelen zoals statutaire maatregelen en het niet uitreiken van de UN-medaille.
6. Het gedrag van militairen tijdens de inzet in operaties kan ongetwijfeld ook in de positieve zin beïnvloed worden door hen tijdens de opleidingsperiode voor het vertrek naar de opdracht beter voor te bereiden op hun toekomstige taak. Dit zou hen waarschijnlijk behoeden voor een aantal verrassingen ter plaatse. Daarom heeft BELGIË een voorstel gedaan om dit onderwerp op te nemen in het programma van de NATO Training Group.
De resultaten van deze studie kunnen er vergeleken worden met de ervaringen van andere Naties en er kan nagegaan worden in welke mate een aangepaste training kan uitgewerkt worden.

OVERZICHT VAN DE OPERATIE

Bijlage A-1

(EXCLUSIEF ex-JOEGOSLAVIË)

<u>AARD OPERATIE</u>	<u>AANTAL</u>	<u>VOORBEELD</u>		
		<u>PLAATS</u>	<u>PERIODE</u>	<u>INZET</u>
HUMANITAIR	-91	-TURKIJE-IRAK -KENIA-SOMALIË -KENIA- Z.SOUDAN	-Mei 91 - Jul 91 -Jun 92 - Aug 92 -Aug 94 - Sep 94	-30 x C-130 (480 vliegreu) -C-130 (200 vliegreu) -C-130 (200 vliegreu)
EVACUATIE	-15	-RWANDA -ZAÏRE -RWANDA	-Oct 90 - Nov 90 -Sep 91 - Nov 91 -Apr 94	-Ops «Green Bean» (22 x C-130, 20 Vtg, 500Pers -Ops «Blue Beam» (30 x C-130, Vtg, 1100 Pers -Ops Silver Back» (C-130, 900 Pers)
PEACE SUPPORTING	-12	-SOMALIË -HAÏTI	-Dec 92 - Dec 93 -Sep 94 - Mar 95	-Ops «Restore HOPE-UNOSOM» (4.500 vliegreu C-130, 220 Vtg, 840 Pers? ZINNIA) -Ops «Restore Hope/Uphold Democracy», 30 Pers
ANDERE	-12	-CAMBODJA -UNTSO -UNMOGIP	-Apr 94 - ... -Jan 74 - ... -Jul 85 - ...	-02/03 ontmijners -08/06 waarnemers -02 waarnemers

OPERATIES ex-JOEGOSLAVIË

<u>PERIODE</u>	<u>OPS</u>	<u>DEELNAME</u>
1991-Heden	ECMM	+/- 30 MONITOREN
1991-Heden	UNPROFOR BARANJA/UNCRO/UNTAES (Croatie)	+/- 800 Mil
1991	UNPROFOR Moving Star (Bosnië)	01 Tpt Cie
1991-Heden	UNMO	06/16/06 Waarnemers
1991	SHARP VIGILANCE (Adriatic Sea)	01 Fregat
1992/1993	WINTERLODGE (Croatie)	Det Gn - 150 Pers
1993	SHARP FENCE (Adriatic Sea)	01 Fregat
1993/1994	BELBOS	
1993	BOSNIAROAD (Bosnië)	Cie Gn - 175 Pers
1995-Heden	IFOR/SFOR	380 Pers/75 Pers

PROBLEMATIEK VAN DE TERUGZENDING

GEGEVENS VAN HET OPSC

	OFFR	OOFR	TROEP	TOTAAL
DISCIPLINAIR	07	25	78	110
FAMILIAAL	07	26	73	106
MEDISCH	05	29	119	153
ANDERE	04	07	10	21
TOTAAL	23	87	280	390

SAMENVATTING VAN DE VERGRIJPEN

<u>AARD VERGRIJP</u>	<u>AANTAL</u>	<u>AARD STRAF</u>	<u>WEGZENDING</u>
Postverlating	03	zwaar	
Diefstal	08	zwaar/Krijgsr	
Vechtpartijen	03	zwaar/Krijgsr	01
Transacties met burgers	11	licht/zwaar	03
Drugs	04	Krijgsraad	01
Verlaten van de dienst	14	licht/zwaar	
Terugkeer (BE) bij verlof	02	zwaar	06
Dronken tijdens dienst	23	licht/zwaar	07
Dronken buiten dienst	35	licht/zwaar	
Niet loyaal gedrag	29	licht/zwaar	07
Slecht uitvoeren dienst	93	licht/zwaar	
Veiligheidsovertreding	43	licht/zwaar	01
Kledij	17	licht	
TOTAAL	285		26

Onstaan van het hedendaagse disciplinair recht

Door : Cdt SNEYERS

JSP-A-E

I. Het ontstaan van het huidig tuchtreglement

De wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht heeft een lange en moeizame ontstaansgeschiedenis gekend.

De regels die tot in 1975 inzake tucht bij het leger golden vonden hun oorsprong in het "Reglement van Krijgstucht of Discipline" afgekondigd bij de wet van 15 maart 1815. Dit was het werk van de wetgevende macht van het Koninkrijk der Verenigde Nederlanden. In België werd het toepasselijk gemaakt op 17 april 1815 en van kracht verklaard bij besluit van het voorlopige bewind van 27 oktober 1830. De bepalingen van deze wet werden herhaaldelijk gewijzigd, onder meer door het afschaffen van de lijfstraffen (1830) en het afschaffen van een tuchtprocedure in beroep voor het militair gerechtshof (1916).

De oorspronkelijke teksten werden veelvuldig aangepast bij middel van administratieve en reglementaire bepalingen.

In het begin van de jaren 60 meende de Regering dat de regels betreffende de militaire ethica in een aangepaste moderne vorm moesten gegoten worden.

De reden van bestaan van de krijgsmacht, te weten het vrijwaren van de onafhankelijkheid van het land en de integriteit van het grondgebied, werd niet in vraag gesteld. Wel dienden bepaalde middelen tot het bereiken van dat doel, waaronder de krijgstucht, herzien te worden.

Een eerste werkgroep, opgericht met MB van 09 Jan 63 werkte een ontwerptekst uit. De toenmalige MLV P.W. SEGHERS besliste op 26 Okt 64, met het ministerieel besluit Nr 15225 tot oprichting van een Studiecommissie voor de herziening van het tuchtregime van de militairen" (CMT).

De opdracht van de CMT bestond er voornamelijk in aan de Minister nieuwe voorstellen te doen met betrekking tot het militair tuchtregime rekening houdende met de toenmalige levensvoorwaarden, hun evolutie en het verhoogde belang van de psychologische en sociale factoren.

De CMT moest ook een passende vorm aan deze nieuwe beschikkingen geven (ontwerp van teksten : wet, besluit(en), reglement).

Deze studie commissie werd voorgezeten door Generaal Baron FALLON, later door Advokaat Generaal ROGGEN.

Bij de leden waren vertegenwoordigers van JS, de krijgsmachtdelen, de Rijkswacht, de Auditeur-Generaal (achtereenvolgens advokaat-generaal ROGGEN en advokaat-generaal BOSLY) en van het CES (Centre d'Etude social).

Het CMT heeft honderd maal gezeteld tussen 10 Nov 64 en 28 Okt 68.

De leden van de commissie oefenden die functie eerst deeltijds uit en bij het einde van de werkzaamheden praktisch voltijds. Verscheidene beperkte werkgroepen werden opgericht ter bestudering van deelaspecten zoals : de rechten van de verdediging, het barema van de straffen, tuchtprocedure, de beloningen, pecuniaire sancties.

Eind 1968 werd een ontwerp-tekst overgemaakt aan de toenmalige MLV Charles POSWICK. Het Kabinet van de Minister verwerkt dit project en na nog nieuwe studies en

adviezen werd dit als ontwerp van wet ter goedkeuring voorgelegd op 12 september 1972 aan het Parlement.

Het had jaren geduurd alvorens het ontwerp werd neergelegd omdat de Regering voorafgaandelijk het advies van de verschillende betrokken organismen en instellingen wou inwinnen (onder meer de commissie van advies van het militair personeel en de commissie Leger-Jeugd). De commissie van landsverdediging van de Kamer onderzocht meermaals het ontwerp tussen 25 Okt 72 en 12 Dec 73. De meest markante leden van de commissie waren de heren M. REMACLE (Voorzitter) Ch-F NOTHOMB, A. COOLS, C. POSWICK, J. GOL, en V. ANCIAUX.

Het ontwerp werd door de commissie aangenomen op 9 Jan 74 met 18 stemmen voor en 2 onthoudingen.

De kamers namen het aan en het werd op 14 januari 1975 door de Koning als wet bekrachtigd. De wet verscheen in het Belgisch Staatsblad van 01 Feb 75 en trad in voege op 11 Feb 75.

II. Welke zijn de markante verschillen met het oude tuchtsysteem ?

- a. Het nieuwe tuchtstelsel legt meer de nadruk op de “plichten” dan op de “verbodsbepalingen” ; dit principe plaatst de militair tegenover zijn verantwoordelijkheden, maakt hem bewust van zijn plichten in plaats van hem een lijst van verbodsbepalingen voor te houden.
- b. Op de leden van de Rijkswacht na, mogen de militairen lid worden van een politieke partij van hun keuze en er de aan hun lidmaatschap verbonden rechten uitoefenen. Zij mogen er echter geen andere ambten vervullen dan die van deskundige, raadgever of lid van een studiecentrum. Iedere andere actieve of publieke deelname aan het politieke leven in een andere hoedanigheid, zelfs buiten de dienst, is hun verboden.
- c. (1) Op de leden van de Rijkswacht na, mogen de militairen zich aansluiten hetzij bij de erkende verenigingen van het militair personeel, hetzij bij de syndicale organisaties als representatief erkend worden voor het overheidsperoneel. die
- (2) De leden van het personeel van de Rijkswacht mogen zich aansluiten bij de door de Koning erkende beroepsverenigingen, die uitsluitend leden van dit personeel in actieve dienst of op rust gesteld groeperen.
- (3) Elke vorm van staking wordt ontzegd aan al de leden van de Krijgsmachten.
- d. Alleen de meerdere die het functioneel gezag uitoefent is gerechtigd straffen op te leggen.
- e. (1) De tuchtstraffen worden minder zwaar gemaakt en zijn meer verscheiden.
- (2) De straffen zijn bijna dezelfde voor alle categorieën van het personeel.
- (3) Meer in het bijzonder, de cachotstraf en de straf van arrest in de militaire gevangenis zijn afgeschaft ; zij worden vervangen door het zwaar arrest.
- (4) Het eenvoudig arrest wordt een zware straf voor de officieren.

f. De tuchtrechtspleging, zoals ze ingesteld werd door vroegere KB's van 1972, blijft volledig van toepassing, met onder andere de waarborgen op het vlak van de rechten op verdediging, het uitstel, de verjaring en de uitwissing van de straffen.

g. Tuchtvoordering na veroordeling

hij (1) Een militair mag niet krijgstuchtelijk gestraft worden voor dezelfde feiten als die waarvoor hij door de strafrechter veroordeeld is en voor de feiten waarvoor onschuldig is verklaard.

in (2) Alleen de statutaire maatregelen bepaald in de statutaire wetten van de militairen en de gecoördineerde militiewetten mogen in die gevallen worden opgelegd.

h. De statutaire maatregelen (vroegere tuchtmaatregelen) die niet hernomen zijn in die statutaire wetten zijn afgeschaft.

Het betreft :

- de blaam
- de berisping van de Minister van Landsverdediging
- de beroving van graad bij tuchtmaatregel
- de inlijving in de tuchtcompagnie.

i. De toelating van de militaire overheden om in het huwelijk te treden is afgeschaft, behalve voor de leden van de Rijkswacht.

Conclusies :

1. Het Leger gaat van Middeleeuwse tradities en regels uit de Franse revolutie en Napoleon vrij abrupt over naar "moderne" tuchtregels. Voor '75 bestonden er nauwelijks rechten voor de verdediging, na '75 werden deze uitgebreid.

het 2. De omstandigheden waarin de werkzaamheden gebeurden die aanleiding gaven tot de tuchtwet van 75, waren VREDES omstandigheden ondanks de koude oorlog. Het waren de "Golden sixties". De geestesgesteldheid van de politiek, de bevolking en zelfs gedeeltelijke Leger was niet ingesteld op oorlogsomstandigheden. De tuchtregels die daaruit voortvloeiden zijn dus te begrijpen in die tijdsgeest.

III. Latere evoluties

A. Vervollediging

Op 17 Feb 75 en 27 Jun 75 werd het militair tuchtreglement (niet de wet van '75) vervolledigd met een 2e en 3e deel

- Het 2e deel bevatte de statutaire bepalingen van disciplinaire aard (toen zo ten onrechte genoemd), de strafrechtelijke bepalingen die de statutaire toestand van de militairen beïnvloedden en de Ereraden (later opgeheven door het KB van 11 Aug 94).

-Het derde deel bevat commentaar m b.t. bepaalde wettelijke principes, om de toepassing ervan te vereenvoudigen.

Deze bepalingen wijzigden enigszins sommige bestaande voorschriften, onder andere :

- a. Een bepaald belangrijk geacht formalisme werd behouden voor sommige regels van uiterlijke vormen van militaire tucht.
- b. De aandacht werd eens te meer getrokken op de controle en de beteugeling van de buitensporigheden en meer in het bijzonder op de drankmisbruiken.
- c. Bij de versoepelde uitoefening van de vrije meningsuiting werd voorzichtigheid opgelegd.
- d. Op een meer concrete wijze werd de procedure aangeduid die gebruikt moest worden inzake aanvragen, verhalen, audiënties en verzoekschriften en dit om tot een betere verstandhouding en een groter vertrouwen in de betrekkingen tussen meerderen en ondergeschikten te komen.
- e. De mogelijke afwijkingen omtrent het cumulatieverbod werden aangehaald. De nadruk werd gelegd op het feit dat het uitoefenen van een toegelaten bijberoep in genendele de uitvoering van de dienst of de naam van de Krijgsmacht mag schaden.

B. Latere Errata

Tussen 1975 en 1990 werden 26 errata uitgebracht.

1. Het KB van 19 Juni 80

Een van de belangrijkste was het invoeren van een nieuwe militaire tuchtrechtspleging met het KB van 19 Juni 80 verschenen in het Belgische Staatsblad van 08 Okt 1980.

Bij de voorbereiding van dit KB hadden de operaties van het type "SHABA" en "KITONA" net plaatsgehad.

De noodzaak van een snelle en doeltreffende tuchtprocedure werd daar ervaren.

De toenmalige chef van de Generale Staf Lt Gen VI CREKILLIE vroeg uitdrukkelijk om tijdens dergelijke operaties in het opschorten van het recht op beroep en van de verplichting van raadpleging van een tuchtraad voor zware straffen te voorzien. Dit voorstel werd echter niet in de definitieve versie opgenomen.

Belangrijkste wijzigingen

Het bij KB van 04 Februari 1972 voorziene tweede beroep werd afgeschaft. Dit 2e beroep maakte volgens de toenmalig MLV P. VANDEN BOEYNANTS de procedure overdreven log zodat in vele gevallen "de uiteindelijke straf te lang na de feiten uitgesproken werd om nog enige opvoedkundige waarde te behouden".

Om de wettelijkheid van de straffen te garanderen werd evenwel in een mogelijkheid tot vernietiging door de Chef van de Generale Staf of door de Commandant van de Rijkswacht voorzien.

De mogelijkheid om beroep te doen op de bijstand van een advocaat voor de tuchtraad werd voorzien evenals het recht op de nodige tijd voor de betrokken militair om zijn verdediging voor te bereiden buiten de diensturen.

De verjaringstermijn van één jaar voor tuchtvergrijpen en de uitwissingsmogelijkheid voor straffen na één bepaalde tijd, beiden ingevoerd sedert 1972, blijven behouden.

2. Andere errata

Dit waren dikwijls technische, organisatorische of “schoonheids”- wijzigingen.

Enkele voorbeelden :

- In 1987 werden de algemene en voortdurende afwijkingen aan het verbod van cumulatie na advies van het Rekenhof afgeschaft.

Voortaan waren individuele beslissingen MLV vereist.

- Het KB van 12 april 1988 (BS van 29 april 1988) wijzigde het KB van 19 juni 1980.

Voornaamste wijzigingen :

- Enkel voor de Rijkswacht ; een uitbreiding van de mogelijkheid tot mondelinge rechtspleging.

- De tuchtraad wordt afgeschaft in eerste aanleg en wordt enkel nog samengeroepen in geval van hoger beroep.

- De voorzitter van de tuchtraad mag niet onder het bevel staan van de overheid die in eerste aanleg gestraft heeft met een zware straf.

- Begin 1990 werd de “voorlopige” uitgave 1975 van het tuchtreglement een laatste maal geamendeerd met erratum 26 wegens het in toepassing brengen van de wet van 22 Dec 89 betreffende het statuut van de dienstplichtigen (versoepeling politieke activiteiten, uitoefening winstgevend cumulatieve activiteiten, afschaffen beroving van verloven ...)

IV. Definitieve uitgave 1991

Na 16 jaar “voorlopige” uitgave meende de toenmalige chef van de Divisie Personeel, GenMaj v/h Vlw VERVERKEN dat de tijd rijp was om een definitieve uitgave, enkel van het gedeelte tuchtreglement, uit te brengen. Dit vereiste geen wijzigingen aan de wettelijke basis. Dit reglement trad in werking op 01 Okt 91.

Voornaamste wijzigingen :

- Alle wettelijke en reglementaire bepalingen werden op een meer gebruiksvriendelijke manier gebundeld.

- Zo nodig, werden “commentaar-stukken” bijgevoegd.

- Alles wat niet rechtstreeks met militaire tucht te maken had werd niet meer hernomen (statutaire maatregelen, de beloningen, het voorkomen en de houding, de eedaflegging, de gevolgen van overdreven schulden, handelswijze in geval van onlusten, de beroepsbezigdheden van de partner).

- Gezien de demilitarisering van de Rijkswacht werden alle specifieke bepalingen i.v.m de Rijkswacht weggelaten. Het Reg (uitgave 91) was dus enkel toepasselijk op het Leger

Latere errata :

**SITUATION DU DROIT DISCIPLINAIRE ACTUEL
ET EVOLUTION POSSIBLE**

Par : le Lieutenant-colonel BAM Jur/Psy J. GOVAERT

aangebracht aan de wet van 11 juni 1978 tot regening van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel.

Eveneens in 1994 werden de modaliteiten van het AO-J/108 F nopens het spreekrecht deels in het Reg opgenomen.

- In 1995 werd een nieuwe tabel m.b.t. de gelijkwaardigheid der graden als bijlage aan het Reg gevolgd gezien het invoeren van een aantal nieuwe graden (adjudant-majoor, 1e sergeant-chef, 1e korporaal-chef, 1e soldaat).

- In 1995 werd, naast een aantal kleinere aanpassingen, de uitwissingstermijn uniform voor alle straffen op 3 jaar gebracht (KB van 11 Aug 94 betreffende de rechtstoestanden van het militair personeel).

I. INTRODUCTION

II. ETAT DE LA QUESTION

1. LA SPECIFICITE DES FORCES ARMEES ET DU STATUT MILITAIRE

a. Remarque préliminaire

Il est malaisé pour certains, après la longue période de paix que nous connaissons depuis 1945, de comprendre la spécificité et les dures exigences auxquelles sont soumis les militaires, pour être à même de remplir efficacement leur mission. Un tel débat est difficile et dépend largement des conceptions de chacun, si nous devons en croire Ivan Roggen⁽¹⁾:

“Pour un militaire, et aussi choquant que cela puisse paraître au civil, au citoyen ordinaire, la paix n’est et ne peut être qu’une parenthèse entre deux guerres. Il faut se garder de l’en détromper sous peine de lui faire considérer paradoxalement un conflit armé comme un événement exceptionnel à son état. Il ferait dès lors très mal la guerre puisqu’il n’y serait que mal préparé et se serait habitué à ne pas la considérer comme la seule justification de sa qualité. Il faut donc se garder en organisant l’impérium militaire, de n’envisager celui-ci qu’en fonction de la paix, sous l’influence des idées généreuses et humaines du temps de paix. (...). Si on ne le veut, alors l’Armée ne peut être qu’un objet de luxe et de folklore, et mieux vaut la supprimer car elle ne servirait pas à grand’chose le jour où l’on voudrait s’en servir, sinon à faire tuer inutilement des hommes.” ⁽²⁾.

b. La spécificité des missions dévolues.

Les missions des forces armées sont extrêmement spécifiques. Elles se distinguent indiscutablement et concrètement des missions des autres administrations. Les missions primaires des forces armées n’ont pas fondamentalement changé depuis 1831, même si d’autres missions sont venues s’y ajouter: *“C’est peu d’avoir proclamé l’indépendance du peuple belge, il faut la faire respecter au dehors (...)”* ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Ancien volontaire de guerre, ancien haut magistrat militaire, chef de cabinet-adjoint du ministre de la Défense nationale et plus tard gouverneur de la province de Brabant.

⁽²⁾ **ROGGEN, I.**, *“Une doctrine de la justice militaire belge”*, Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre, V-1, 1966, p. 371.

⁽³⁾ **HUYTENS, E.**, discussion du Congrès National (1830-1831), Société typographique belge, 1834, T. IV, p. 408; voir aussi **THONISSEN, J.J.**, *La Constitution belge annotée*, 1876, p. 365.

Le maintien de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire, mission primaire des forces armées, peut être déduite de l'article 91, alinéa 2, de la Constitution⁽⁴⁾.

Entretemps, cette mission essentielle des forces armées a été précisée et élargie (conséquence, entre autres, de l'internationalisation) de la manière suivante⁽⁵⁾ :

“Les Forces armées sont essentiellement appelées à remplir trois types de missions: la sécurité, le maintien de la paix et la coopération au développement (...)”.

“La sécurité est leur première mission. La protection du territoire national et la participation à la sécurité collective en Europe, en coopération avec nos alliés européens et transatlantiques, constituent le coeur de notre appareil de défense (...)”.

“Le maintien de la paix ensuite, sur le continent européen et au-delà (...)”.

“Troisième pôle: la coopération au développement (...)”.

“Aux missions citées ci-dessus, il convient d'ajouter le volet “aide à la nation (...)”.

c. La spécificité des circonstances de la mise en oeuvre et de la mise en condition des forces armées

- (1) La mise en oeuvre et la mise en condition⁽⁶⁾ des forces armées se caractérisent par le fait qu'elles se situent dans des circonstances très spécifiques, et ce dès le temps de paix. La rapidité de décision et d'exécution est capitale: l'un des objectifs principaux de la mise en condition des forces armées est, à juste titre, l'acquisition de ces mécanismes. Ceci nécessite une hiérarchie stricte, un style de commandement particulier et une discipline sans faille.
- (2) On peut distinguer une spécificité manifeste dans le fonctionnement interne des forces armées, qui connaissent des notions manifestement très spécifiques comme l'opérationnalité, la rapidité d'action, la mise en oeuvre, la mise en condition et le préavis
- (3) Les spécificités des missions militaires ainsi que les circonstances spécifiques dans lesquelles les forces armées doivent être mises en oeuvre conditionnent directement l'organisation et le fonctionnement des forces armées. Elles imposent notamment des conditions que l'on ne retrouve pas auprès du personnel des services publics: celui-ci en effet, à quelques exceptions près, est appelé à travailler dans des circonstances normales. L'organisation et le

⁽⁴⁾ Article 91 de la Constitution énonce entre autres le serment royal : *“Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple belge, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire.”.*

⁽⁵⁾ Selon l'exposé introductif du ministre de la Défense nationale, Budget 1997, Rapport fait au nom de la Commission de la Défense nationale par M. Jan VAN ERPS, Document 734/4 96/97, p. 148 .

⁽⁶⁾ Voir la loi du 20 mai 1994 (M.B. du 21 juin 1994) relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver (articles 2 et 3).

fonctionnement des forces armées se caractérisent entre autres par les éléments suivants

- organisation structurée et hiérarchie formelle, facilement identifiable en toutes circonstances;
 - style de commandement visant la rapidité et l'efficacité au détriment d'autres aspects (concertation, ...);
 - discipline stricte garantissant une exécution fiable en toutes circonstances;
 - cohésion maximale en toutes circonstances (la cohésion du groupe est d'une importance capitale à l'armée.; une partie importante des activités vise à créer cette cohésion: soit de manière formelle, le "drill", soit en suscitant un esprit de camaraderie et une solidarité par l'effort en commun et la nécessité absolue de s'entraider.
- (4) L'armée constitue la "*Regis ultima ratio*" et doit dès le temps de paix être prête à remplir à tout moment ses missions en "situation d'exception". Pour la plupart des missions, un préavis est quasi inexistant. Les missions des forces armées nécessitent de ce fait une préparation et une disponibilité permanentes. Toute défaillance peut se traduire par un réel désastre. Ceci justifie déjà en soi un statut (disciplinaire) spécifique.
- (5) Les militaires sont souvent mis sous forte pression, par la mise en contact direct et physique avec des situations exceptionnelles. Dès le temps de paix, lors d'exercices et manoeuvres, on peut noter, selon les circonstances:
- une prééminence de l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel;
 - des efforts physiques intenses et parfois de longue durée, auxquels succèdent des périodes de désœuvrement;
 - la confrontation à des situations inhabituelles et à des situations de risque physique; l'inconfort, et l'absence de sommeil, parfois de longue durée;
 - un degré d'agressivité volontairement entretenu;
 - des restrictions parfois sévères à l'exercice des libertés, notamment la liberté de mouvement;
 - un éloignement parfois de longue durée du foyer familial (entraînant régulièrement des conséquences fâcheuses sur les relations familiales);
 - une vie de groupe intense, parfois étouffante, dans des lieux confinés; une absence parfois totale d'intimité et une impossibilité de fait de s'isoler;
 - des valeurs de groupe partiellement différentes de la société civile ainsi qu'un relâchement des contrôles et des règles habituelles dans certaines circonstances;
 - un risque d'instabilité émotionnelle; une dépendance importante d'autrui, susceptible de générer un sentiment d'insécurité;
 - un style de commandement "autoritaire" (unilatéral, sans concertation, SOUVENT immédiat et expéditif...).
- (5) Lors d'opérations réelles, missions humanitaires ou conflit armé, outre l'intensification des éléments ci-dessus, il faut signaler:

- une priorité absolue du collectif sur l'individuel;
- un changement de la hiérarchie des normes et valeurs; la confrontation à des systèmes de valeur différents, caractérisés par l'absence parfois totale de morale et dès lors une tendance à l'inhibition totale ou partielle des normes habituelles et de tout cadre de référence moral;
- une confrontation régulière à la violence physique et morale, à la mort ou à des blessures de camarades et à la détresse morale;
- la possibilité, voire l'obligation de tuer; le danger réel d'être soi-même tué ou blessé;
- le sentiment fréquent de ne pas maîtriser la situation, avec le sentiment d'insécurité qui s'en suit et une vision à court terme, causée par l'instinct de survie;
- un climat d'exacerbation des émotions et des passions (haine, peur, brutalité...);
- l'absence de nouvelles et d'informations sur la situation, sur la famille et le règne des rumeurs les plus extravagantes, avec un effet désastreux possible sur le moral et la motivation;

d. Des limitations et des devoirs spécifiques des militaires

Les missions et conditions spécifiques précitées ont dans une large mesure été traduites dans le titre Ier de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, qui traite des règles de la déontologie militaire. On y trouve notamment les restrictions et obligations suivantes:

- restrictions à la liberté de mouvement ⁽⁷⁾;
- interdiction totale de l'exercice du droit de grève ⁽⁸⁾;
- restriction au libre choix du médecin dans certaines circonstances ⁽⁹⁾;
- obligation stricte de respect de l'autorité ⁽¹⁰⁾ et d'obéissance sous peine de sanctions pénales (insubordination ⁽¹¹⁾...) ou disciplinaires selon la gravité des faits;
- instabilité fonctionnelle et géographique;
- restrictions à la liberté d'expression ⁽¹²⁾;
- restrictions aux droits politiques ⁽¹³⁾;
- interdiction de l'exercice d'autres activités rémunérées ⁽¹⁴⁾;
- respect et fidélité au Chef de l'Etat et aux institutions ⁽¹⁵⁾;
- exigences spécifiques quant à la moralité ⁽¹⁶⁾;

⁽⁷⁾ Loi du 14 janvier 1975, modifiée par la loi du 28 décembre 1990, article 14 bis.

⁽⁸⁾ Loi du 14 janvier 1975, modifiée par la loi du 21 avril 1994, article 16.

⁽⁹⁾ Loi du 14 janvier 1975, modifiée par la loi du 28 décembre 1990, article 10bis et 10ter.

⁽¹⁰⁾ Loi du 14 janvier 1975, article 5 à 8.

⁽¹¹⁾ Loi du 27 mai 1870, article 28 et suivants.

⁽¹²⁾ Notamment: la loi du 14 janvier 1975, article 13.

⁽¹³⁾ Loi du 14 janvier 1975, modifiée par la loi du 22 décembre 1989 et la loi du 24 juillet 92, article 15.

⁽¹⁴⁾ Loi du 14 janvier 1975, article 18.

⁽¹⁵⁾ Loi du 14 janvier 1975, article 9, 3°.

On trouve de plus dans d'autres dispositions légales statutaires les obligations et/ou restrictions suivantes :

- condition physique, psychique et médicale la meilleure possible; maintien d'un profil médical et psychique spécifiques, sous peine de réforme ou de mise à la retraite d'office;
- restrictions à l'application des règles de sécurité, de sécurité du travail et du droit commun du travail;
- soumission à un système pénal spécifique ⁽¹⁷⁾ (infractions, procédures, juridictions).
- soumission à un système disciplinaire spécifique ⁽¹⁸⁾, en plus des mesures statutaires;
- obligation, parfois sous peine de sanctions pénales, de respecter certaines règles de l'honneur ⁽¹⁹⁾.
- disponibilité et fiabilité maximale, notamment servir le pays avec conscience et courage en toutes circonstances, au besoin au péril de sa vie;

Aucune administration ordinaire n'est confrontée à cet ensemble de circonstances, de restrictions et d'obligations ⁽²⁰⁾. Bien qu'occasionnellement présentés sous certaines formes dans d'autres services publics ces particularités se retrouvent au sein des Forces armées à un degré d'intensité et de concentration jamais égalé.

e. Un cadre légal spécifique pour les missions

Il importe de broser le tableau du cadre légal spécifique applicable aux missions des forces armées (6) (voir tableau ci-dessous).

⁽¹⁶⁾ Loi du 14 janvier 1975, article 9, 4°.

⁽¹⁷⁾ Constitution, article 157, alinéa 1er et les nombreuses lois d'application, notamment la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire.

⁽¹⁸⁾ Loi du 14 janvier 1975, articles 21 à 44.

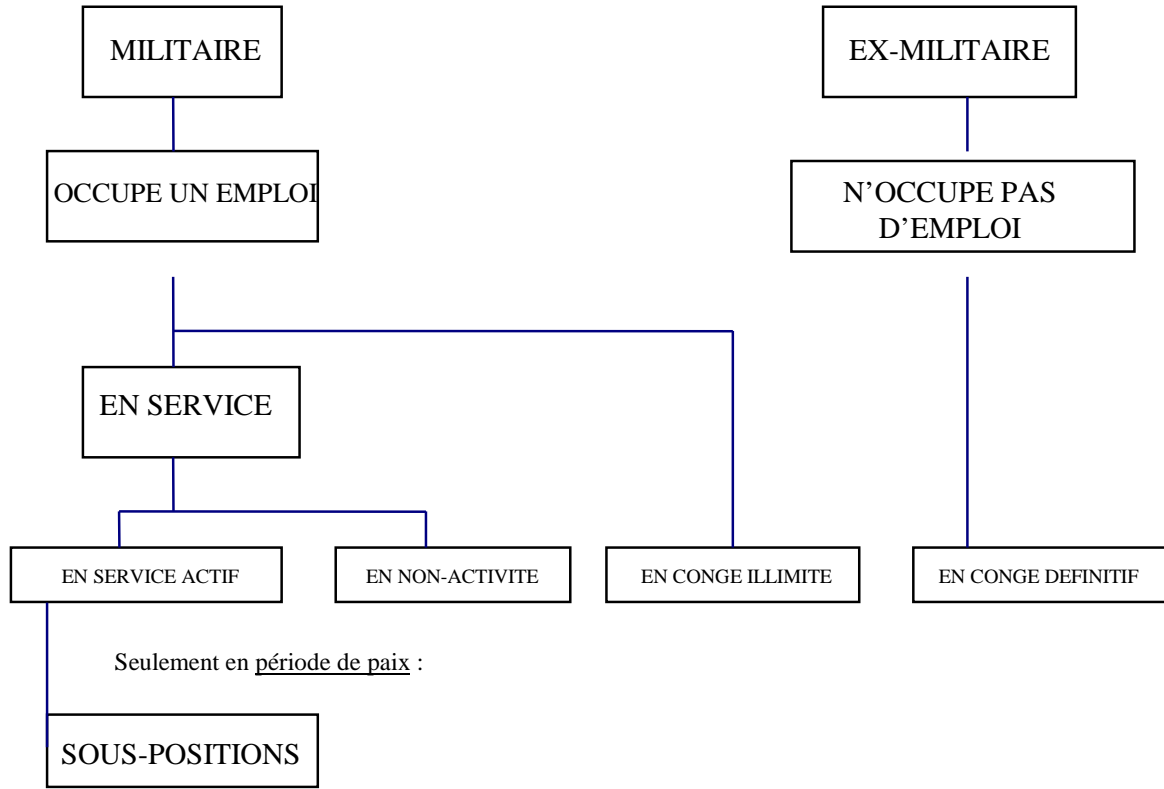
⁽¹⁹⁾ Voir notamment l'article 20 de la loi du 27 mai 1870 contenant le code pénal militaire : *“Tout général, tout commandant d'une troupe armée qui aura capitulé en rase campagne sera puni de mort si, avant de traiter ou dans le traité même, il n'a pas fait tout ce que lui prescrivent le devoir et l'honneur.”*

⁽²⁰⁾ Il semble utile de faire référence au discours de Monsieur le du Premier Ministre MARTENS prononcé en septembre 1991, sous le titre “Nieuwe uitdagingen bij een nieuwe wereldorde” lors de l'ouverture solennelle de l'année académique 1991-1992 à l'Institut Royal Supérieur de Défense :

“Sta me toe even stil te staan bij deze fundamentele en absoluut onmisbare kwaliteiten, die voor een groot deel de operationele waarde van een militaire strijdkracht bepalen. Wat men vooral van een militair verwacht, is dat hij altijd klaar staat om te vertrekken om een opdracht uit te voeren waarvan de risico's grotendeels ongekend zijn.

Beschikbaarheid, zin voor discipline, inspanning en verantwoordelijkheid zijn de kwaliteiten die men van een militair moet eisen. Want de doeltreffendheid van een strijdkracht en zijn operationeel vermogen hangen hiervan in grote mate af. De militair kan niet als een functionaris in uniform beschouwd worden en men moet rekening houden met het specifieke van zijn beroep en met het operationele karakter van de strijdkrachten ...”.

POSITIONS, ET SOUS-POSITIONS ET MISE EN OEUVRE



* EN SERVICE NORMAL

* EN FORMATION

* EN SERVICE INTENSIF

* EN ASSISTANCE

* EN ENGAGEMENT OPERATIONNEL

FORMES

NATIONALE

INTERNATIONALE

FORMES

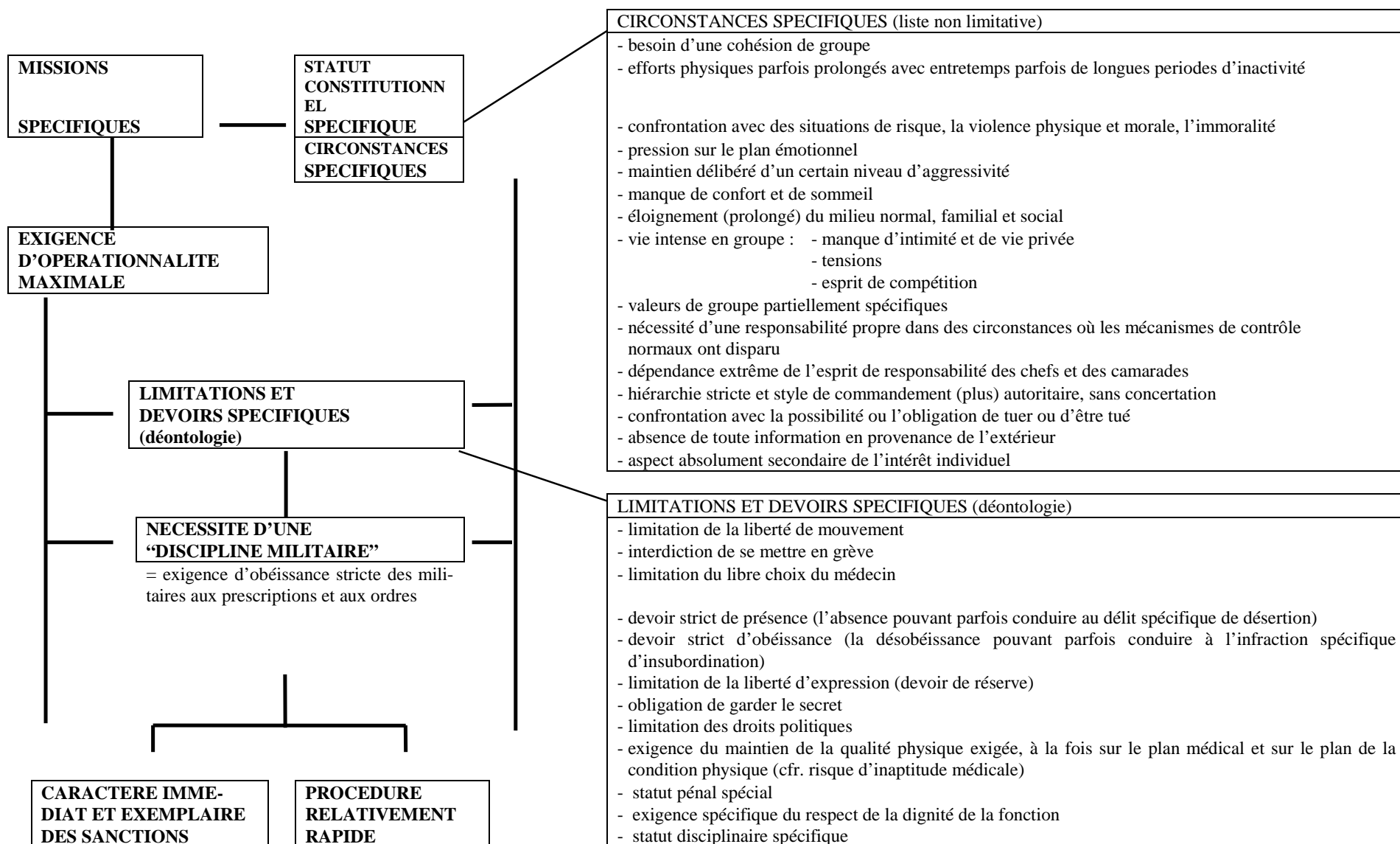
- MAINTIEN DE L'ORDRE
- ENGAGEMENT DE PROTECTION
- ENGAGEMENT D'OBSERVATION
- ENGAGEMENT ARME PASSIF
- ENGAGEMENT ARME ACTIF

MISE EN OEUVRE

+

PERIODE DE GUERRE

LA SPECIFICITE MILITAIRE ET LA DISCIPLINE



2. UNE DISCIPLINE MILITAIRE SPECIFIQUE

a. De la discipline militaire

- (1) La discipline militaire se distingue notamment de la “discipline” des fonctionnaires, par la priorité à la rapidité d’exécution, la persistance d’une hiérarchie et d’une fiabilité du personnel en toutes circonstances, ainsi que l’adaptabilité aux situations imprévues. L’organisation doit survivre en dépit des coups de l’ennemi et des circonstances. En cas de désorganisation temporaire suite à des circonstances extérieures, la structure et la hiérarchie doivent pouvoir se reconstituer immédiatement et spontanément afin de poursuivre la mission, même avec du personnel épars et des chefs inconnus: le personnel doit dès lors avoir totalement confiance en de nouveaux chefs et doit les suivre automatiquement, du seul fait de leur grade et de leur statut, et non pas *intuitu personae*
- (2) La spécificité militaire impose notamment au commandement de pouvoir prendre sur place des mesures correctives immédiates pour assurer la bonne exécution des ordres et l’efficacité de la mission. Elle impose dès le temps de paix des restrictions par rapport aux citoyens normaux, pour garantir une bonne préparation, une fiabilité et une disponibilité permanente du personnel, ainsi que la rapidité de mise en oeuvre indispensable.
- (3) La confrontation des intérêts vitaux de la Nation avec les intérêts particuliers - qui sont parfois antagonistes - ont de tous temps, et en tous lieux, conduit à l’adoption de systèmes de sanctions exceptionnels, efficaces, rapides et diversifiés, ainsi qu’à la définition de délits et crimes spécifiques. Les militaires ne sont pas seulement soumis à une discipline spécifique, mais encore à un droit pénal spécifique.
- (4) Alors que dans la “société civile” la tendance à donner priorité à l’individu et à ses droits s’accroît, en matière militaire, l’intérêt collectif de la Nation prime toujours sur les intérêts particuliers, sous peine d’énervement la notion même de défense nationale. En raison des enjeux, le droit pénal militaire connaît une série d’incriminations spécifiques et des sanctions parfois très lourdes, dont le but est d’assurer la dissuasion nécessaire à l’égard d’infractions telles que la désertion devant l’ennemi.
- (5) La spécificité et les contraintes de la fonction militaire exigent enfin que le commandement militaire ne puisse être paralysé dans son action par la possibilité de recours administratifs, dilatoires ou non, contre les décisions purement militaires. Des voies de recours spécifiques, plus expéditives et non moins efficaces ont été prévues. Il importe donc, vu la spécificité précitée, de conserver à cet égard une conception extensive de la notion de mesure d’ordre intérieur (comme le fait d’ailleurs le Conseil d’Etat et comme l’a voulu le législateur), en y insérant des mesures d’ordre intérieur à caractère spécifiquement militaire.
- (6) Suite à l’évolution des moeurs, et sans doute à la perception atténuée des risques courus par la Nation, une grande partie de l’arsenal punitif antérieur a été retirée au commandement militaire: telle est la philosophie du règlement de discipline de 1975, notamment de son titre II qui traite de “la répression disciplinaire” et en particulier

des “punitons disciplinaires”⁽²¹⁾. C’est dans cette optique que se situe également la suppression récente de la peine de mort⁽²²⁾. Il serait cependant dangereux d’aller plus loin dans une telle voie: aligner la discipline militaire sur celle des autres agents de l’Etat mettrait gravement en danger la nature et la cohésion même de notre armée et hypothéquerait sérieusement notre instrument de défense.

- (1) La discipline militaire se caractérise enfin, et on l’oublie trop souvent, par la possibilité de mener le militaire au sacrifice suprême. Ceci se confirme, même en temps de paix, par les pertes en vies humaines que nos forces ont subies récemment au Rwanda, en Somalie ou en Ex-Yougoslavie. Un tel sacrifice ne peut être obtenu par rémunération, récompenses ou sous la menace de peines ordinaires. C’est utopie de croire que ces motivations matérielles peuvent - sauf exceptions - guider les militaires au combat. Le sacrifice suprême ne peut être obtenu que si l’individu fait totalement don de soi.

Cela suppose qu’il soit totalement imprégné d’un certain idéal, d’un sens du devoir élevé, d’une haute moralité, d’un sens social et collectif développé, et qu’il se soumette spontanément à des risques calculés. Cela implique une forte cohésion sociale, un esprit de corps et une discipline particulière. Cela suppose enfin que l’on crée et suscite, dès le temps de paix et en garnison, un esprit et une mentalité différente du simple fonctionnaire. Pour ce faire, le commandement doit disposer d’instruments adéquats et faire régner une discipline de contact, proche des relations humaines et sans rapport avec les procédures administratives.

- (8) Le 26 avril 1996, Monsieur l’Auditeur HERBIGNAT du Conseil d’Etat a commenté en ces termes (A. 65.457 /III-21.672) la situation *objectivement particulière* des forces armées.

“Les conditions dans lesquelles l’armée doit exercer ses missions sont en effet très différentes de celles dans lesquelles les autres agents de la fonction publique, fussent-ils même ceux investis d’une mission touchant à la sécurité publique, sont appelés à agir.”

“On ne peut perdre de vue non plus que la mission première de l’armée reste, même si de nombreux autres rôles, notamment humanitaires, lui ont été dévolus, la défense de l’intégrité du territoire national et cet élément, à lui seul, suffirait déjà à expliquer la nécessaire contrainte d’efficacité qui pèse sur son action.”

“C’est dans cette perspective que la question doit être étudiée.”

“Pour assurer l’efficacité de son action, l’armée doit disposer d’une cohésion interne qui la rend apte à exécuter de manière adéquate et rapidement les ordres donnés en vue de l’application d’une tactique décidée.”

“Cela implique la mise en mouvement de très nombreux membres du personnel, parfois plusieurs dizaines ou centaines de milliers d’hommes et ces mouvements ne sont concevables qu’à partir du moment où les forces armées disposent d’une

⁽²¹⁾ A noter la différence avec le langage du règlement de discipline de 1815 qui parlait de “peines disciplinaires”, ce qui a une connotation pénale, et avec le régime des agents de la fonction publique qui utilise en général le terme “sanctions”, mais jamais “punitons”.

⁽²²⁾ Loi du 10 juillet 1996 (M.B. du 1 août 1996).

organisation adaptée et d'un personnel prêt à accomplir parfaitement les ordres reçus. Cette disponibilité du personnel résulte de l'application de la discipline militaire.”

“H. BOSLY ⁽²³⁾ la définissait ainsi:

“L'armée est un organe de l'Etat. Sa raison d'être est d'assurer la défense de l'Etat contre l'ennemi. Pour être en mesure d'assumer cette mission, l'armée doit être un corps organisé, ce qui exige notamment une bonne discipline”

“La discipline militaire tend à l'acquisition et au maintien du bon ordre dans l'armée. Cet ordre est nécessaire pour permettre à chaque militaire de s'intégrer dans un grand ensemble (les forces armées) afin que sous la direction de chefs, les groupes d'hommes formant cet ensemble puissent entreprendre une action coordonnée. ”

“En temps de paix, cette action est une préparation, une initiation à celle du temps de guerre, qui est la mise en oeuvre de la force dans les combats contre l'ennemi. ”

“Pour pouvoir s'intégrer dans un groupe, le militaire doit s'exercer à l'obéissance, qui consiste autant dans l'exécution ponctuelle des ordres des chefs que dans l'adhésion intime de chaque membre du groupe à la réalisation de l'objectif assigné. En se soumettant de bon gré à l'ordre reçu, en collaborant à son exécution le militaire acquiert la maîtrise de soi, il apprend à placer l'intérêt général du groupe avant l'intérêt particulier de l'individu et ainsi à se sacrifier à la réussite de sa mission. ”

“Dès lors que la discipline militaire a, en raison de sa nature même, un objet distinct de celui de la discipline de l'administration civile, il faut admettre que les règles ordinaires n'y soient pas transposables”

“...les punitions disciplinaires visent par leur rapidité d'application au maintien de l'ordre indispensable à l'opérationnalité des troupes. Cet objectif ne peut être atteint au moyen de mesures qui n'interviendraient que plusieurs mois après les faits.”

“Il ne faut en effet pas oublier certaines spécificités de la condition militaire, qui appellent la manifestation ostensible de l'autorité”

- *le personnel est appelé à exercer ses missions au péril de sa vie ⁽²⁴⁾;*
- *la vocation combattante de l'armée explique le tempérament parfois volontaire de ses membres;*
- *la particularité de ses tâches l'amène parfois à recruter des agents en privilégiant leurs qualités physiques au détriment de leurs qualités intellectuelles.”*

“Ces circonstances plaident en faveur de l'existence d'une discipline immédiate, non exclusive de mesures plus graves prises dans un délai plus éloigné.”

b. Les caractéristiques du régime disciplinaire militaire

(1) Situation actuelle

⁽²³⁾ BOSLY, H., “Des rapports entre l'Action pénale et l'Action disciplinaire en Droit militaire belge”, Revue de droit pénal et de criminologie, 1958-1959, pp. 827-828.

⁽²⁴⁾ Voir la loi précitée du 14 janvier 1975, article 9.

Les punitions disciplinaires militaires sont énumérées de façon limitative à l'article 22 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées.

En synthèse ces punitions disciplinaires sont les suivantes :

CARACTERE	PUNITIONS	COMMENTAIRE
Punitions mineures	le rappel à l'ordre	sanction "verbale"
	la remontrance	sanction "verbale"
	la consigne (1 à 4 fois 4Hr) (MIL-Vol en 1er engagement- Cand Offr ou SOffr)	rester à l'unité - participer aux corvées - pas de lieux de détente
	l'arrêt simple (non-Offr)(1 à 8 Jr)	rester à l'unité (MIL seulement) - pas de lieux de détente
Punitions majeures	l'arrêt simple (Offr)(1 à 8Jr)	idem
	l'arrêt de rigueur (1 à 4 Jr) - portable à 8Jr (récidive - opération armée ou assimilée)	chambre fermée séparée en dehors des heures de service

Il existe encore la mesure (d'ordre) de mise sous contrôle d'une durée maximale de 24 heures pour les besoins de l'enquête ou du maintien de l'ordre.

(2) Le projet CEDA et ses suites

La Commission pour l'étude de la délinquance au sein de l'armée" (CEDA) a proposé en 1986 des modifications du droit pénal et disciplinaire militaire. Dans le projet de loi "CEDA" ont été retenues par le MDN les punitions énoncées dans le tableau suivant :

CARACTERE	PUNITIONS ACTUELLES	PROJET CEDA
Punitions mineures	le rappel à l'ordre	---
	la remontrance	la remontrance
	la consigne (1 à 4 fois 4Hr) (MIL-Vol en 1er engagement- Cand Offr ou SOffr)	la consigne (1 à 4 fois 4Hr) (MIL-Cand Offr et SOffr)
	l'arrêt simple (non-Offr)(1 à 4 Jr)	l'arrêt simple (tous)(1 à 8 Jr)
Punitions majeures	l'arrêt simple (Offr)(1 à 4Jr)	---
	l'arrêt de rigueur (1 à 4 Jr) - portable à 8Jr(récidive - opération armée ou assimilée)	l'arrêt de rigueur (1 à 4 Jr) - - portable à 8Jr (récidive - opération armée ou assimilée) - portable à 14Jr si puni pour absence illégale - portable à 30Jr s'il s'agit d'infractions pénales

Ce projet (qui comportait aussi des dispositions pénales) se trouve actuellement "au frigo" et ne sera d'ailleurs plus présenté en tant que tel. Toutefois, les dispositions disciplinaires seront reprises dans un nouveau projet de loi comportant des dispositions diverses.

3) Les caractéristiques de la discipline militaire

Le tableau ci-dessous permet de se rendre compte, en synthèse, de la manière dont la discipline militaire rencontre la spécificité de la fonction militaire.

SYNTHESE DES CARACTERISTIQUES DE LA DISCIPLINE MILITAIRE		
ASPECT	COMMENTAIRE	
OBJECTIFS DU LEGISLATEUR	<ul style="list-style-type: none"> - maintenir la discipline et l'ordre au sein de l'unité; éviter toute apparence d'impunité - conserver l'opérationnalité, la disponibilité et la cohésion de l'unité; - créer et maintenir une mentalité spécifique et un esprit de corps propres 	
EXPRESSION DE LA VOLONTE DU LEGISLATEUR	<ul style="list-style-type: none"> - loi spécifique (L. du 14 janv.1975) - énumération limitative des punitions disciplinaires (L. 14 janv. 1975, art. 22) - immixtion des autorités politiques et du Conseil d'Etat est inopportune (Exposé des motifs, Pas. 1946, 1094; rapport Sén., Pas. 1946, 1215 e.s.; Ann. Parl., Ch., 20 octobre 1937; Pas. 1946, 1146 et 1149)(Sén., 1990-91, N° 1428/1,2) 	
CARACTERE DE LA SANCTION	<ul style="list-style-type: none"> - sui generis (mesure d'ordre interne militaire à caractère répressif); - liens évidents avec le droit pénal militaire *cf. jurisprudence Conseil d'Etat(1) *cf. jurisprudence Cour Eur des Dr. de l'Homme(2) * la doctrine dominante 	
CONSEQUENCES DE LA SANCTION	EN GENERAL	- pas d'éloignement de l'emploi (L. 14 janv. 1975, art. 23 à 27)
	POSITION ADMINISTRATIVE	- l'intéressé reste "en service actif" (L. 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre(...), art. 5, al.1er)
	CARRIERE	- aucune influence directe sur la carrière (L. 14 janv 1975, art 23 à 27)
AUTORITE COMPETENTE		- autorité militaire locale (en principe le chef de corps) (L. 14 janvier 1975, art. 31)
PROCEDURE	EN GENERAL	- procédure sui generis relativement expéditive (L. 14 janvier 1975, art. 37 à 39)
	DROITS DE LA DEFENSE	- exercice spécifique des droits de la défense (L. 14 janvier 1975, art. 38, al. 2) (A.R. 19 juin 1980, section III)
	PRESCRIPTION DE LA POURSUITE	- une année après les faits (L. 14 janvier 1975, art. 42)
	VOIES DE DROIT	- appel (suspensif) possible (L. 14 janvier 1975, art 15) - droit de réforme par l'autorité hiérarchique (L. 14 janvier 1975, art. 32 et A.R. 19 juin 1980, art. 6) - droit d'annulation par le chef de l'Etat-major général (A.R. 19 janvier 1980, Sect. X)
RELATION AVEC LES SANCTIONS PENALES		- non bis in idem (s'il y a condamnation plus de sanction disciplinaire possible) (L. 14 janvier 1975, art. 43). Lien évident avec les sanctions pénales militaires
RELATION ENTRE PUNITIONS DISCIPLINAIRES ET MESURES ADMINISTRATIVES		- pour les mêmes faits, une mesure administrative peut être infligée après une punition disciplinaire (mesures d'ordres différents)
APTITUDE A ETRE INFLIGEE DANS DES CIRCONSTANCES OPERATIONNELLES		- la punition disciplinaire convient

c. Les militaires néerlandais - une comparaison

Les punitions disciplinaires suivantes peuvent être infligées aux militaires néerlandais :

la réprimande
l'amende
le service punitif
l'interdiction de sortie
la constatation de la culpabilité sans punition

Un appel auprès d'une juridiction militaire est toujours possible.

d. Appel auprès d'une juridiction impartiale ?

Selon l'article 6, alinéa 1er, de la Convention Européenne des droits de l'homme, chacun a le droit, s'il est poursuivi en justice, à voir son cas traité par un juge impartial. Cet article n'est applicable en matière disciplinaire que pour autant qu' (entre autres) en raison de la gravité de l'éventuelle sanction il soit question d'une procédure "pénale". En ce que concerne l'arrêt de rigueur, selon nous cela ne pourrait éventuellement être le cas que lorsque celui-ci s'effectue dans un local fermé. Il est à noter que le projet qui a repris les dispositions du projet CEDA envisage de régulariser cet aspect qui en pratique ne s'applique d'ailleurs déjà plus (voir le Reg A2).

e. Conséquences de la démilitarisation de la Gendarmerie

Jusqu'en 1992, la Gendarmerie faisait partie des forces armées. La loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline lui était applicable. Les gendarmes connaissaient comme les militaires la possibilité de se voir appliquer à la fois des punitions disciplinaires militaires et des mesures statutaires.

Entretemps, à la suite de la démilitarisation de la Gendarmerie et de la suppression de ses missions militaires, le système pénal militaire et le règlement de discipline des forces armées ont cessé de s'appliquer à la Gendarmerie ⁽²⁵⁾.

Un nouveau système de sanction a été mis en place au sein de la gendarmerie : ce système est dorénavant fort proche de celui en application dans la fonction publique. La juxtaposition des punitions disciplinaires militaires et des mesures statutaires a été supprimée. Cette évolution correspond tout-à-fait à la philosophie de la démilitarisation de la Gendarmerie qui a mené à la suppression des missions militaires de la Gendarmerie.

Le nouveau système disciplinaire applicable à la Gendarmerie sera évoqué plus loin, lors de la comparaison entre mesures statutaires militaires et sanctions disciplinaires civiles.

⁽²⁵⁾ Articles 27 et 28 de la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie.

3. DROIT PENAL ET DISCIPLINAIRE MILITAIRE

(1) a. Historique

- (1) Les systèmes modernes de justice et de discipline militaires actuels dérivent tous d'institutions antérieures. Il est donc impossible de les comprendre sans examiner, ne fût-ce que succinctement leur évolution historique.
- (2) Depuis toujours, le chef militaire a disposé du pouvoir de punir. Initialement, celui-ci disposait même du droit de vie et de mort sur ses hommes. "*Silent leges inter arma*" disait Cicéron. La discipline militaire, depuis la nuit des temps, a ainsi toujours été liée au droit pénal militaire. Ce pouvoir exorbitant s'est petit à petit adapté à l'évolution des mœurs. C'est "*au 16ième siècle que naissent les organes d'un embryon de justice militaire, tant en Espagne qu'en Italie et dans les pays de par deça (Bénélux actuel): les conseils de guerre et les auditeurs de camp. Les conseils de guerre sont des conseils d'officiers, le plus souvent cinq ou plus, qui donnent des avis au commandement dans les opérations armées et qui, aussi jugent les militaires de leur unité pour les faits les plus graves; les auditeurs sont des officiers juristes (ou ayant au moins une certaine pratique du droit) qui examinent les affaires, font rapport, et donnent avis au conseil de guerre. Il y a, par exemple, en Belgique, des auditeurs de camp dès 1554, un auditeur général dès 1576.*"⁽²⁶⁾
- (3) Les principes de la justice militaire se détachent très vite. Les infractions bénignes sont du ressort du commandant lui-même. Les infractions plus graves sont soustraites à son jugement, mais c'est le chef qui continue à pouvoir saisir la juridiction compétente. Dans les pays latins, le système évolue vers une dualité de fonction: poursuivre et juger. La poursuite et l'instruction sont confiées à un corps spécialisé: selon le cas, les fonctions sont séparées ou restent confondues⁽²⁷⁾ comme en Belgique dans le chef de l'auditeur militaire. Le jugement quant à lui, relève de la compétence des pairs du justiciable: un certain nombre de militaires, plus hauts en grade que l'accusé, auxquels on adjoint parfois, comme en Belgique, des juges civils.

b. La discipline militaire et le droit pénal militaire appartiennent historiquement à un même ordre générique

- (1) La justice militaire se caractérise donc par une confusion de l'exécutif et du judiciaire - que d'aucuns appellent l'*imperium militaire* - même si des garanties d'indépendance sont prévues (collégialité, présence de magistrats civils, tirage au sort...).

"La notion de l'existence d'un impérium militaire unique, (...) permet d'émettre l'idée que la puissance répressive disciplinaire militaire n'est pas, dans l'Armée, une puissance répressive distincte de la répression pénale.

⁽²⁶⁾ **GILISSEN, J.**, Auditeur général et professeur aux universités de Bruxelles, *Evolution actuelle de la Justice Militaire*, Recueils de la Société internationale de Droit pénal Militaire et de droit de la Guerre, (Huitième congrès international, Ankara), Bruxelles, 1981, p. 48.

⁽²⁷⁾ En pratique, pour répondre à de légitimes objections, on confie maintenant, en Belgique, ces deux fonctions à des magistrats différents, même s'ils continuent à appartenir tous deux au même audiorat.

Dans l'ordre militaire, le disciplinaire répressif et le pénal se confondent.”⁽²⁸⁾.

“Il n’y a pas de doute qu’une distinction entre le disciplinaire et le judiciaire n’est dans l’armée qu’une question de mots...”⁽²⁹⁾.

“Les tribunaux militaires sont donc constitués d’une cour militaire, de conseils de guerre et enfin de juges de simple discipline que l’on pourrait appeler “juges de police militaire””⁽³⁰⁾.

La Cour de cassation confirme implicitement ce point de vue. Selon celle-ci, les peines pénales militaires sont des peines soit criminelles soit correctionnelles. De plus elle énonce : *“Les infractions militaires que l’on pourrait assimiler aux contraventions de droit commun sont des fautes disciplinaires prévues et punies par le règlement de discipline”*⁽³¹⁾.

- (2) Il est significatif, en ce sens, qu’avant les réformes récentes, la plupart des règlements de discipline prévoyaient de sanctionner les coupables de peines privatives de liberté⁽³²⁾.

“La répression dite disciplinaire n’est qu’un fragment de la répression judiciaire militaire générale...”...“...rien ne distingue dans les principes essentiels la punition infligée par un juge militaire unique de celle infligée par des juges militaires réunis en collège et appelés dès lors conseil de guerre ou cour militaire. En dépit des étiquettes dont il est fait usage pour les prénommer, il n’y a pas un droit pénal militaire d’une part et un droit disciplinaire militaire d’autre part. Cette distinction essentiellement civile est étrangère à l’Armée qui les confond en un droit répressif unique”⁽³³⁾.

“L’éducation et la prévention militaires furent abandonnées par lui⁽³⁴⁾ à l’art de commander ou à la réglementation interne. Les mesures disciplinaires, -et non les peines disciplinaires,- comme l’éducation des hommes et la prévention des infractions ressortissent soit aux devoirs qu’impliquent l’exercice du commandement, soit à la réglementation prise par lui ou par les autorités exécutives supérieures.”⁽³⁵⁾.

⁽²⁸⁾ **ROGGEN, I.**, Op. Cit., p.332.

⁽²⁹⁾ Ibidem, Op. Cit., p. 364.

⁽³⁰⁾ Ibidem, p.364.

⁽³¹⁾ Cass., 26 mai 1952, Pas., 1952, I, p. 616. Cet arrêt est conforme aux travaux préparatoires du code pénal militaire (loi du 27 mai 1870): *“...des peines disciplinaires, ces peines étant pour l’armée l’équivalent des peines de police. (Rapp. de M. Guillery)”* Pasin. 1870, N°177, p. 197.

⁽³²⁾ Le règlement de discipline de 1815 prévoyait les peines suivantes: arrêts simples de 21 jours et arrêts sans accès de quinze jours pour les officiers, arrêts de quartier de 21 jours, arrêts de chambre de 15 jours, arrêts dans la prison militaire de huit jours pour les sous-officiers, arrêts de quartier de 21 jours, arrêts à la salle de police de quinze jours et cachot pour huit jours pour les soldats, tambours et clairons. Peines disciplinaires d’application en Belgique jusqu’à la réforme de 1975; voir aussi en ce sens **WERNER, V.**, *Le Statut Légal et Réglementaire des Officiers de l’Armée*, Editions de l’Imprimerie Guyot, Bruxelles 1950, p. 378 et 379.

⁽³³⁾ **ROGGEN, I.**, Op.Cit., p.367.

⁽³⁴⁾ Note de la partie intervenante : on vise le Législateur.

⁽³⁵⁾ **ROGGEN, I.**, Op.Cit., p.368.

“Une application législative trop rigoureuse de principes relatifs à la séparation des pouvoirs ne pourrait impliquer qu’une disparition de la Justice militaire, des tribunaux militaires, au profit du règne sans partage de l’ordre général des juridictions. Certains trouveront peut-être que ce serait souhaitable, mais on doit au moins convenir qu’un tel souhait ferait bon marché de la volonté du Constituant qu’il y ait des tribunaux militaires.” ⁽³⁶⁾.

c. Rapport actuel entre discipline militaire et droit pénal militaire

- (1) Force est de constater que les évolutions ultérieures du système pénal militaire, et surtout du règlement de discipline n’ont rien changé à ce lien étroit entre discipline militaire et justice militaire. Depuis l’étude de l’avocat-général ROGGEN, l’évolution et l’adaptation aux moeurs a toujours été dans le sens de l’octroi de garanties supplémentaires au profit du justiciable, que ce soit au disciplinaire ou au pénal. On ne peut que s’en féliciter, même s’il est actuellement difficile d’évoluer encore sans mettre en danger la cohésion de nos forces armées.
- (2) C’est ainsi que la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline a adapté et mis au goût du jour l’ancien règlement de discipline datant de 1815 sans cependant remettre en cause les principes essentiels qui sous-tendent le système ⁽³⁷⁾. Selon l’exposé des motifs de cette loi, celle-ci a *“pour but d’adapter aux conditions actuelles les règles relatives à l’éthique militaire”*. *“...il s’impose (...) de repenser certains moyens qui permettent cette finalité. Au nombre de ces moyens, il y a lieu de citer la discipline militaire.*

C’est pourquoi le Gouvernement estime que ce concept doit être rénové et défini comme un mode de penser et d’agir, déterminant l’individu isolé, le groupe, la société particulière que constitue l’armée au sein de la nation, à se soumettre à des normes spécifiques.”

Ceci montre clairement la volonté du législateur de 1975 de répondre à la spécificité militaire.
- (3) Un lien permanent continue à subsister entre la discipline militaire et le système pénal militaire. Ce lien actuel peut être induit à partir de plusieurs constats.
 - (a) Un premier indice peut être trouvé dans le principe *“non bis in idem”* qui est explicitement d’application entre, d’une part, les punitions disciplinaires militaires et d’autre part, les sanctions pénales, dont certaines sont spécifiques aux militaires. Ce principe est consacré dans

⁽³⁶⁾ Ibidem, p.369.

⁽³⁷⁾ Chambre des représentants, 12 septembre 1972, Projet de loi portant le règlement de discipline de forces armées, Exposé des motifs, p.2 : *“Les règles actuellement en vigueur au sein de l’armée en matière disciplinaire sont issues principalement du Règlement de discipline fixé par la loi du 15 mars 1815, oeuvre du législateur des Pays-Bas, mise en vigueur en Belgique le 17 avril 1815 et y maintenue en vigueur par l’arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830. Les règles incluses dans cette loi furent modifiées à diverses reprises, notamment par le décret du Gouvernement provisoire du 17 octobre 1830 supprimant les peines corporelles et l’arrêté royal du 30 mai 1916. Depuis, de nombreuses adaptations des textes initiaux eurent lieu par voie de dispositions administratives et réglementaires. Le présent projet de loi a pour but de consacrer dans un texte légal les modifications qu’une longue pratique a estimées judicieuses et nécessaires.”*

l'article 43 de la loi du 14 janvier 1975. Un amendement de feu Charles POSWICK, retiré par son auteur, proposait d'ailleurs de limiter le principe "*non bis in idem*" aux seules condamnations prononcées par les juridictions militaires, parce qu'elles seules procédaient d'un même ordre⁽³⁸⁾.

Plusieurs auteurs estiment enfin que les sanctions pénales infligées par les juridictions militaires cumulent en elles l'aspect pénal et l'aspect disciplinaire⁽³⁹⁾. Dans l'exposé des motifs de la loi précitée du 14 janvier 1975, p. 9, on précise d'ailleurs que "*les juridictions militaires statuent avec une optique disciplinaire*".

- (b) Un second indice peut être déduit de l'article 44 de la même loi du 14 janvier 1975 qui prévoit le renvoi à la discipline de corps des infractions qui paraissent présenter peu de gravité: il modifie en ce sens l'article 24 du code de procédure pénale militaire (loi du 15 juin 1899). Le chef de corps ne peut cependant sanctionner le militaire si les faits ont été déclarés non établis. Par contre, dans certaines circonstances, c'est l'autorité militaire qui estime s'il faut déférer à l'autorité judiciaire le militaire sous ses ordres, en fonction de la gravité des faits (article 41). Pour conclure cette argumentation, citons quelques exemples concrets à l'appui de la thèse défendue :
- en fonction des circonstances de fait, une absence illégale peut être qualifiée de transgression disciplinaire (article 10 de la loi précitée du 14 janvier 1975) ou d'infraction au code pénal militaire (désertion, articles 43 à 52 du Code pénal militaire).
 - en fonction des circonstances à apprécier au départ par le supérieur hiérarchique, une négligence dans l'exécution d'un ordre (transgression disciplinaire, article 11, § 2, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline) peut devenir une insubordination (article 28 du Code pénal militaire).
 - le commandant d'unité peut estimer que le larcin dont question à l'article 21, § 2, 3°, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline est suffisamment grave pour saisir l'auditorat militaire et être requalifié de vol simple (article 461 du Code pénal).
- (c) Un troisième indice peut être trouvé dans l'article 21, § 2, de la même loi qui "*...énumère trois sortes de délits qui de tous temps ont été sanctionnés disciplinairement. Cette disposition offre la possibilité de maintenir dans le plan disciplinaire, des faits peu graves, mais bien déterminés, qui seraient sans elle de la compétence des juridictions pénales.*"⁽⁴⁰⁾.
- (d) La procédure disciplinaire militaire telle qu'utilisée constitue un quatrième indice. Celle-ci est dans une certaine mesure inspirée par la procédure pénale. C'est ainsi, entre autres, que "*Les dispositions de l'article 42 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées ont été inspirées par les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la*

⁽³⁸⁾ Chambre des Représentants, session 1972-1973, document 373 Nr 5 du 16 novembre 1972, p. 9 .

⁽³⁹⁾ Notamment I. ROGGEN et H. BOSLY.

⁽⁴⁰⁾ Chambre des représentants, 12 septembre 1972, Projet de loi portant le règlement de discipline de forces armées, Exposé des motifs, p.7.

prescription de l'action publique. Elles doivent en conséquence être interprétées sur la base de ces dispositions de droit commun et de la jurisprudence y afférente."⁽⁴¹⁾.

- (e) Un cinquième indice peut être trouvé dans le code pénal militaire lui-même. Celui-ci prévoit pour toute une série d'incriminations, une qualification soit pénale, soit disciplinaire, en fonction des seules circonstances (temps de guerre ou non, présence de l'ennemi ou non...). Ce code prévoit toujours la possibilité pour les tribunaux militaires de punir disciplinairement des délits, en cas de circonstances atténuantes⁽⁴²⁾, ce qui ne supprime pas le caractère correctionnel de la peine⁽⁴³⁾. Les sanctions disciplinaires qui deviennent des peines qualitate qua doivent en ce cas être prononcées par la juridiction militaire et non par le chef de corps⁽⁴⁴⁾.
- (f) Un sixième indice peut être décelé dans le fait que les mesures statutaires ne peuvent avoir et n'ont aucune influence sur la procédure pénale militaire, tandis que les antécédents disciplinaires, vu le maintien de la discipline militaire qui constitue un des objectifs essentiels du statut pénal spécifique, sont pris en considération, tant lors d'une procédure disciplinaire (récidive...), que lors d'une procédure pénale militaire.
- (g) Enfin, - contrairement aux sanctions disciplinaires civiles et aux mesures statutaires militaires - si les punitions prévues par la loi du 14 janvier 1975 ne constituent plus réellement une privation de liberté, elles constituent encore (pour les plus graves) une restriction spécifique et limitée à l'exercice de la liberté de mouvement. L'adaptation du règlement de discipline antérieurement en vigueur par la loi précitée du 14 janvier 1975 visait à rendre notre législation conforme aux conventions internationales et notamment à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (articles 5 et 6). En effet, les arrêts simples consistent, d'après l'actuel règlement de discipline, essentiellement en l'interdiction de se rendre dans les endroits de délassement, et les arrêts de rigueur à séjourner dans un local séparé non fermé.
- (h) Il est donc clair qu'il y a un passage à double sens entre le disciplinaire militaire et le pénal militaire, que l'un et l'autre continuent à raison et en toute logique, vu les objectifs spécifiques, à procéder d'un même ordre générique et que ce principe a été confirmé en 1975 par le nouveau règlement de discipline.

A l'encontre de cette thèse, on relèvera cependant que les sanctions purement verbales (rappel à l'ordre et remontrance) figurent parmi les punitions disciplinaires militaires et non parmi les mesures statutaires, comme on devait s'y attendre si la thèse défendue était exacte. En effet, les sanctions

⁽⁴¹⁾ Questions et réponses parlementaires, Sénat, 3 avril 1990, N°25, p. 1216 : question N° 69 de Mr Pataer du 12 février 1990.

⁽⁴²⁾ Loi du 15 juin 1899 contenant le code pénal militaire, article 59, modifié par la loi du 24 juillet 1923 : "Lorsqu'il existe des circonstances atténuantes : (...)*L'emprisonnement militaire sera remplacé, soit par un emprisonnement militaire de moindre durée, soit par des peines disciplinaires qui pourront, être portées au double du maximum fixé par le règlement de discipline.*"

⁽⁴³⁾ Cass., 26 mai 1952, Pas., 1952, I, p. 615.

⁽⁴⁴⁾ Cass., 3 août 1914, Pas., 1915-1916, I, p. 89.

équivalentes pour beaucoup de fonctionnaires sont le rappel à l'ordre et le blâme ⁽⁴⁵⁾.

Avant le règlement de discipline de 1975, la réprimande et le blâme, infligés respectivement par le commandant de brigade ou de division et le ministre de la Défense nationale figuraient parmi les mesures statutaires et non parmi les punitions disciplinaires ⁽⁴⁶⁾. L'exposé des motifs de la loi du 14 janvier 1975 mentionne explicitement (p.8) que ce principe a été jugé incompatible avec l'article 30 de la loi portant le nouveau règlement de discipline en vertu "*...duquel seul, le supérieur qui exerce les attributions du chef de corps à l'égard du militaire est investi du droit de punir*". Ceci explique que l'on retrouve dorénavant les sanctions purement verbales (rappel à l'ordre et remontrance), reprises à l'article 22 de la loi, parmi les punitions disciplinaires militaires, et non plus parmi les mesures statutaires (qui correspondent grosso modo aux peines disciplinaires civiles).

Il semble enfin logique que les "sanctions verbales" soient infligées par le supérieur direct, et non via une procédure administrative par une autorité qui n'est jamais en contact avec l'intéressé. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que beaucoup de militaires peuvent rester pendant une très longue période "sur le terrain". Les sanctions verbales constituent avant tout des avertissements solennels, indispensables dans l'arsenal punitif, mais qui se justifient difficilement dans le cadre d'une procédure administrative telle que conçue pour les mesures statutaires. En effet, le chef militaire ne voudra pas dans certains cas infliger immédiatement des arrêts simples ou de rigueur. Il est dès lors logique de les classer parmi les punitions disciplinaires et non parmi les mesures statutaires.

Ces sanctions purement verbales étant prévues dans le cadre de la discipline militaire, il ne fallait naturellement pas prévoir à nouveau exactement les mêmes sanctions parmi les mesures statutaires. Ceci s'avèrerait superfétatoire.

d. Discipline militaire et droit pénal militaire font partie d'un même ordre générique

Même si, la menace et le risque de guerre devenant moins pressants, on constate (vu l'article 157, alinéa 1er, de la Constitution, à tort) une tendance de la part de certains à la suppression, en temps de paix, des juridictions militaires. Tel n'est cependant pas encore le cas dans notre pays et ne le sera de toute évidence pas avant longtemps, vu le prescrit de la Constitution (article 157, alinéa 1er).et vu le contenu du projet de loi relative à la réforme de la justice militaire.

L'affirmation d'Ivan ROGGEN selon laquelle le code pénal militaire n'est "*...surtout qu'une version...*" du règlement de discipline "*...projetée sur un plan de plus grande gravité des sanctions pour des infractions professionnelles plus importantes*" ⁽⁴⁷⁾ reste donc tout-à-fait valable dans ses principes et sa philosophie.

Il semble donc clair que le règlement de discipline militaire procède d'un ordre et d'une nature totalement différents de la "discipline civile", telle que définie

⁽⁴⁵⁾ Article 77, § 1er, 1. et 2., du statut administratif des agents des services publics.

⁽⁴⁶⁾ **WERNER, V.**, Le Statut Légal et Réglementaire des Officiers de l'Armée, Editions de l'Imprimerie Guyot, Bruxelles 1950. p. 391.

⁽⁴⁷⁾ **ROGGEN, I.**, Op. Cit., p.365.

notamment par le statut des agents de l'Etat: la discipline militaire est indissolublement liée au droit pénal militaire.

e. La réforme de la justice militaire

Depuis quelques années un projet de loi visant la réforme de la justice militaire existe.

Ce projet limiterait partiellement la compétence *ratione materiae* des juridictions militaires et a sans aucun doute été influencé par une "mentalité de paix" et par la méconnaissance de certains de la spécificité précitée des forces armées. L'avis du Conseil d'Etat doit encore être exploité et ensuite le projet sera déposé au Parlement. Ce projet ne constitue actuellement plus une priorité.

f. Des intractions pénales militaires et de droit commun

Comme cela a été déjà souligné, le lien avec la discipline militaire dans son sens générique est évident. Le règlement A1 prévoit, en cas de constatation de faits comportant un caractère pénal ou un double caractère (éléments pénal et disciplinaire), l'obligation de prévenir les autorités judiciaires. Cette obligation s'impose même en cas de doute. Cette obligation vaut d'ailleurs pour tout militaire.

3. LES MESURES STATUTAIRES

a. Un régime de "mesures statutaires" est-il nécessaire pour tous ?

Toutes les administrations (comme les entreprises privées d'ailleurs), doivent pouvoir se séparer et mettre fin à l'occupation de l'emploi du membre du personnel qui ne convient pas ou qui s'est rendu coupable de faits incompatibles avec sa fonction.

Les fonctionnaires *sensu lato* (y compris les militaires qui occupent aussi un emploi public), se trouvant protégés et régis par un statut, il est normal d'y prévoir la manière de procéder pour rompre, temporairement ou définitivement, la relation de travail, les déplacer ou les priver d'une partie de leur traitement suite à des faits graves ou leur retirer les responsabilités qu'ils sont incapables d'assumer (rétrogradation). Il est tout aussi normal d'y prévoir une série de procédures et de garanties pour éviter l'arbitraire et pour protéger les fonctionnaires. Tous les statuts de la fonction publique prévoient un éventail plus ou moins large de mesures et de garanties en ces domaines.

Il aurait dès lors été anormal que de telles mesures, adaptées à leur statut propre, n'existent pas pour les militaires qui occupent aussi un emploi public et qui se voient appliquer deux régimes appartenant à des ordres différents: la discipline militaire et des sanctions d'ordre administrative. Ces dernières portent cependant un autre nom que dans la fonction publique au sein de laquelle elles sont appelées des "sanctions disciplinaires": il s'agit des "mesures statutaires".

b. Les caractéristiques du régime des mesures statutaires militaires

ASPECT		COMMENTAIRE
OBJECTIFS DU LEGISLATEUR		- écarter de son emploi ou de sa fonction , l'individu dont le comportement individuel est incompatible ou préjudiciable au service
EXPRESSION DE LA VOLONTE DU LEGISLATEUR		- dispositions dans les lois statutaires de base respectives (dans le chapitre relatif à l'emploi)(Ex. : L. 1er mars 1958, Ch.III)(1); - l'autorité politique est responsable et le contrôle du Conseil d'Etat est opportun
CARACTERE DE LA SANCTION		- mesure administrative à caractère "normal" - caractère comparable avec la Fonction publique (voir les objectifs)
CONSEQUENCES DE LA SANCTION	EN GENERAL	- éloignement de l'emploi (temporairement ou définitivement) (L. 1er mars 1958, art. 14,3° et 17 ainsi que art 20 et 23)
	POSITION ADMINISTRATIVE	- l'intéressé est placé "en non-activité" ou en "congé définitif" (L. du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre(...), art.6,1°, et 8)
	CARRIERE	- influence directe sur la carrière (éloignement de l'emploi et perte d'ancienneté) (L. 1er mars 1958, art. 14,3°, 17 et 35,1° ainsi que 20 et 23)
AUTORITE COMPETENTE		- autorité politique (Roi ou ministre) (L. 1er mars 1958, art. 17 et 23)
PROCEDURE	EN GENERAL	- procédure administrative "normale" (L. 1er mars 1958, art. 17 et 23) (A.R. 7 avril 1959, Ch X)
	DROITS DE LA DEFENSE	- procédure circonstanciée et protection poussée des droits de la défense (A.R. 7 avril 1959, Ch V)
	PRESCRIPTION DE LA POURSUITE	- nihil
	VOIES DE DROIT	- recours auprès du Conseil d'Etat
RELATION AVEC LES SANCTIONS PENALES		- une mesure statutaire peut être infligée nonobstant la condamnation. pénale
RELATION ENTRE PUNITIONS DISCIPLINAIRES ET MESURES ADMINISTRATIVES		- pour les mêmes faits une mesure administrative peut être infligée après une punition disciplinaire
APTITUDE A ETRE INFLIGEE DANS DES CIRCONSTANCES OPERATIONNELLES		- la mesure administrative ne convient pas

- (1) Dans ces exemples il n'est fait référence qu'aux dispositions relatives aux officiers. Pour chaque catégorie de militaires valent des dispositions similaires incorporées dans leurs textes statutaires de base respectifs:

Officiers	L. 1er mars 1958 (M.B. 15 mars 1958)	A.R. 7 avril 1959 (M.B. 16 avril 1959)
Sous-officiers	L. 27 décembre 1961 (M.B. 12 janvier 1962)	A.R. 25 octobre 1963 (M.B. 23 novembre 1963)

Volontaires	L. 12 juillet 1973 (M.B. 3 août 1973)	A.R. 11 juin 1974 (M.B. 15 juin 1974)
-------------	---------------------------------------	---------------------------------------

c. Le régime des sanctions disciplinaires des fonctionnaires ordinaires et le régime des mesures statutaires militaires sont comparables

- (1) *“Administratieve maatregelen worden uitgesproken door de bevoegde overheden, in uitvoering van de wettelijke en reglementaire statutaire bepalingen, toepasselijk op het personeel; zij kunnen weliswaar een disciplinair karakter hebben maar hebben niettemin rechtstreeks en uitsluitend betrekking op de statutaire toestand van het personeelslid.”*

“Het is daarom nodig de term “tuchtmaatregelen” te verwerpen en eerder te spreken over “statutaire (administratieve) maatregelen, met disciplinair karakter”⁽⁴⁸⁾.

Selon l’article 116 du règlement de discipline des forces armées (A2):

“Les mesures statutaires sont prévues par des lois (...) et constituent des conséquences obligatoires ou facultatives de faits graves, de punitions ou de condamnations. Elles ont pour but de mettre en garde ou de sanctionner le militaire en cause en vue de son amendement ou de son éloignement définitif de tout emploi.”

On peut, *mutatis mutandis*, mettre en parallèle les mesures statutaires militaires avec les sanctions disciplinaires des agents de l’Etat. Il est clair en tout cas que (mis à part les sanctions verbales dont nous avons justifié plus haut la présence parmi les sanctions disciplinaires militaires), mesures statutaires militaires et sanctions disciplinaires des agents de l’Etat procèdent d’une même nature: elles touchent à la position administrative des intéressés et ont souvent des répercussions au niveau pécuniaire.

Comme nous l’avons déjà vu plus haut:

“Deze laatste type - de statutaire maatregelen - zijn de sancties die het best te vergelijken zijn met de tuchtsancties van de andere sociale groepen, zoals het rijksperoneel, de magistraten, advocaten, geneesheren, bedienden en werklieden in de privé-ondernemingen; ze beogen hetzij een schorsing uit het ambt, hetzij de uitsluiting uit de sociale groep (wegzending, ontslag, ambtshalve oppensioenstelling, enz.)”⁽⁴⁹⁾.

- (2) Une telle comparaison a cependant ses limites: si une comparaison peut être effectuée au niveau des conséquences et des procédures, le but des mesures statutaires militaires n’est pas complètement le même que les sanctions disciplinaires civiles. Les mesures statutaires visent en effet avant tout à écarter temporairement ou définitivement de son emploi un militaire lorsqu’il y a incompatibilité entre son comportement et la fonction qu’il occupe.
- (3) Les mesures statutaires applicables aux officiers du cadre actif⁽⁵⁰⁾, les sanctions disciplinaires applicables aux agents de l’Etat⁽⁵¹⁾ et le nouveau régime applicable à la Gendarmerie⁽⁵²⁾ sont :

⁽⁴⁸⁾ PAUWELS H., Administratief recht, Cours de l’Ecole des Administrateurs Militaires, 1983, p. 127.

⁽⁴⁹⁾ GILISSEN J., *“Het nieuw tuchtreglement voor de Belgische Krijgsmacht”*, in Tijdschrift voor militair strafrecht en oorlogsrecht, XV-3-4, 1976, p.306.

⁽⁵⁰⁾ Certaines conséquences statutaires des sanctions pénales ne sont pas reprises ici.

⁽⁵¹⁾ A.R. du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l’Etat, article 77, § 1er. Les mêmes sanctions peuvent être infligées aux fonctionnaires de la région wallonne en vertu de l’article 66 de l’arrêté du gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant statut des fonctionnaires de la Région. Les mêmes

Militaires	Gendarmerie	Fonction publique
-	l'avertissement avec ou sans notissement défavorable	le rappel à l'ordre
-	le blâme	le blâme
-	la retenue de rémunération (max 15 traitementHr / mois)	la retenue de rémunération (max 3 mois et 20% du traitement brut)
le retrait temporaire de l'emploi	la non-activité par mesure disciplinaire (max 6mois)	la suspension
-	la rétrogradation disciplinaire (un grade - maintien de l'ancienneté)	la rétrogradation
la mise à la pension d'office	la mise à la pension d'office, précédée ou non de la non-activité par mesure disciplinaire	---
la demission d'office	la démission d'office	la révocation/ la destitution

- (3) On notera enfin que le rappel à l'ordre et le blâme n'existent plus parmi les mesures statutaires applicables aux militaires, mais que leurs équivalents ont été placés par la loi du 14 janvier 1975 parmi les punitions disciplinaires: *“Ainsi, le blâme ou la réprimande du Ministre de la Défense nationale ont été jugés incompatibles avec le principe énoncé dans l'article 30 du projet en vertu duquel seul, le supérieur qui exerce les attributions de chef de corps à l'égard du militaire est investi du droit de punir.”*⁽⁵³⁾.

Conclusion : Les mesures statutaires applicables aux militaires correspondent dans une large mesure aux sanctions disciplinaires en vigueur au sein de la fonction publique. Elles correspondent à un besoin commun à l'ensemble des fonctionnaires publics et n'ont rien de spécifiquement militaire. La retenue de rémunération et la rétrogradation ne sont pas applicables aux militaires.

4. LE CUMUL DES PUNITIONS DISCIPLINAIRES ET DES MESURES STATUTAIRES CRITIQUE

a. Ce cumul est critiqué

A tort, le système actuel, comportant pour les militaires le cumul possible entre une punition disciplinaire et une mesure statutaire, est mis en cause aussi bien par des autorités

peines sont prévues par l'article 31, § 1er de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

⁽⁵²⁾ Les gendarmes, étaient soumis en tant que militaires au règlement de discipline militaire jusqu'à ce que ce que leur régime disciplinaire soit modifié suite à la démilitarisation de la Gendarmerie. Les sanctions disciplinaires applicables aux gendarmes sont actuellement fort proches de celles en vigueur dans la fonction publique voir l'article 24/3, § 1er, de la loi 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la Gendarmerie, modifiée notamment par les lois du 24 juillet 1992 et du 9 décembre 1994.

⁽⁵³⁾ Chambre des représentants, 12 septembre 1972, Projet de loi portant le règlement de discipline de forces armées, Exposé des motifs, p.7, voir aussi supra, point 4.h..

“civiles” (certains juges du Conseil d’Etat, juristes, avocats,...) et par certaines organisations syndicales :

- le système militaire devrait s’aligner sur les systèmes applicables aux fonctionnaires civils (et a fortiori aux gendarmes) : pas de distinction entre “grande” et “petite discipline”;
- l’intéressé devrait, en tout cas ou dans les cas les plus graves, pouvoir interjeter appel auprès d’une juridiction impartiale;
- un militaire puni disciplinairement ne pourrait plus subir de mesure statutaire pour les mêmes faits.

Selon la volonté du Constituant, le législateur a instauré pour les militaires un régime particulier qui répond de manière très raisonnable à une spécificité réelle et à des objectifs vitaux pour la défense de la Nation et de ses institutions.

Cependant, comme les agents des services publics ne connaissent pas de système disciplinaire et pénal spécifique, relevant d’un autre ordre, il n’y a cumul que dans le chef des militaires.

Dans le rapport des commissions réunies de la justice et de l’intérieur du Sénat, chargées d’examiner le projet de loi portant création d’un Conseil d’Etat ⁽⁵⁴⁾, il a été explicitement mis en évidence qu’il était indispensable de préserver à côté des punitions disciplinaires militaires un système de mesures administratives soumises à un contrôle externe, en l’occurrence celui du Conseil d’Etat: “...*Il serait inadmissible que des citoyens, serviteurs ou anciens serviteurs de l’Etat, soient privés de la protection de la haute juridiction administrative par suite d’une confusion entre la discipline militaire et les droits administratifs des officiers, sous-officiers et soldats. On se demande, par exemple, pour quelle raison l’administration supérieure de l’armée pourrait sans contrôle, chasser un militaire de carrière ou l’arrêter dans son avancement, alors que les agents civils jouiraient d’une protection particulière en vertu du recours au Conseil d’Etat.*” ⁽⁵⁵⁾. Ce maintien de mesures statutaires attaquables devant le Conseil d’Etat à côté des punitions disciplinaires n’était donc pas réellement défavorable aux militaires. Il représentait au contraire une garantie. Il n’y avait en effet aucune raison d’établir dans le domaine statutaire un régime totalement spécifique pour les militaires, par exemple, pour ce qui concerne la manière de les écarter de leur emploi, contrairement à ce qui a été fait en matière de discipline militaire. Dans ce domaine, depuis 1975, une procédure présentant de larges garanties a été instaurée.

b. Les différences entre les punitions disciplinaires militaires et les mesures statutaires

- (1) Force est de constater de prime abord que les punitions disciplinaires militaires et les “peines disciplinaires” applicables aux agents de l’Etat n’ont rien de commun. En dépit de leur similitude d’appellation, prêtant à confusion, elles sont de nature totalement différente, ont des effets qui ne sont en rien comparables et appartiennent à des ordres différents.

Si l’on peut se risquer à faire un parallèle entre militaires et civils - mais est-ce possible et constitutionnellement opportun? -, il est clair que les mesures statutaires militaires (au contraire des punitions disciplinaires) sont les seules mesures qui

⁽⁵⁴⁾ Pasin., 1946, p. 1215.

⁽⁵⁵⁾ Ceci souligne à nouveau la spécificité de la fonction militaire.

peuvent se comparer aux sanctions disciplinaires civiles applicables aux agents de l'Etat.

- (2) Punitons disciplinaires militaires et mesures statutaires répondent à des buts totalement différents ⁽⁵⁶⁾:
- (a) Réprimer les comportements incompatibles avec les devoirs des militaires et empêcher des comportements de nature à compromettre la mission pour les articles 22 à 29 de la loi du 14 janvier 1975.
 - (b) La démission d'office de son emploi est une mesure statutaire visant à écarter définitivement de son emploi le militaire dont des faits graves ont démontré l'incompatibilité avec l'emploi occupé. Même si, pour le militaire concerné, la mesure présente des inconvénients majeurs, la sanction n'est pas, ou ne devrait pas être, le but recherché.
 - (c) Le but différent peut également être déduit du fait que les sanctions prises l'ont été en vertu de la loi du 14 janvier 1975 portant règlement de discipline des forces armées, dont l'objet est explicite, tandis que la démission d'office relève de la loi précitée du 1er mars 1958 relative au statut des officiers qui n'a pas pour objet de traiter de la discipline. Le fait que la mesure ait un caractère disciplinaire ne signifie pas que le but poursuivi soit disciplinaire, mais qu'elle est la conséquence de faits à caractère disciplinaire.
 - (d) Le but visé par l'autorité doit pouvoir ressortir de la motivation: celle-ci ne peut donc être identique pour la mesure statutaire et pour la punition disciplinaire ⁽⁵⁷⁾. Une identité de motifs et de motivation dans les deux cas violerait le principe "non bis in idem", tandis que des motifs et une motivation différents démontreraient qu'il n'y a pas violation de ce principe.
- (3) Les punitons disciplinaires militaires et les mesures statutaires sont d'une nature totalement différente ⁽⁵⁸⁾ :

En effet, il est de jurisprudence constante que le Conseil d'Etat se déclare incompétent pour connaître des punitons disciplinaires militaires ⁽⁵⁹⁾, alors qu'il accueille les recours relatifs aux mesures statutaires ⁽⁶⁰⁾. Cette opinion résulte notamment de

⁽⁵⁶⁾ Ce critère est celui retenu par le Conseil d'Etat pour distinguer la sanction disciplinaire de la mesure d'ordre (C.E., VIe Ch., 28 octobre 1994, Arrêt HUBERT, N° 50.001).

⁽⁵⁷⁾ Selon **PAUWELS, H.**, Administratif recht, Cours de l'Ecole des Administrateurs militaires, 1983, p. 129, conformément d'ailleurs à l'article 43 de la loi précitée du 14 janvier 1975, portant règlement de discipline des forces armées, il n'est pas exclu qu'un militaire puni, soit au pénal, soit disciplinairement fasse l'objet de mesures statutaires. Cependant, dans ce cas, le motif et la motivation ne peuvent être identiques à celle qui visent à l'appui de la sanction.

⁽⁵⁸⁾ C.E., IIIe Ch., 17 février 1988, Arrêt BOUGARD, N° 29.347. "*Considérant que les faits reprochés au requérant ont donné lieu aux punitons disciplinaires prévues par la loi du 14 janvier 1975 (...), que la démission d'office est une mesure statutaire, (...) que le principe "non bis in idem" n'est pas violé dès l'instant où il s'agit, comme en l'espèce, de deux mesures de nature différente...*" (souligné par nous).

⁽⁵⁹⁾ C.E., IIIe Ch., 10 octobre 1990, Arrêt DERAMAIX, N° 35.646 : "*...à l'inverse des mesures disciplinaires prévues par les lois et arrêtés fixant le statut des militaires, les punitons disciplinaires ne sont pas des actes administratifs susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat...*". C.E., 11 septembre 1991, Arrêt LAMBERT, N° 37.606.

⁽⁶⁰⁾ C.E., IIIe Ch., 31 août 1949, Arrêt LAFORÊT, N° 118: "*...Considérant que la punition de huit jours d'arrêts simples constitue, en l'espèce, une sanction de la nature de celles dont dispose l'autorité*

l'interprétation des travaux préparatoires de la loi du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat⁽⁶¹⁾. Le législateur a, à cette occasion, exprimé le souci de préserver la cohésion de l'armée et a dès lors reconnu une fois de plus, conformément d'ailleurs à la Constitution, la spécificité militaire.

“Aussi le Conseil d'Etat, se fondant sur une distinction établie par le règlement de discipline du 15 mars 1815, distingue-t-il, d'une part, les mesures disciplinaires qui affectent la situation administrative du militaire et peuvent faire l'objet d'un recours en annulation et, d'autre part, les punitions disciplinaires militaires, qui, dépourvues d'incidence sur la situation administrative, sont insusceptibles de recours.”⁽⁶²⁾

Enfin, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a également reconnu le caractère spécifique de la discipline militaire⁽⁶³⁾.

militaire, indépendamment des mesures administratives de discipline proprement dites; que par suite le requérant n'est pas fondé à en demander l'annulation;...”

⁽⁶¹⁾ Voir l'exposé des motifs de la loi portant création d'un Conseil d'Etat, Pasin.1946, p.1094: *“En ce qui concerne le 5°, il s'impose de préciser qu'il ne s'applique pas aux peines disciplinaires visant les officiers de l'armée et les militaires. Quant aux propositions de mise en disponibilité par suppression de l'emploi ou par retrait de l'emploi dans l'intérêt du service visées sous le 6°, elles ne constituent pas des peines disciplinaires...”*, Discussion en séance publique à la Chambre, Pasin.1946, p.114: (question de M. VAN HOECK) *“Au cours de la discussion générale j'ai demandé si le recours au Conseil d'Etat était ouvert aux militaires. La réponse fournie ne m'a pas parue décisive. Il ne s'agit pas des peines disciplinaires, visées à la page 10 de l'exposé des motifs, mais des droits que peuvent faire valoir les membres de l'armée”*; Pasin : 1946, 1149 (réponse de M. CARTON DE WIART) : *“Dans quelle mesure la section d'administration sera-t-elle compétente en ce qui concerne les matières d'ordre militaire ? Sous la réserve expresse qu'il faudra soustraire à cette compétence tout ce qui touche aux droits de la discipline militaire proprement dite, je suis d'avis, comme l'honorable M. VAN HOECK, que les questions contentieuses qui se rattachent à la défense nationale, au respect des règlements et des lois en matière de nominations et de pensions militaires ne seront pas exclues de la compétence du nouveau Conseil d'Etat.”*.... *“... il est évident que le Conseil d'Etat devra distinguer, dans les questions d'ordre militaire qui lui seront soumises, entre les mesures administratives et les mesures de pure discipline militaire. Celles-ci échappent à sa compétence.”* Exposé au Sénat, Pasin. p. 1216: *“Tout ce qui concerne la discipline, l'organisation de l'armée et de ses cadres, les autres multiples mesures à caractère divers d'ailleurs dont dépend la bonne marche du service, reste une matière exclusivement militaire.”* (réponse de Mr

DESCHRIJVER) : *“S'il s'agissait de questions spéciales concernant les militaires et ne devant pas être considérées comme rentrant dans l'énumération que j'ai faite tout à l'heure, il est évident que l'article 8 qui permet à tous les intéressés de se plaindre suivant la procédure envisagée pourrait jouer, parce qu'il ne s'agirait ni de discipline intérieure ni de matière purement militaire.”*; cf. aussi C.E. , Parmentier, N° 19062, 2 mai 1979; FALYS J., La recevabilité des recours en annulations des actes administratifs, Bruxelles, Bruylant, 1975, p. 78, N° 76; Cette volonté du législateur a été implicitement confirmée lors de la discussion du projet qui est devenu la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie (M.B. du 31 juillet 1992). Dorénavant les gendarmes “démilitarisés” et auxquels on a retiré leurs missions militaires (surtout en temps de guerre) seront soumis à un régime disciplinaire similaire à celui des fonctionnaires - Sénat, 1990 - 1991, N° 1428 - 1, p. 3 : *“Par l'ensemble de ces innovations, le futur statut disciplinaire du personnel de la gendarmerie se démarque donc complètement d'un statut disciplinaire militaire, pour constituer un statut très proche de ceux des autres services de police (...)”*.

⁽⁶²⁾ SALMON, J., *Le Conseil d'Etat*, Bruylant, 1994, I, p. 285.

⁽⁶³⁾ Cf. par exemple l'arrêt ENGEL et autres, 8 juin 1976, série A, N° 22.

(4) Punitons disciplinaires militaires et mesures statutaires ont des effets totalement différents:

- (a) Les arrêts simples (en l'occurrence, interdiction de se rendre dans les lieux de délasserment où l'on peut consommer des boissons alcoolisées) et les arrêts de rigueur (obligation de rester en dehors du service dans un local déterminé) mènent à des restrictions de la liberté de mouvement, mais n'ont pas d'influence, en elles-mêmes, sur le statut ou les appointements;

Les punitons disciplinaires militaires doivent être replacées dans le cadre de la solidarité de groupe qui règne à l'armée. Elles consistent en principe ⁽⁶⁴⁾ en une "exclusion temporaire", plus ou moins stricte, du "coupable" durant les périodes de détente du groupe dont il fait partie.

En garnison cependant, les punitons disciplinaires militaires consistent le plus souvent en un avertissement et une mise en garde solennelle du commandant d'unité ou du chef de corps, avec dans la plupart des cas une inscription au feuillet de punitons. Ce feuillet de punition peut être utilisé tant au niveau de la gestion de la carrière de l'intéressé, que lors d'une éventuelle comparution devant une juridiction militaire.

- (b) La démission d'office de l'emploi, suite à des faits graves, incompatibles avec l'état d'officier dans le second cas, ne relève pas de la discipline, mais est la conséquence normale du constat d'une incompatibilité avec l'état de militaire.

Il est à noter que notamment l'article 20 de la loi du 1er mars 1958 qui précise les cas de retrait d'emploi, n'évoque en rien l'aspect disciplinaire. Il mentionne les cas de mise à la pension, de démission acceptée, de réforme (pour cause médicale ou inaptitude physique) et de démission d'office.

Enfin, les mesures statutaires n'ont jamais pour effet de porter atteinte à l'exercice de la liberté de déplacement de l'intéressé.

- (5) Punitons disciplinaires militaires et mesures statutaires sont enfin infligées par des autorités fondamentalement différentes: le chef de corps pour la discipline, le Roi, sur rapport motivé du ministre de la Défense nationale, et après consultation d'un conseil d'enquête pour l'application de l'article 23 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière, c'est-à-dire après une procédure qui offrait toutes les garanties voulues eu égard aux conséquences graves de la mesure dans le chef de l'intéressé et qui est tout à fait similaire à celle en applicable aux fonctionnaires ordinaires.

- (6) Les punitons disciplinaires militaires ne sont que des mesures d'ordre intérieur à caractère spécifique.

Conformément à ce qui était, jusqu'à l'affaire LAEMONT, la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, certains auteurs considèrent que les punitons disciplinaires militaires infligées aux militaires sont des mesures d'ordre intérieur à

⁽⁶⁴⁾ Exception faite naturellement des sanctions disciplinaires purement verbales.

caractère spécifique ⁽⁶⁵⁾. Cette opinion se justifie parfaitement dans une optique fonctionnelle, étant donné le caractère propre à l'armée des punitions disciplinaires militaires, et leur lien immédiat avec le fonctionnement de cette institution.). Enfin, l'interdiction de cumuler des mesures statutaires et des punitions disciplinaires militaires mènerait à des situations absurdes. Le Roi serait par exemple lié par une punition disciplinaire nécessairement infligée par le chef de corps en opérations (vu la nécessité évidente du maintien de la discipline militaire au sein de l'unité) et ne pourrait ultérieurement plus démettre d'office de son emploi un officier déjà puni disciplinairement pour des faits graves qui sont à la base de la proposition de démission. Il suffirait qu'un militaire soit déjà puni disciplinairement pour qu'il échappe à toute mesure statutaire, même si la punition, ou souvent les multiples punitions révèlent (dans le dernier cas par leur accumulation ou par l'attitude inadaptée qu'elles démontrent) une conduite incompatible avec l'état de militaire. En sens inverse, une autorité militaire disciplinairement compétente, confrontée à une situation dans laquelle l'ordre, la discipline et l'opérationnalité de son unité serait mise en danger par le comportement d'un subalterne ne pourrait plus réagir qu'en proposant une mesure statutaire si le comportement devant mener à l'écartement de l'intéressé de son emploi public. Dans la plupart des cas, une telle procédure, vu les délais imposés, risquerait de causer des dégâts irréversibles du point de vue de l'ordre, de la discipline et du moral de l'unité.

Un exemple pratique est énoncé ci-après pour démontrer l'absurdité de la situation présentée par l'impossibilité d'utiliser parallèlement les deux procédures. Le chirurgien d'une unité en opérations est régulièrement en état d'ébriété et visiblement hors d'état d'opérer. Le chef de corps estime les faits graves. S'il ne pouvait pas punir immédiatement l'intéressé du point de vue disciplinaire, il devrait attendre plusieurs mois que la proposition de mesures statutaires reçoive une suite. Une telle proposition étant confidentielle, seuls quelques officiers seront au courant. Entretemps, le chirurgien continue à boire. Cela se voit, cela se répète, cela se sait. Quels sont les effets immédiats sur l'unité en opérations :

- un manque de confiance dans ce médecin, des réticences à se faire soigner, avec les conséquences que cela peut avoir, au niveau de la santé, les militaires en ces circonstances n'ont pas de libre choix de leur médecin;
- une perte de confiance dans le commandement n'ayant pas pris les mesures qui s'imposent et qui semblent donc solidaires d'un officier alcoolique?
- une baisse du moral de la troupe: qui donc osera prendre des risques lorsque l'on sait que "s'il devait arriver quelque chose", on devrait être secouru par un ivrogne qui risque de vous estropier à vie ou de vous faire passer de vie à trépas?
- un exemple déplorable pour les subordonnés, dont certains, présentant un penchant pour l'alcool, se verront implicitement encouragés par le comportement de leur supérieur qui n'est apparemment pas sanctionné.

⁽⁶⁵⁾ **SALMON, J.**, Op. Cit., p. 285; le Conseil d'Etat qualifie par ailleurs dans plusieurs de ses arrêts les punitions disciplinaires militaires de "*mesures d'ordre intérieur à caractère spécifique pouvant faire l'objet de recours devant des autorités hiérarchiques, mais non devant le Conseil d'Etat*"; voir aussi, en ce qui concerne la jurisprudence, le tableau synthétique relatif aux caractéristiques des punitions disciplinaires.

L'unité dans laquelle on permet, ne fût-ce que temporairement, un tel comportement devient inopérationnelle et incapable de remplir correctement sa mission. Les mesures statutaires, dont l'application reste hypothétique pour le chef de corps qui les propose, sont en l'occurrence inefficaces pour rétablir la discipline et préserver la cohésion de son unité. Le renvoi de l'opération, une mesure d'ordre, ne constitue pas toujours une mesure adéquate dans des circonstances opérationnelles ou de guerre.

c. Le principe *non bis in idem* n'est pas d'application dans le chef des militaires entre punitions disciplinaires militaires et mesures statutaires.

Force est de constater que la catégorie des mesures statutaires militaires correspond à la catégorie des peines disciplinaires appliquées aux fonctionnaires civils, et que les punitions disciplinaires militaires forment une catégorie sui generis et appartiennent au même ordre générique que le droit pénal militaire. Il s'agit donc bien de mesures d'ordres différents. Il n'y a donc, en ce qui concerne l'application de ce principe, aucune inégalité entre militaires et autres "fonctionnaires": les punitions disciplinaires militaires instaurées par le législateur appartiennent en effet à un autre ordre que les mesures statutaires. On ne peut dès lors affirmer que l'égalité devant la loi par rapport aux autres agents des services publics est rompue par la violation dans le chef des militaires du principe "*non bis in idem*", en ce qui concerne des mesures d'ordres différents.

Au contraire, une égalité entre militaires et "fonctionnaires" voudrait que, le principe ci-avant ne s'appliquant pas pour les agents de la fonction publique entre sanctions d'ordres différents, il en soit de même pour les militaires.

COMPARAISON ENTRE LA DISCIPLINE MILITAIRE ET LE REGIME DES MESURES STATUTAIRES		
ASPECT		
	DISCIPLINE MILITAIRE	MESURES STATUTAIRES
OBJECTIFS DU LEGISLATEUR	- maintenir la discipline et l'ordre au sein de l'unité; éviter toute apparence d'impunité - conserver l'opérationnalité, la disponibilité et la cohésion de l'unité; - créer et maintenir une mentalité spécifique et un esprit de corps propres	- écarter de son emploi ou de sa fonction, l'individu dont le comportement individuel est incompatible ou préjudiciable au service
EXPRESSION DE LA VOLONTE DU LEGISLATEUR	- loi spécifique (L. du 14 janv. 1975) - énumération limitative des punitions disciplinaires (L. 14 janv. 1975, art. 22) - immixtion des autorités politiques et du Conseil d'Etat est inopportune (Exposé des motifs, Pas. 1946, 1094; rapport Sén., Pas. 1946, 1215 e.s.; Ann. Parl., Ch., 20 octobre 1937; Pas. 1946, 1146 et 1149)(Sén., 1990-91, N° 1428/1,2)	- dispositions dans les lois statutaires de base respectives (dans le chapitre relatif à l'emploi)(Ex. : L. 1er mars 1958, Ch.III)(1); - l'autorité politique est responsable et le contrôle du Conseil d'Etat est opportun
CARACTERE DE LA SANCTION	- sui generis (mesure d'ordre interne militaire à caractère répressif); - liens évidents avec le droit pénal militaire *cf. jurisprudence Conseil d'Etat(2) *cf. jurisprudence Cour Eur des Dr. de l'Homme(3) * la doctrine dominante	- mesure administrative à caractère "normal" - caractère comparable avec la Fonction publique (voir les objectifs)
CONSEQUENCES DE LA SANCTION	EN GENERAL	- pas d'éloignement de l'emploi (L. 14 janv. 1975, art. 23 à 27)
	POSITION ADMINISTRATIVE	- l'intéressé reste "en service actif" (L. 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre(...), art. 5, al.1er)
	CARRIERE	- aucune influence directe sur la carrière (L. 14 janv 1975, art 23 à 27)
AUTORITE COMPETENTE	- autorité militaire locale (en principe le chef de corps) (L. 14 janvier 1975, art. 31)	- autorité politique (Roi ou ministre) (L. 1er mars 1958, art. 17 et 23)
PROCEDURE	EN GENERAL	- procédure sui generis relativement expéditive (L. 14 janvier 1975, art. 37 à 39)
	DROITS DE LA DEFENSE	- exercice spécifique des droits de la défense (L. 14 janvier 1975, art. 38, al. 2) (A.R. 19 juin 1980, section III)
	PRESCRIPTION DE LA POURSUITE	- une année après les faits (L. 14 janvier 1975, art. 42)
	VOIES DE DROIT	- appel possible (L. 14 janvier 1975, art 15) - droit de réforme par l'autorité hiérarchique (L. 14 janvier 1975, art. 32 et A.R. 19 juin 1980, art. 6) - droit d'annulation par le chef de l'Etat-major général (A.R. 19 janvier 1980, Sect. X)
RELATION AVEC LES SANCTIONS PENALES	- non bis in idem (s'il y a condamnation plus de sanction disciplinaire possible) (L. 14 janvier 1975, art. 43). Lien évident avec les sanctions pénales militaires	- une mesure statutaire peut être infligée nonobstant la condamnation. pénale
RELATION ENTRE PUNITIONS DISCIPLINAIRES ET MESURES ADMINISTRATIVES	- pour les mêmes faits, une mesure administrative peut être infligée après une punition disciplinaire (mesures d'ordres différents)	- pour les mêmes faits une mesure administrative peut être infligée après une punition disciplinaire
APTITUDE A ETRE INFLIGEE DANS DES CIRCONSTANCES OPERATIONNELLES	- la punition disciplinaire convient	- la mesure administrative ne convient pas

(1) Dans ces exemples il n'est fait référence qu'aux dispositions relatives aux officiers. Pour chaque catégorie de militaires valent des dispositions similaires incorporées dans leurs textes statutaires de base respectifs:

Officiers	L. 1er mars 1958 (L. 1er mars 1958 (M.B. 15 mars 1958)	A.R. 7 avril 1959 (M.B. 16 avril 1959)
Sous-officiers	L. 27 décembre 1961 (M.B. 12 janvier 1962)	A.R. 25 octobre 1963 (M.B. 23 novembre 1963)
Volontaires	L. 12 juillet 1973 (M.B. 3 août 1973)	A.R. 11 juin 1974 (M.B. 15 juin 1974)

(2) C.E., SEGERS, N° 117, 26 août 1949; LAFORET, N° 118, 31 août 1949, R.W., 1949-50,866, note DEMEYER, J.; KUYPERS, N°4127, 4 mars 1955; FRANCOIS, N°5756, 11 juillet 1957; LEGRAND, N° 5757, 11 juillet 1957; MARTIN, N° 8640, 6 juin 1961; DE GRAEVE, N° 11.671, 2 mars 1966; WATY, N° 13.162, 11 octobre 1968; DE LETTER, N° 13.180, 23 octobre 1968; PARMENTIER, N° 19.602, 2 mai 1979; VANDERKERKEN, N° 23.956, 9 février 1984; DERAMAIX, N° 35.646, 10 octobre 1990.

(3) Arrêt ENGEL e. a., 8 juin 1976

4. **LES MESURES D'ORDRE**

a. En général

Les mesures d'ordre visent essentiellement à rétablir le bon fonctionnement du service après la constatation d'un comportement perturbant le service et n'ont pas un caractère disciplinaire ou de sanction. Le comportement perturbant est la cause directe de l'action de l'autorité.

Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des litiges liés à des mesures d'ordre. Puisque ces mesures sont liée directement au comportement perturbateur d'un fonctionnaire ou d'un militaire, l'autorité compétente doit entendre l'intéressé. L'intéressé peut être entendu oralement par l'autorité mais aussi par écrit et l'autorité peut même, désigner un mandataire ou une commission à cet effet.

b. La suspension par mesure d'ordre

Lorsque la présence d'un militaire peut porter atteinte à la discipline ou au bon renom des forces armées, il peut être suspendu par mesure d'ordre par le Roi ou par le Ministre de la Défense nationale. Cette mesure ne constitue ni une punition disciplinaire, ni une mesure statutaire (une sanction) au sens strict du mot, mais une mesure de sauvegarde, en attente de la condamnation éventuelle de l'intéressé par exemple.

Statistiques des dernières années (94 à 96) relatives à la suspension par mesure d'ordre infligée à des militaires (chiffres par année) :

OFFR	SOFFR	TP	TOTAL
0 à 1	0 à 11	0 à 5	0 à 16

c. Autres exemples de mesures d'ordre

Autres exemples de mesures d'ordre sont la réaffectation par mesure d'ordre, le renvoi d'opérations, la destitution de certaines fonctions, l'interdiction d'accès à certains bâtiments ou à d'autres moyens, etc..

La gendarmerie connaît aussi une série de mesures d'ordre qualifiées à tort des mesures d'ordre intérieur explicitement énumérées dans un règlement. (la base légale de ses mesures se trouve dans une disposition de leur loi statutaire) :

la suspension provisoire
la mutation par mesure d'ordre, en ce compris le détachement préalable
le retrait de la qualité afférente à un emploi spécialisé
le retrait du bénéfice du logement aux frais de l'Etat
l'interdiction d'affectation
l'interdiction d'accès à des bâtiments, documents, services, banques de données ou autres moyens
l'interdiction de conduire des véhicules
l'obligation de remettre la carte de légitimation
l'obligation de remettre les armes de service
la note de fonctionnement

5. LES MESURES D'ORDRE INTERNE

Les mesures d'ordre interne (aussi dénommées "mesures d'organisation interne") sont des mesures prises dans l'intérêt du service ayant trait à l'organisation du service ou devant aider à en assurer le bon fonctionnement et n'influençant pas la situation statutaire de l'intéressé.

Exemples de mesures d'ordre interne : en principe toutes les mutations et affectations(-), la répartition du travail, l'octroi de missions, l'octroi de congé,...), la note de fonctionnement

Le Conseil d'Etat n'est en principe pas compétent.

6. LE CUMUL ENTRE LES PUNITIONS DISCIPLINAIRES MILITAIRES ET LES AUTRES TYPES DE MESURES

En ce qui concerne le principe "non bis in idem" (NBII = on ne peut pas être sanctionné 2 fois pour les mêmes faits), il faut quant à son applicabilité distinguer les peines, les punitions disciplinaires, les mesures statutaires et les mesures d'ordre. Les mesures d'ordre intérieur ne peuvent par définition pas être visées puisque par définition elles ne sont pas basées sur un comportement perturbateur. La Cour d'arbitrage (notre "Cour constitutionnelle" tranchera incessamment la question quant à l'applicabilité du principe non bis in idem entre punitions disciplinaires et mesures statutaires.

	peines (pénales)	punitions disciplinaires	mesures statutaires	mesures d'ordre
peines (pénales)	NBII	NBII (seulement peines)	cumul (avant ou après !)	cumul
punitions disciplinaires	NBII (seulement peines)	NBII	cumul (critiqué !)	cumul
mesures statutaires	cumul (avant ou après !)	cumul (critiqué !)	NBII	cumul
mesures d'ordre	cumul	cumul	cumul	cumul (!)

CONCLUSIONS:

1. Les militaires se trouvent dans une situation spécifique (vu les missions, les circonstances, ...) reconnue par le Constituant.
2. Ce cadre spécifique nécessite une discipline militaire spécifique dont les punitions relèvent du même ordre générique que les sanctions pénales militaires ou, à tout le moins, d'un ordre différent des mesures administratives. Les caractéristiques des punitions disciplinaires sont spécifiques.
3. Le régime disciplinaire militaire, instauré dans ce cadre par le législateur fédéral pour la catégorie des militaires, n'est manifestement pas exagéré eu égard aux buts poursuivis.
4. Tous les fonctionnaires (militaires et civils) ont besoin d'un régime de mesures statutaires. Il est logique qu'aussi pour les militaires un régime de mesures statutaires, dont les caractéristiques sont comparables aux sanctions disciplinaires des fonctionnaires ordinaires, soit prévu.
5. A côté des peines (pénales), des punitions disciplinaires et des mesures statutaires existent des mesures d'ordre et des mesures d'ordre interne.

	mesures d'ordre interne (3)	mesures d'ordre (3)	mesures statutaires (3)	punitions disciplinaires	sanctions pénales
Caractère	mesure	mesure	mesure	sanction	sanction
But	bon fonctionnement et organisation de service	bon fonctionnement à la suite d'un <u>comportement</u>	écarter l'intéressé	réprimer comportement contradisciplinaire	réprimer comportement délictueux
Procédure	-	entendre	procédure	procédure	procédure
Conseil d'Etat ?	non	oui	oui	non (?) (1)	non

6. Vu qu'il n'existe que pour les seuls militaires un régime spécifique de punitions disciplinaires, indépendamment des mesures statutaires, la question du cumul de ces deux types de mesures ne se pose que dans leur chef. Vu qu'il s'agit de sanctions de nature différente et d'ordres distincts, le cumul de celles-ci est autorisé et le principe "non bis in idem" n'est en l'espèce pas applicable.

III. ELEMENTS DE SOLUTION

1. LES FINALITES D'UN REGIME DISCIPLINAIRE ET LES CONSEQUENCES

Un régime disciplinaire poursuit une double finalité :

- d'une part la **prévention** de transgressions disciplinaires, ce qui sous-entend la punition **exemplaire** des contrevenants;

- d'autre part, la **répression** des transgressions disciplinaires, ce qui sous-entend la **correction** du comportement inadapté.

2. CONSEQUENCES AU NIVEAU DES PUNITIONS

a. Exigences auxquelles doivent répondre les punitions

Les punitions, que comporte un régime disciplinaire, devraient répondre aux exigences suivantes :

- (1) diversité des punitions- éventail adéquat de mesures afin de pouvoir infliger la punition la plus adéquate possible

Actuellement la discipline militaire dans son sens strict comporte :

- deux sanctions d'ordre verbal quasi-similaires (rappel à l'ordre-remontrance);
- deux sanctions similaires dont on pourrait dire qu'elles interdisent le divertissement (consigne-arrêt simple : pas de sortie - pas de cantine - corvées); sauf lors d'exercices et d'opérations et nonobstant le fait que la punition soit actée; l'arrêt simple manque d'effectivité;
- une sanction qui vise la séparation (sauf pendant les heures de service) du groupe dont la déontologie a été gravement entravée (arrêt de rigueur : chambre fermée séparée).

Force est de constater qu'il y a très peu de diversité.

- (2) Mesure de punitions suffisamment large afin de pouvoir infliger la punition de la manière la plus adéquate possible

Un éventail de 1 à 4 jours constitue le minimum minimorum. Seulement en opération armée le maximum de 8 jours d'arrêt de rigueur peut être atteint.

- (3) effectivité afin d'atteindre les buts préventif et correctif

De toute évidence, des sanctions effectives manquent à l'inventaire énoncé.

Le projet CEDA (repris dans un nouveau projet) (ne) constitue (qu') un premier pas dans cette voie.

b. La création et l'emploi maximales des différents types de mesures

Vu le bien qui existe avec le droit pénal et vu l'existence de mesures statutaires, mesures d'ordre et mesures d'ordre interne, il faut aborder le problème dans son ensemble.

Il faudrait faire usage au maximum des différentes types de mesures et créer un éventail le plus large possible de mesures adéquates différentes (des mesures raisonnables offrant les plus larges possibilités) ⁽⁶⁶⁾.

⁽⁶⁶⁾ Il est à noter d'ailleurs que quelle que soit la décision de la Cour d'arbitrage, cette conclusion reste pertinente.

				MEME ORDRE GENERIQUE	
	mesures d'ordre interne	mesures d'ordre	mesures statutaires	punitions disciplinaires	sanctions pénales
Caractère	mesure	mesure	mesure	sanction	sanction
But	bon fonctionnement et organisation de service	bon fonctionnement à la suite d'un <u>comportement perturbateur</u>	écarter l'intéressé	réprimer comportement contradisciplinaire	réprimer comportement délictueux
Procédure	-	entendre	procédure	procédure	procédure
Conseil d'Etat ?	non (2)	oui	oui	non (?) (1)	non
Possibilités	congé	suspension	retenue de rémunération	rémontrance avec ou sans notissement	voir liste peine de mort supprimée !!
	mutation (-)	renvoi de l'opération	perte d'ancienneté	arrêt simple (consigne)	
	affectation (-)	affectation	retrait temporaire d'emploi	arrêt de rigueur (non fermé)	
	note de fonctionnement	mutation	rétrogradation	?	
	etc.	interdiction d'activités	mise à la pension	?	
	etc.	interdiction d'accès	démission (résiliation)	?	

(1) Attendre l'arrêté de la Cour d'Arbitrage

(2) S'il s'agit de "sanctions déguisées" le Conseil d'Etat est quand-même compétent

Il est important de ne pas oublier que la peine de mort (une sanction pénale naturellement) a été supprimée récemment (loi du 10 Jul 96) en droit belge. Cela pourrait poser un problème très grave en cas de guerre. Cette sanction paraît être une des sanctions les plus effectives en temps de guerre et surtout dans des circonstances extrêmes.

3. CONSEQUENCES AU NIVEAU DE LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE

Il va de soi que la procédure disciplinaire militaire devrait, compte tenu de la spécificité, être la plus expéditive possible sans que soient mis en péril les droits de la défense.

Certains voudraient bien que soient prévues des procédures (partiellement) distinctes selon les périodes et les positions dans lesquelles les militaires se trouvent.

Différentes questions peuvent être posées à cet égard :

- faut-il vraiment pouvoir disposer de deux (ou plus) procédures disciplinaires ??
- comment pourra-t-on résoudre les problèmes de transition d'une procédure à l'autre dès qu'on change de période ou de position ou dès que la poursuite des transgressions disciplinaires se produit dans une période ou position autre que celle du moment des faits ?

A première vue, des dédoublements de procédure semblent être inopportuns à ce niveau vu :

- la complexité très probable d'une double procédure;
- l'état actuel du droit et de la jurisprudence en particulier;
- l'éventail des punitions disciplinaires actuellement relativement restreint.

Des modifications (simplifications ponctuelles) pourraient s'avérer utiles p.ex. au niveau de l'assistance par un avocat (risque de perte de temps parfois), le degré d'appel dans certaines circonstances (mais dangers !). Ces restrictions pourraient être liées à certaines périodes et/ou sous-positions.

4. INFLUENCES DE LA PROFESSIONNALISATION ?

La professionnalisation n'emporte en soi pas de changement fondamental sur le plan juridique :

- la législation relative au service militaire obligatoire n'a été que "gelée" (limitation razione personae des lois coordonnées sur la milice);
- le retour des miliciens n'est certainement pas à exclure dans certaines hypothèses (crise généralisée, guerre,...);
- toutes les dispositions disciplinaires continuent à être appliquées.

La professionnalisation a peut être accentué le manque de sanctions disciplinaires effectives.

Les problèmes se situent dès lors surtout au niveau de l'éventail des mesures possibles et de leur effectivité ainsi que sur le plan juridique au niveau de la mise en cause de la spécificité militaire (procédure lourde à suivre comme pour les fonctionnaires).

5. SANCTIONS POSITIVES ?

Force est de constater que le régime disciplinaire actuel ne comporte en soi pas de sanctions positives.

Les sanctions positives qui sont parfois citées sont :

- dispenses d'appel ou de service;
- quartiers libres;
- permissions supplémentaires (régulières ou spécifiques) et congés de fin de carrière (supplémentaires);
- prix et brevets créés à cet effet;
- sanctions pécuniaires;

- félicitations verbales, le cas échéant, devant la troupe;
- notissements honorifiques (influençant directement ou indirectement l'évaluation et la carrière de l'intéressé).

6. COMPLEXITE ?

Les commandants de troupe devraient, avant de partir en opération, disposer d'une instruction simple et synthétique comportant des directives essentielles :

- (1) sur le plan des compétences (qui peut/doit entreprendre quelles actions en la matière);
- (2) sur le plan des attitudes à adopter;
- (3) sur le plan de l'ensemble global de mesures utilisables.

7. PREPARATION PSYCHOLOGIQUE ET SUIVI PSYCHOLOGIQUE ET STATUTAIRE

Il serait peut-être utile de faire usage d'équipes "PSYSTA" comparables mutatis mutandis aux équipes judiciaires qui accompagnent un détachement suffisamment grand en campagne.

Ces équipes pluridisciplinaires pourraient s'occuper de la préparation, du suivi et de "l'aftercare" psychologiques des militaires à envoyer ou envoyés en opération.

Elles pourraient être composées de deux conseillers privilégiés du commandant de détachement, à savoir un conseiller sur le plan psychologique (cf. stress, tensions, ennuis, périodes d'inactivité...) ainsi que d'un conseiller privilégié sur le plan légal au sens large. Ce dernier pourrait s'occuper avec le professionnalisme voulu de problèmes tels que les statuts à appliquer, la discipline, les contrats, excepté du droit pénal. Cette matière est du ressort exclusive de l'équipe judiciaire qui sur les autres plans doit d'ailleurs rester neutre et indépendante et qui ne peut dès lors jouer le rôle de conseiller privilégié dans d'autres domaines que le domaine pénal.

IV. CONCLUSIONS GENERALES

Les punitions disciplinaires manquent de l'effectivité et de diversité.

Les actions suivantes devraient au moins être entreprises :

1. Adapter le cadre légal et réglementaire :
 - a. afin d'élargir l'arsenal de toutes les types de sanctions/mesures possibles (CEDA + autres initiatives);
 - b. afin de simplifier ponctuellement la procédure (dans certaines circonstances : exclure l'assistance par un avocat, la possibilité d'appel...).
2. Etablir une directive simple et claire pour les commandants de troupe devant aller en opération.
3. Envisager la création d'équipes PSYSTA.

LE SYSTEME DISCIPLINAIRE ANGLAIS

Ce système se différencie très fort du système belge non seulement par son caractère nettement plus sévère mais aussi par son fonctionnement.

Dans les quelques lignes qui suivent, je vais exposer quelques particularités du règlement de discipline britannique.

1. Pouvoir de punir

a. Un CO (Commanding Officer; Chef de Corps en Belgique) peut sanctionner toute « offense », tout méfait sans distinction entre transgressions disciplinaires et infractions (pénales). Echappent cependant entièrement à sa compétence certaines infractions comme la désertion, la collaboration avec l'ennemi, la mutinerie, les infractions envers la population civile...lesquelles sont du ressort de la cour martiale.

b. Le CO a toujours le droit, s'il estime que la faute est trop grave, de traduire le coupable en cour martiale. Pouvoir dont ne dispose pas le Commandant de Compagnie qui a reçu le droit de punir dans les circonstances reprises au point 2.

c. En ce qui concerne les infractions non militaires, une décision (condamnation ou acquittement) prise par le chef militaire ou par un tribunal militaire n'engage pas les tribunaux ordinaires qui restent toujours compétents pour juger ces infractions. Le jugement de condamnation ou d'acquittement par un tribunal militaire n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard des tribunaux ordinaires dans le cas d'infractions non militaires.

2. Délégation du droit de punir

a. Comme en droit belge, le CO peut déléguer le droit de punir par exemple à ses Comd de Cie ou à un Comd de détachement qui serait trop éloigné du CO pour que celui-ci puisse efficacement statuer. Le droit de punir est dans ce cas limité. Par exemple, un Captain ne peut infliger une punition supérieure à Maximum 28 jours de détention.

b. Pour les fautes mineures, ce sont les commandants de compagnies qui règlent les problèmes disciplinaires. Ces fautes mineures concernent le service de garde, l'exécution des tâches du service journaliers etc...

3. La défense

Lorsque l'affaire est traitée par le CO le militaire ne peut être accompagné d'aucun défenseur. Le militaire ne peut disposer d'un défenseur que s'il comparait devant la cour martiale.

4. Le droit d'appel

a. Le droit d'appel n'existe pas pour un militaire anglais lorsque l'« offense » est du ressort du CO. Cependant le militaire britannique a toujours le droit de récuser son CO en demandant d'être jugé en cour martiale lorsqu'il est accusé d'avoir commis un méfait pouvant entraîner une sanction privative de liberté ou une amende. Le fait de passer en cour martiale lui ouvre la possibilité de pouvoir faire appel.

b. Une autre possibilité est offerte au militaire anglais s'il n'est pas d'accord avec la sanction qui lui a été infligée. Il dispose en effet du droit de porter plainte au « Defence Council » à l'encontre de son CO concernant la punition infligée.

5. Mise sous contrôle

Dans le cadre d'une mise aux arrêts d'un militaire ayant commis une infraction, le CO doit commencer son enquête endéans les 48 Hrs et doit signifier, dans ce délai, à l'intéressé, la charge qui est retenue contre lui. Si cela n'est pas possible dans ce délai, le CO doit seulement en référer à son échelon supérieur pour justifier la prolongation du délai de détention.

6. Genres de punitions

a. Il n'existe, depuis la réforme de notre règlement de discipline en 1975, plus aucune comparaison entre les sanctions pouvant être infligées par un CO belge et britannique. La sévérité de l'arsenal de punitions dont dispose le Commandant britannique est sans commune mesure avec celui de son homologue belge.

b. Les punitions suivantes peuvent être appliquées à un militaire britannique par son CO

(1) Détention (cachot) pour une période de 60 jours maximum

(2) Des amendes (Maximum 28 jours de salaire)

(3) Retenue sur salaire si le méfait a entraîné des dégâts (Maximum 14 jours de salaire sauf autorisation de l'autorité supérieure).

(4) Toute autre punition mineure autorisée par le « Defence Council »

Ex : Restriction de privilèges / Extra garde et piquet / Extra drill (soldat candidat officier)

"Discipline en opération"

Par : LtCol BEM MARTIN
Comd 3LPara

Conclusion

L'actuel Reg de discipline date de 1974 (projet de loi du 09 Jan 74, portant le Reg de discipline des Forces armées). A cette époque, les motifs qui ont conduit son élaboration étaient d'un tout autre ordre : il s'agissait alors "de procéder à une adaptation profonde du règlement en fonction des conditions de vie actuelles afin de réaliser une meilleure intégration de l'Armée à la Nation". C'était un Reg destiné à une armée de milice installée depuis de nombreuses années dans le temps de paix, sur le territoire national, et l'on réclamait pour ces militaires des droits identiques à ceux des autres citoyens.

Les mots opérations ou guerre n'apparaissent que deux ou trois fois dans l'ensemble du texte. Par contre on y parle d'heures de services, de jours ouvrables, de délais, de recours à des défenseurs civils, toutes choses qui peuvent être difficilement applicables en opérations.

En outre, on a assisté au fil du temps à une évolution du droit et statuts des militaires dans le sens d'une diminution progressive de la spécificité des forces armées.

Or, en quelques années, le contexte a fortement évolué. L'Armée belge est engagée régulièrement dans des opérations à caractère humanitaire et de soutien de la paix. Elle s'est professionnalisée et dans le cadre stratégique-politique actuel, par le biais de notre participation aux grandes structures de défense multinationales, nous devons nous tenir prêts à projeter des forces au minimum à 1000 Km du territoire national.

Dès lors, bien que les commandants d'unité aient appris à se servir du Reg de discipline actuel on s'aperçoit que son application en opération pose un certain nombre de problèmes

Je ne retiendrai que trois aspects :

Les sanctions disciplinaires classiques - arrêts simples et arrêts de rigueur - appliquées en opération n'ont aucun effet immédiat : les punitions ne sont la plupart du temps pas exécutées parce que pas exécutables (temps, lieu, ...). Elle ne servent finalement qu'à alourdir le feuillet de punition de l'intéressé avec l'espoir que, dans le futur, on pourra introduire à son encontre des propositions de mesures de statutaires. Le résultat de celles-ci est donc postposé, voire incertain.

Le renvoi en Belgique est devenu une pratique courante.

C'est une mesure d'ordre qui a pour but d'éloigner un militaire du théâtre d'opération de manière à mettre les autres membres du détachement à l'abri de son comportement nuisible.

Or, on constate que cette mesure est souvent utilisée comme une sanction en soi. Non seulement c'est une manière commode de se débarrasser d'un mauvais élément mais c'est aussi considéré comme une punition parce que cela prive le militaire de revenus financiers non négligeables.

Souvent aussi, on ne se soucie pas trop de la suite et le résultat d'éventuelles mesures statutaires est encore une fois différé et incertain

On comprendra aussi aisément que, dans des circonstances de combat où la vie des militaires est réellement menacée, un tel renvoi pourrait être utilisé par certains comme une façon d'échapper au danger. Quant à l'argent, on ne peut quand même pas considérer le fait de partir en opération comme un "droit acquis".

Le recours au renvoi en Belgique revient donc bien souvent à déplacer le problème et à le reporter, sans garantie de résultat par la suite

JS a bien perçu le problème et a demandé que désormais le renvoi en Belgique fasse l'objet d'un note au dossier personnel de l'intéressé et que des mesures statutaires soient prises d'office à son égard.

Enfin, dans l'espoir d'aggraver les sanctions infligées, certains commandants tâchent de recourir à la "pénalisation" de la transgression disciplinaire, c'est à dire de renvoyer le problème à la Justice militaire. Ceci n'est pas non plus évident :

- il faut que la nature et la gravité de la transgression le permette.
- généralement, l'affaire sera alors traitée en Belgique, longtemps après les faits, et le résultat en sera lui aussi différé et incertain (renvoi à la discipline du Corps, classement sans suite, minimisation des faits due à une appréciation du juge déconnectée de la situation, ...)

En conclusion, force est de constater que l'application du droit disciplinaire actuel revient souvent à reporter l'effet des punitions à plus tard, et ce, parfois, sans aucune garantie de succès

Si nous souhaitons disposer d'un règlement de discipline moderne adapté aux nouvelles circonstances dans lesquelles nos forces armées sont désormais appelées à opérer et qui prennent en compte la professionnalisation de l'armée, un rafraichissement s'impose.

Nos réflexions se sont basées sur les principes suivants :

- Tout militaire est susceptible de partir en opération. Les conditions d'aptitudes professionnelle et de maintien de cette aptitude doivent être déterminées en conséquence
- Le problème principal du Comd en opération est de pouvoir sanctionner rapidement et efficacement une transgression disciplinaire.
- Des sanctions disciplinaires infligées en opération doivent avoir un effet particulièrement lourd sur la carrière de l'intéressé. De même, la participation à des opérations doit avoir un effet positif sur la carrière d'un militaire

Nous pensons en tout cas qu'il ne faut qu'UN SEUL Reg de discipline, valable aussi bien pour le temps de paix que pour le temps de guerre et les opérations.

En effet, la distinction et le passage entre temps de paix, temps de crise, temps de guerre, opération, etc, devra toujours faire l'objet d'une appréciation de la part d'autorités compétentes.

Il faut également une cohésion entre la préparation, l'exécution et le retour d'Ops.

Enfin, dans une même opération, il y a des zones à risques, d'autres qui le sont moins.

Le droit disciplinaire constitue un tout cohérent de sorte que son adaptation ne peut s'envisager qu'en agissant sur l'ensemble de ses parties, tout en élargissant l'éventail des possibilités de manière à mieux prendre en compte les caractéristiques des opérations.

Enfin, nous avons voulu tout d'abord nous tenir aux dispositions légales et réglementaires actuelles de manière à les utiliser au mieux. Mais le droit n'est pas une matière figée et inerte, nos propositions et recommandations n'ont pas reculé devant des propositions de modification de lois existantes.

Les mesures proposées portent donc sur l'ensemble des composants du droit disciplinaire, à l'exception du droit pénal militaire, à savoir :

- les mesures d'ordre interne
- les mesures d'ordre
- le Reg de discipline proprement dit (la petite discipline)
- les mesures statutaires

1. Mesures d'ordre interne

- a. Adapter les critères de recrutement, de sélection et d'aptitude professionnelle du Pers en vue d'écarter les éléments à problème : Pers inapte à servir en opération, alcooliques, drogués, ... (catégorisation médicale ?)
- b. Adapter la composition et l'articulation des Det de manière à en renforcer la cohésion (unités organiques).
- c. Préciser les compétences et responsabilités des Comd Det avant, pendant et après un opération
- d. Fournir avant le départ au Comd Det un extrait des dossiers Pers (feuille de punition et des antécédents judiciaires) de manière à lui permettre de juger en connaissance de cause lorsqu'il doit infliger une sanction disciplinaire à un militaire.
- e. Faire établir obligatoirement une note d'évaluation du Pers à l'issue de sa période en Ops ou prendre en compte l'attitude du Mil en opération lors de l'établissement de sa note d'évaluation. (modifier le Reg A10)

2. Mesures d'ordre

- a. Le renvoi en Belgique pour motif disciplinaire doit être clairement assimilé à une mesure d'ordre c'est-à-dire qu'il doit apparaître clairement comme une mesure destinée à protéger le détachement contre les agissements d'un individu et rétablir le bon fonctionnement du service. Il ne peut pas être utilisé comme une punition en soi (punition disciplinaire ou statutaire déguisée de par son impact financier))
- b. Le renvoi en Belgique doit rester de la compétence du Comd Det
- c. Il n'est pas possible de prévoir un allongement de la mise sous contrôle. Celle-ci est assimilée à une détention administrative ou judiciaire (max 24 Hr).
Toutefois, si le maintien à l'écart du Mil doit être prolongé, il suffit de lui donner l'ordre de demeurer à un endroit déterminé, sans privation de liberté. S'il ne le fait pas, il commet alors une insubordination .
Une mise sous contrôle devrait en tous cas toujours être mentionnée au feuillet de punition d'un militaire

3. Punitions disciplinaires

- a. AVANT tout départ en opération, il faut clairement désigner les autorités investies du droit de punir, ainsi que les différents échelons d'appel
Prévoir le cas où le Comd Det isolé se voit attribuer automatiquement le droit de punir si l'isolation du Det se prolonge p.ex. au delà de 24 Hr (v. A16, Z1, Art 31, Par 2)
- b. Il apparaît absolument nécessaire d'introduire un système d'amendes, couplées ou non aux punitions disciplinaires classiques. L'argent est le principal moyen de pression à l'encontre de militaires professionnels.
- c. Le nombre de jours d'AS ou d'AR que peut infliger le Chef de Corps doit être augmenté de manière à accroître la marge de manoeuvre du Comd
- d. Simplifier et accélérer la procédure :
 - limiter la possibilité d'appel (?) (cfr le "privilège de juridiction"). Toutefois, il vaut peut-être mieux toujours appliquer une procédure complète mais simple que de prévoir des exceptions compliquées.
 - le Reg (A16, Z2, Art 9) prévoit que le recours à un défenseur éventuel ne peut pas retarder le procédure. On pourrait aussi prévoir le cas où des raisons de sécurité militaire ou de sécurité physique limitent la possibilité de recourir à un avocat civil ou à un avocat se trouvant en dehors de la zone d'opération.
 - mentionner formellement que, dans le cas d'un détachement isolé, le fait d'aller en appel n'exclut pas l'exécution de la punition.
 - mentionner formellement que le fait "d'entendre l'intéressé" par l'autorité investie du droit de punir peut être interprété au sens large (entendre physiquement, via un délégué ou une commission, ou par écrit)

4. Mesures statutaires

Le système actuel donne satisfaction. Toutefois, des sanctions disciplinaires infligées en opération doivent conduire plus vite et plus sûrement à des mesures statutaires

5. Sanctions positives

- a. Il faut une meilleure information sur les médailles et décorations. Leur attribution semble trop laxiste et doit faire l'objet d'une évaluation plus sévère. Il faut que dans ce domaine également il y ait un éventail de décorations qui permette une meilleure gradation dans les récompenses attribuées (dépeussier les Reg, informer les Comd Det)
- b. La procédure en vue de l'attribution de médailles suite à une opération devrait être uniforme de façon à permettre une appréciation d'ensemble par l'autorité habilitée à accorder la décoration. L'avis du Comd Det doit être pris en compte. Ainsi il faudrait mentionner un dossier personnel non seulement les médailles accordées mais aussi les médailles refusées et la raison

6. Jonction avec le droit pénal militaire

Les Det de police militaire devraient disposer d'une compétence de police de manière à pouvoir intervenir plus rapidement et plus efficacement

En conclusion,

- A bref délai, sur base des lois et Reg existants, il faudrait proposer à JS de faire procéder à la publication d'un OG-J qui définisse sa politique en matière de répression et de suivi des transgressions disciplinaires en opération, indique une méthode de travail et une marche à suivre pour les Comd Det et précise les conséquences des punitions encourues et/ou de récompenses attribuées en Ops.

(sur le modèle de l'OG-J 817 relatif à la repression de la drogue)

- La loi portant le Reg de discipline n'est pas vraiment adaptée aux opérations et au temps de guerre. Ces circonstances ne sont quasiment pas prises en compte ni dans l'exposé des motifs ni dans le texte de la loi propement dite.

Les textes actuels présentent donc des lacunes. Un certain nombre de propositions faites ci-dessus devraient être prises en compte en vue de modifier les textes de loi et Reg existants (par exemple dans le cadre d'un projet de loi "fourre-tout")

Des pistes peuvent être recherchées dans le nouveau droit disciplinaire en vigueur à la Gendarmerie (sanction pécuniaire, procédure par défaut, octroi d'une compétence disciplinaire à des SOffrE ou Sup, ...)

QUESTIONS - REPONSES

I. Question N°1:

6 renvois? Etait-ce la seule possibilité de sanctionner les individus?

Réponse N° 1:

Il s'agissait d'infractions au préjudice de civils. Il y avait des plaintes de la population et insistance de la TPF (police locale).

II. Question N° 2 :

Dans les autres cas, avez vous pu réagir selon la procédure disciplinaire habituelle?

Réponse : Oui.

III. Question N°3 :

Comment contrôler tous les hommes, vu la dispersion des éléments?

Réponse N° 3:

C'était possible mais cela causait beaucoup de difficultés: véhicules, protection, distances, etc., ...

IV. Qusetion N° 4 :

Contacts avec la population locale?

Réponse N° 4 :

A ma connaissance, pas de problèmes: nous travaillions avec la police locale.

V. Question N° 5 :

Le danger renforce la cohésion. Cela ne renforce-t-il pas le risque de voir certains comportements être cachés au cadre?

Réponse N° 5 :

C'est en effet un nouveau problème. Les membres de certaines unités professionnalisées se connaissent parfois depuis 6 ou 7 ans. Cela pose un problème d'intégration pour les jeunes cadres.

Intervention:

le contrôle social est plus grand: la discipline est plus facile à appliquer en opérations que lors de la vie en garnison.

VI. Question N° 6 :

La procédure actuelle n'exige-t-elle pas d'adaptations?

Réponse :

Les réponses des commandants de détachement sont que la procédure actuelle suffit.

VII. Question N° 7 :

Le renvoi doit-il toujours être lié à une punition?

Réponse N° 7 :

Non

Un intervenant critique la valeur scientifique du sondage effectué. De plus, la situation en unité et la situation en opération ne sont pas comparables.

VIII. Question N° 8 :

Vu le nombre de retours en Belgique pour des raisons médicales, ne doit-on pas considérer qu'un certain nombre de militaires ayant des problèmes disciplinaires s'adressent à la chaîne médicale pour obtenir leur rapatriement en Belgique et éviter une sanction?

Réponse N° 7 :

Non. Il n'y a aucune indication en ce sens! Il faut distinguer, au plan médical:
- des plaintes objectives: affections constatées par un médecin,

- des plaintes subjectives: plaintes du patient adressées par un médecin.

BUNDEL VAN WETTEN
II

WET VAN 14 JANUARI 1975 (67) HOUDENDE
HET TUCHTREGLEMENT VAN DE
KRIJGSMACHT

Gewijzigd bij :

- de wet van 8 juni 1978 (B.S. van 23 Jun 78)
- de wet van 22 december 1989 (B.S. van 19 Jan 90)
- de wet van 28 december 1990 (B.S. van 22 Jan 91)
- de wet van 24 juli 1992 (B.S. van 31 Jul 92) (68)
- de wet van 21 april 1994 (B.S. van 20 Mei 94)
- de wet van 20 mei 1994 (B.S. van 21 Jun 94) (69)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

De Kamers hebben aangenomen en Wij
bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I. - REGELEN VAN DE MILITAIRE
DEONTOLOGIE

HOOFDSTUK 1. - PERSONEN OP WIE DEZE
WET VAN TOEPASSING IS

Artikel 1. § 1. Behoudens tegenstrijdige

(67) B.S. van 01 Feb 75.

(68) Wet tot wijziging van sommige bepalingen
betreffende de rechtstoestanden van het
personeel van het actief kader van de
rijkswacht.

(69) Wet houdende het statuut van de militairen
korte termijn.

RECUEIL DES LOIS
II

LOI DU 14 JANVIER 1975 (1) PORTANT LE
REGLEMENT DE DISCIPLINE DES FORCES
ARMEES

Modifiée par :

- la loi du 8 juin 1978 (M.B. du 23 Jun 78)
- la loi du 22 décembre 1989 (M.B. du 19 Jan 90)
- la loi du 28 décembre 1990 (M.B. du 22 Jan 91)
- la loi du 24 juillet 1992 (M.B. du 31 Jul 92) (2)
- la loi du 21 avril 1994 (M.B. du 20 Mai 94)
- la loi du 20 mai 1994 (M.B. du 21 Jun 94) (3)

BAUDOUIN, Roi des Belges

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce
qui suit :

TITRE I. - REGLES DE LA DEONTOLOGIE
MILITAIRE

CHAPITRE 1. - DES PERSONNES
SOUMISES A LA
PRESENTE LOI

Article 1er. § 1er. Sauf dispositions contraires,

(1) M.B. du 01 Fev 75.

(2) Loi modifiant certaines dispositions relatives aux
statuts du personnel du cadre actif de la
gendarmérie.

(3) Loi portant statut des militaires court terme.

bepalingen is deze wet van toepassing :

- 1° a) op de dienstplichtigen die de hoedanigheid van militair hebben verkregen, terwijl ze betrokken zijn bij de verrichtingen voor het overgeven van het contingent aan de militaire overheid;
- b) op de militairen die op grond van wettelijke verplichtingen dienstperiodes moeten volbrengen, vanaf de dag welke voor de oproeping of de wederoproeping onder de wapens bepaald is, tot daags vóór de dag waarop zij met onbepaald verlof worden gezonden, in beschikbaarheid worden gesteld of terug in de werfreserve worden opgenomen;
- c) op de reservemilitairen die, met het oog op hun training, prestaties van korte duur verrichten, gedurende de duur van deze prestaties;
- 2° op de andere militairen, welke hun statutaire stand ook moge zijn.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van deze wet worden de militairen waarvan sprake in § 1, 2°, "militairen van de actieve kaders" genoemd.

Art. 2. Deze wet is van toepassing op degenen die van de dienst zijn uitgesloten en op degenen die uit het leger werden weggezonden als bedoeld in artikel 15, § 4, van de gecoördineerde dienstplichtwetten, gedurende de periode waarin zij ter beschikking van de Minister van Landsverdediging zijn.

Art. 3. Bij een Ministerraad overlegd besluit kan de Koning, in oorlogstijd, de personen die in een militaire graad of rang zijn aangesteld of gelijkgesteld, onder toepassing van deze wet of van sommige bepalingen ervan doen vallen.

Art. 4. De Koning kan de militairen die niet tot de actieve kaders behoren en niet onder de wapens zijn alsmede de gewezen militairen, gedurende de tijd dat zij militaire kledij dragen, onder toepassing van deze wet of van sommige bepalingen ervan doen vallen.

HOOFDSTUK II. - DE MILITAIRE HIERARCHIE

(Wet van 28 Dec 90. - **Art. 5. § 1.** De militaire hiërarchie steunt op de graad en op de anciënniteit in de graad.

Een militair is de meerdere van een andere militair

la présente loi est applicable :

- 1° a) aux miliciens ayant acquis la qualité de militaire, pendant qu'ils participent aux opérations de remise du contingent à l'autorité militaire;
- b) aux militaires astreints à des périodes de service en vertu d'obligations légales, depuis le jour fixé pour l'appel ou le rappel sous les armes jusqu'à la veille du jour où ils sont placés en congé illimité, en disponibilité ou reversés dans la réserve de recrutement;
- c) aux militaires de réserve effectuant des prestations de courte durée en vue de leur entraînement, pendant la durée de ces prestations;
- 2° aux autres militaires, quelle que soit leur position statutaire.

§ 2. Pour l'application des dispositions de la présente loi, les militaires cités au § 1er, 2°, sont dits "militaires des cadres actifs".

Art. 2. La présente loi est applicable aux exclus du service et aux renvoyés de l'armée dont il est question à l'article 15, § 4, des lois coordonnées sur la milice, pendant qu'ils sont à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

Art. 3. En temps de guerre, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil de Ministres, rendre les dispositions de la présente loi, ou certaines d'entre elles, applicables aux personnes qui sont assimilées ou commissionnées à un grade ou à un rang militaire.

Art. 4. Le Roi peut rendre les dispositions de la présente loi, ou certaines d'entre elles, applicables aux militaires autres que ceux des cadres actifs, qui ne sont pas présents sous les armes, ainsi qu'aux anciens militaires, pour le temps pendant lequel ils revêtent la tenue militaire.

CHAPITRE II. - DE LA HIERARCHIE MILITAIRE

(Loi du 28 Dec 90. - **Art. 5. § 1er.** La hiérarchie militaire est basée sur le grade et l'ancienneté dans le grade.

Un militaire est le supérieur d'un autre militaire

wanneer hij met een hogere graad dan die andere bekleed is of wanneer hij in dezelfde graad meer anciënniteit dan die andere heeft.

§ 2. Bij gelijke graad en gelijke anciënniteit in deze graad heeft de militair van het beroepskader gezag over de militair van het aanvullingskader, die op zijn beurt gezag heeft over de militair van het hulpkader van de luchtmacht, die op zijn beurt gezag heeft over de militair van het tijdelijk kader, (Wet van 20 Mei 94.- die op zijn beurt gezag heeft over de militair korte termijn) en deze laatste heeft gezag over de militair van het reservekader.

In verdestijd bezit de officier of de onderofficier van de actieve kaders evenwel gezag over respectievelijk de reserveofficier of -onderofficier van dezelfde graad, ongeacht hun anciënniteit in die graad.

§ 3. Voor de toepassing van § 2, worden de militairen van het reservekader, die verder actieve dienst blijven verrichten ingevolge een vrijwillige prestatie wegens kaderbehoeften, geacht te behoren tot de categorie waaruit zij gesproten zijn.)

Art. 6. Het gezag wordt, binnen het raam van de algemene tucht, gewoonlijk door de hiërarchische meerdere uitgeoefend.

Binnen de perken van de functies die hem werden toevertrouwd, wordt nochtans, met de meerdere gelijkgesteld de militair die gezag heeft over een andere militair bij toepassing hetzij van wets- of verordeningsbepalingen hetzij van vaststaande of tijdelijke orders, waaraan beiden onderworpen zijn.

Art. 7. Het commando komt tot uiting door middel van bevelen. Deze zijn de uitdrukking van de wil van de meerdere die gehoorzaam wil worden.

Art. 8. Het bevel moet op de dienst betrekking hebben, dit wil zeggen op de uitvoering van de opdrachten welke op grond van zijn staat of van zijn ambt rusten op de militair die het bevel krijgt.

HOOFDSTUK III. - Plichten en Rechten van de Militairen

Art. 9. De militairen moeten, onder alle omstandigheden :

- 1° het land moedig en gewetensvol dienen, zo nodig op gevaar van hun leven;
- 2° nauwgezet alle dienstverplichtingen vervullen die hun worden opgelegd door de Grondwet, door wets- en verordeningsbepalingen alsook door de

s'il est titulaire d'un grade plus élevé que lui, ou s'il est plus ancien que lui dans le même grade.

§ 2. A grade égal et à ancienneté égale dans ce grade, le militaire du cadre de carrière a autorité sur le militaire du cadre de complément, lequel a autorité sur le militaire du cadre auxiliaire de la force aérienne, lequel a autorité sur le militaire du cadre temporaire, (Loi du 20 Mai 94.- lequel a autorité sur le militaire court terme), ce dernier ayant autorité sur le militaire du cadre de réserve.

Toutefois, en temps de paix, l'officier ou le sous-officier des cadres actifs a autorité respectivement sur l'officier ou le sous-officier de réserve du même grade, quelle que soit leur ancienneté dans ce grade.

§ 3. Pour l'application du § 2, les militaires du cadre de réserve, qui continuent à effectuer du service actif en vertu d'une prestation volontaire d'encadrement, sont considérés comme appartenant à la catégorie dont ils sont issus.)

Art. 6. L'autorité est normalement exercée par le supérieur hiérarchique dans le cadre de la discipline générale.

Toutefois, le militaire qui est habilité à exercer une autorité sur un autre militaire en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit d'ordres permanents ou momentanés, auxquels tous deux sont soumis, est assimilé au supérieur dans les limites des fonctions qui lui sont ainsi dévolues.

Art. 7. Le commandement se manifeste par des ordres. Ceux-ci sont l'expression de la volonté du supérieur qui veut être obéi.

Art. 8. L'ordre doit avoir pour objet le service, c'est-à-dire, l'exécution des missions incombant au militaire qui le reçoit, en raison de son état ou de sa fonction.

CHAPITRE III. - DES DEVOIRS ET DES DROITS DES MILITAIRES

Art. 9. Les militaires doivent, en toutes circonstances :

- 1° servir le pays avec conscience et courage, au besoin au péril de leur vie;
- 2° accomplir consciencieusement toutes les obligations de service qui leur sont imposées par la Constitution, les dispositions législatives ou

reglementen, onderrichtingen en bevelen die op de krijgsmacht toepassing vinden;

- 3° eerbiedig zijn tegenover het Staatshoofd, de grondwettelijke machten en de instellingen van de Staat;
- 4° alles vermijden wat afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun staat en van hun ambt;
- 5° zich onthouden van zich in te laten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet van het Belgisch volk.

Art. 10. De militairen mogen niet afwezig zijn in hun dienst zonder toelating of rechtvaardiging.

(Wet van 28 Dec 90. - **Art. 10bis.** Om de paraatheid van de krijgsmacht te bewaren, kan de Koning, in de door Hem bepaalde uitzonderlijke omstandigheden, bevelen dat elke afwezigheid om gezondheidsredenen gewettigd wordt door een beslissing van een militaire of een daartoe erkende geneesheer.)

(Wet van 28 Dec 90. - **Art. 10ter.** De wegens gezondheidsredenen afwezige militairen mogen zich niet onttrekken aan het medisch toezicht bevolen en georganiseerd door (Wet van 24 Jul 92. - de militaire overheid) volgens de modaliteiten die de Koning vastlegt.

Zij mogen ondermeer, tussen 5 uur en 21 uur, het bezoek aan huis van een daartoe aangewezen geneesheer niet weigeren, noch weigeren zich door deze laatste te laten onderzoeken.)

Art. 11. § 1. De meerderen oefenen hun gezag uit met kordaatheid, billijkheid en correctheid.

Zij zijn verantwoordelijk voor de bevelen die zij geven en staan in voor de eenheid die hun wordt toevertrouwd alsook voor de goede werking van de dienst. Zij zijn eveneens verantwoordelijk voor de door hun ondergeschikten veroorzaakte ongeregeldeheden, wanneer deze zich hebben kunnen voordoen wegens hun nalating of hun overdreven inschikkelijkheid.

§ 2. De militairen moeten getrouw de bevelen uitvoeren, die hun door hun meerderen in het belang van de dienst worden gegeven.

Een bevel mag nochtans niet worden uitgevoerd wanneer deze uitvoering kennelijk het plegen van een misdaad of een wanbedrijf kan meebrengen.

Art. 12. § 1. De meerdere moet aan zijn ondergeschikten het voorbeeld geven, tegenover hun

réglementaires ainsi que par les règlements, instructions et ordres applicables aux forces armées;

- 3° être respectueux du chef de l'Etat, des pouvoirs constitutionnels et des institutions de l'Etat;
- 4° éviter de compromettre l'honneur ou la dignité de leur état et de leur fonction;
- 5° s'abstenir de se livrer à toute activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge.

Art. 10. Les militaires ne peuvent s'absenter du service sans autorisation ou justification.

(Loi du 28 Dec 90. - **Art. 10bis.** Dans les circonstances exceptionnelles qu'il détermine, le Roi peut, pour préserver la capacité opérationnelle des forces armées, ordonner que toute absence pour motif de santé soit justifiée par une décision d'un médecin militaire ou d'un médecin agréé à cette fin.)

(Loi du 28 Dec 90. - **Art. 10ter.** Les militaires absents pour motif de santé ne peuvent se soustraire au contrôle médical commandé et organisé par l'autorité militaire (Loi du 24 Jul 92.- ...) selon les modalités que le Roi fixe.

Ils ne peuvent entre autres refuser de recevoir, entre 5 heures et 21 heures, la visite à domicile d'un médecin désigné à cette fin, ni refuser de se laisser examiner par ce dernier.)

Art. 11. § 1er. Les supérieurs exercent leur autorité avec fermeté, équité et correction.

Ils sont responsables des ordres qu'ils donnent et répondent de l'unité qui leur est confiée ainsi que du bon fonctionnement du service. Ils sont également responsables des désordres causés par leurs subordonnés, lorsque ces désordres ont pu se commettre du fait de leur négligence ou leur excès de tolérance.

§ 2. Les militaires doivent exécuter fidèlement les ordres qui leur sont donnés par leurs supérieurs dans l'intérêt du service.

Un ordre ne peut cependant être exécuté si cette exécution peut entraîner manifestement la perpétration d'un crime ou d'un délit.

Art. 12. § 1er. Le supérieur doit donner l'exemple à ses subordonnés, être loyal envers eux et

rechtschappen zijn en hun waardigheid eerbiedigen.

§ 2. De ondergeschikte zal steeds eerlijk tegenover zijn meerderen handelen, zich tegenover hen eerbiedig aanstellen en in de uitoefening van zijn functies, indien de omstandigheden zulks vereisen, blijkgeven van initiatief.

Art. 13. § 1. Zelfs na hun ambtsneerlegging is het de militairen verboden de informatie die zij zouden kennen en die van nature of krachtens de voorschriften der militaire autoriteiten een geheim of vertrouwelijk karakter zouden hebben, bekend te maken aan personen die niet gerechtigd zijn daarvan kennis te nemen.

§ 2. De bepalingen van § 1 mogen geenszins een belemmering betekenen voor de verdieping van alle persoonlijke rechten.

§ 3. De militair is verplicht handelingen die strekken tot het gewelddadig omverwerpen van de bij Grondwet of wet gevestigde machten en instellingen, rechtstreeks aan de Minister van Landsverdediging of aan de gerechtelijke overheid kenbaar te maken.

Art. 14. De militairen genieten dezelfde rechten als de Belgische burgers. De wijze waarop sommige dezer rechten worden uitgeoefend, wordt bij deze wet bepaald.

(Wet van 28 Dec 90. - **Art. 14bis.** Om de paraatheid van de krijgsmacht te bewaren en in het belang van de dienst kan de Koning of, in de door Hem bepaalde uitzonderlijke omstandigheden, de door Hem aangewezen (Wet van 24 Jul 92.- militaire overheid) de door Hem bepaalde categorieën van militairen verplichten te verblijven binnen de territoriale grenzen die Hij bepaalt.)

Art. 15. § 1. Het is militairen verboden zich in te laten met politieke activiteiten in het leger.

(Wet van 24 Jul 92.- De militairen mogen lid worden van een politieke partij van hun keuze en er de aan hun lidmaatschap verbonden rechten uitoefenen.)

Zij mogen er echter geen andere ambten vervullen dan die van deskundige, raadgever of lid van een studiecentrum.

Iedere andere actieve of publieke deelname aan het politieke leven in een andere hoedanigheid, zelfs buiten de dienst, is hun verboden.

(Wet van 22 Dec 89 - Onverminderd de andere wetten die de uitoefening van politieke activiteiten en mandaten beheersen, zijn de dienstplichtigen nochtans gerechtigd die activiteiten en mandaten uit te oefenen

respecter leur dignité.

§ 2. Le subordonné agira toujours loyalement vis-à-vis de ses supérieurs, se montrera respectueux envers eux et fera preuve, si les circonstances l'exigent, d'initiative dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 13. § 1er. Il est interdit aux militaires, même après cessation de leurs fonctions, de révéler à des personnes non autorisées à les connaître, les informations dont ils auraient eu connaissance et qui auraient un caractère secret ou confidentiel en raison de leur nature ou des prescriptions des autorités militaires.

§ 2. Les dispositions du § 1er ne peuvent en aucune manière constituer une entrave à la défense de tous les droits individuels.

§ 3. Le militaire est tenu de révéler directement au Ministre de la Défense nationale ou à l'autorité judiciaire les menées tendant à renverser par la force les pouvoirs et les institutions établies par la Constitution ou par la loi.

Art. 14. Les militaires jouissent de tous les droits dont jouissent les citoyens belges. La manière dont certains de ces droits sont exercés est définie dans la présente loi.

(Loi du 28 Dec 90. - **Art. 14bis.** Pour préserver la capacité opérationnelle des forces armées et dans l'intérêt du service, le Roi ou, dans les circonstances exceptionnelles qu'Il détermine, l'autorité militaire (Loi du 24 Jul 92.- ...) qu'Il désigne, peut astreindre les catégories de militaires qu'Il détermine à résider dans les limites territoriales qu'Il fixe.)

Art. 15. § 1er. Il est interdit aux militaires de se livrer à des activités politiques au sein de l'armée.

(Loi du 24 Jul 92.- Les militaires peuvent s'affilier au parti politique de leur choix et y exercer les droits afférents à leur qualité de membre.)

Ils ne peuvent toutefois y remplir d'autres fonctions que celles d'expert, de conseiller ou de membre d'un centre d'étude.

Toute autre participation active ou publique à la vie politique à un autre titre leur est interdite, même en dehors du service.

(Loi du 22 Dec 89 - Sans préjudice d'autres lois qui régissent l'exercice d'activités et de mandats politiques, les miliciens sont toutefois autorisés à exercer ces activités et fonctions pour autant que le

voor zover de dienst het toelaat en die activiteiten plaats hebben buiten de perioden waarin prestaties in de schoot van de krijgsmacht worden geleverd.)

§ 2. Op ieder ogenblik moeten de militairen zich in het kader van hun politieke activiteit, ervan onthouden de militaire kledij te dragen en gewag te maken van hun militaire hoedanigheid.

§ 3. (Wet van 24 Jul 92.- ...)

(Wet van 21 Apr 94.- **Art. 16.** De militairen wordt elke vorm van staking ontzegd.)

Art. 17. De militairen moeten de morele en materiële belangen van de Staat behartigen. Zij dragen er zorg voor dat het personeel zijn dienstverplichtingen nauwgezet nakomt; zij staan in voor een goed gebruik en voor de bewaring van de materiële en financiële middelen die hun ter beschikking worden gesteld of waarvoor zij verantwoordelijk zijn.

HOOFDSTUK IV. - CUMULATIE VAN AMBTEN EN BETREKKINGEN

Art. 18. § 1. Onverminderd de bij de bijzondere wetten bepaalde onverenigbaarheden mogende de militairen van de actieve kaders noch zelf, noch door tussenpersonen andere betrekkingen, beroepen of bezigheden, zowel in de openbare als in de privé-sector uitoefenen, tenware zij daarvoor niet worden betaald.

Daarenboven mogen zij geen enkele opdracht aanvaarden, noch enige dienst verlenen in een bedrijf met winstoogmerk, zelfs wanneer zij daarvoor niet worden betaald;

(Wet van 22 Dec 89. - **§ 2.** De dienstplichtigen zijn gerechtigd een wijstgevende activiteit uit te oefenen terwijl zij hun dienstplichttermijn vervullen, mits dit verenigbaar is met de belangen van de dienst.

In geval van arbeidsongeval overkomen tijdens de uitoefening van een winstgevende activiteit, blijven de wettelijke bepalingen van toepassing betreffende de schadeloosstelling van de arbeidsongevallen en de burgerlijke aansprakelijkheid van de werkgevers.

Een weigering tot te schrijven aan de belangen van de dienst moet gespecificeerd worden door de militaire overheid van wie deze weigering uitgaat).

Art. 19. Afzonderlijke afwijkingen mogen door de Minister van Landsverdediging worden

service le permette et qu'ils aient lieu en dehors des périodes de prestations au sein des forces armées.)

§ 2. En tout temps, les militaires doivent s'abstenir dans le cadre de leur activité politique de porter la tenue militaire et de faire état de leur qualité militaire.

§ 3. (Loi du 24 Jul 92.- ...)

(Loi du 21 Avr 94.- **Art. 16.** Toute forme de grève est interdite aux militaires.)

Art. 17. Les militaires doivent veiller à la sauvegarde des intérêts moraux et matériels de l'Etat. Ils veillent à ce que le personnel accomplisse consciencieusement ses obligations de service; ils répondent du bon usage et de la conservation des moyens matériels et financiers qui sont mis à leur disposition ou dont ils ont la charge.

CHAPITRE IV. - DU CUMUL DES FONCTIONS ET EMPLOIS

Art. 18. § 1er. Sans préjudice des incompatibilités prévues par les lois particulières, les militaires des cadres actifs ne peuvent exercer ni par eux-mêmes ni par personnes interposées, d'autres emplois, profession ou occupation publics ou privés, sauf s'ils les exercent gratuitement.

Ils ne peuvent en outre accepter aucun mandat ni prêter aucun service même gratuit dans les entreprises à but lucratif.

(Loi du 22 Dec 89. - **§ 2.** Les miliciens sont autorisés à exercer des activités lucratives pendant qu'ils accomplissent leur terme de service à condition qu'elles soient compatibles avec l'intérêt du service.

En cas d'accident de travail survenu pendant l'exercice d'une occupation lucrative, les dispositions légales relatives à la réparation des accidents de travail et à la responsabilité civile des employeurs restent d'application.

Tout refus imputable à l'intérêt du service doit être spécifié par l'autorité militaire dont il émane).

Art. 19. Des dérogations particulières peuvent

toegestaan :

- 1° wanneer het bijkomende betrekkingen, beroepen of bezigheden van openbaar belang betreft, die in verband staan met het onderwijs of waarvoor speciale kennis of bijzondere aanleg is vereist;
- 2° wanneer het bijkomende betrekkingen, beroepen of bezigheden betreft die het algemeen belang van de dienst niet in het gedrang brengen.

De toestemming moet vooraf worden verleend. Zij kan steeds worden ingetrokken.

Art. 20. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de militairen van de actieve kaders wanneer zij, naar gelang van de categorie waartoe zij behoren, op non-activiteit wegens persoonlijke aangelegenheden of met buitengewoon verlof zijn.

Titel II. - BETEUGELING IN TUCHTZAKEN

HOOFDSTUK I. - KRIJGSTUCHELIJKE VERGRIJPEN

Art. 21. § 1. Het niet-naleven van de bepalingen van Titel I is een tuchtrechterlijk vergrijp dat, naargelang van de aspecten die aan ieder bijzonder geval eigen zijn, de toepassing van een der in hoofdstuk II opgesomde straffen tot gevolg kan hebben.

§ 2. Een tuchtrechterlijk vergrijp is eveneens de daad van de militair die :

- 1° zijn kleine uitrustingsstukken verkoopt, weggeeft, uitwisselt, verpandt, beschadigt, vernietigt of op om het even welke wijze doet verdwijnen;
- 2° met andere militairen twist, baldadig of onbeschoft is ten opzichte van andere militairen, voor zover deze handelingen aan de onstuimigheid van de dader te wijten zijn;
- 3° ten nadele van de andere militairen of van de Staat niet belangrijke zaken ontvreemdt.

HOOFDSTUK II. - TUCHTSTRAFFEN

Art. 22. § 1. De tuchtstraffen zijn :

- 1° voor de dienstplichtigen (wet van 08 Jun 78. - voor de vrijwilligers die hun eerste dienstneming

être accordées par le Ministre de la Défense nationale :

- 1° dans les cas d'emplois, professions ou occupations accessoires d'intérêt public se rapportant à l'enseignement ou exigeant des aptitudes ou des connaissances spéciales;
- 2° dans les cas d'emplois, professions ou occupations accessoires ne compromettant pas l'intérêt général du service.

L'autorisation doit être préalable. Elle est toujours révocable.

Art. 20. Ne tombent pas sous l'application du présent chapitre, les militaires des cadres actifs, qui selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, sont en non-activité pour convenances personnelles ou en congé exceptionnel.

Titre II. - LA REPRESSION DISCIPLINAIRE

CHAPITRE I. - LES TRANSGRESSIONS DISCIPLINAIRES

Art. 21. § 1er. Tout manquement aux dispositions du Titre I constitue une transgression disciplinaire qui peut entraîner, selon les aspects propres à chaque cas, l'application de l'une des punitions disciplinaires énumérées au chapitre II.

§ 2. Est également une transgression disciplinaire le fait pour les militaires :

- 1° de vendre, donner, échanger, mettre en gage, endommager, détruire ou faire disparaître d'une manière quelconque leurs effets de petit équipement;
- 2° de se quereller, de se livrer à des excès ou faire preuve d'insolence envers d'autres militaires, pour autant que ces actes soient dus à l'impétuosité de leur auteur;
- 3° de commettre un larcin au détriment d'autres militaires ou de l'Etat.

CHAPITRE II. - LES PUNITIONS DISCIPLINAIRES

Art. 22. § 1er. Les punitions disciplinaires sont :

- 1° pour les miliciens (loi du 08 Jun 78. - et pour les volontaires qui accomplissent leur premier

of wederdienstneming volbrengen en voor de militairen die een vorming van kandidaat-officieren of kandidaat-onderofficieren ofwel een daarop voorbereidende vorming volgen) :

- a) de terechtwijzing;
- b) de vermaning;
- c) het consigne van eenmaal tot viermaal vier uren;
- d) het eenvoudig arrest van 1 tot 8 dagen;
- e) het zwaar arrest van 1 tot 4 dagen.

2° voor de andere militairen :

- a) de terechtwijzing;
- b) de vermaning;
- c) het eenvoudig arrest van 1 tot 8 dagen;
- d) het zwaar arrest van 1 tot 4 dagen.

§ 2. Voor de toepassing van deze wet worden tuchtstraffen ingedeeld in zware en lichte straffen.

De zware straffen zijn :

- voor de officieren, het zwaar arrest en het eenvoudig arrest;
- voor de andere militairen het zwaar arrest.

De andere straffen zijn lichtere straffen.

Art. 23. De terechtwijzing is de waarschuwing welke door de meerdere wordt gegeven aan de militair die de regelen van de tucht overtreden heeft.

Art. 24. de vermaning is de berisping welke door de meerdere wordt gegeven aan de militair die de regelen van de tucht overtreden heeft.

Art. 25. Het consigne brengt met zich mee dat het tijdens de volledige duur van de straf :

- 1° vereist is, buiten de diensturen, bij de eenheid aanwezig te zijn;
- 2° vereist is aan de diensten van algemeen belang deel te nemen;
- 3° verboden is zich naar de kantine, de rookzaal of een andere ontspanningsgelegenheid te begeven.

Art. 26. Het eenvoudig arrest brengt met zich mee dat het tijdens de volledige duur van de straf :

- 1° voor de dienstplichtigen, vereist is bij de eenheid aanwezig te zijn;
- 2° vereist is aan de normale dienst en de diensten van

engagement ou rengagement et pour les militaires qui suivent une formation de candidat officier ou de candidat sous-officier ou une formation préparatoire à celle-ci) :

- a) le rappel à l'ordre;
- b) la remontrance;
- c) la consigne de une à quatre fois quatre heures;
- d) les arrêts simples de 1 à 8 jours;
- e) les arrêts de rigueur de 1 à 4 jours.

2° pour les autres militaires :

- a) le rappel à l'ordre;
- b) la remontrance;
- c) les arrêts simples de 1 à 8 jours;
- d) les arrêts de rigueur de 1 à 4 jours.

§ 2. Pour l'application de la présente loi, les punitions disciplinaires se subdivisent en punitions majeures et en punitions mineures.

Les punitions majeures sont :

- pour les officiers, les arrêts de rigueur et les arrêts simples;
- pour les autres militaires, les arrêts de rigueur.

Les autres punitions sont des punitions mineures.

Art. 23. Le rappel à l'ordre est l'admonestation que donne le supérieur au militaire qui a enfreint la discipline.

Art. 24. La remontrance est la réprimande que donne le supérieur au militaire qui a enfreint la discipline.

Art. 25. La consigne implique pendant la durée de la punition :

- 1° la présence à l'unité en dehors des heures de service;
- 2° la participation aux services d'intérêt général;
- 3° l'interdiction de se rendre à la cantine, à la tabagie ou dans un autre lieu de délasserment.

Art. 26. Les arrêts simples impliquent pendant la durée de la punition :

- 1° la présence à l'unité pour les miliciens;
- 2° la participation au service normal et aux services

algemeen belang deel te nemen;

- 3° verboden is zich naar de kantine, de rookzaal of een andere ontspanningsgelegenheid te begeven.

Art. 27. Het zwaar arrest brengt tijdens de duur van de straf de afzondering in een gesloten kamer met zich mee.

De gestrafte militair neemt nochtans deel aan de normale dienst en aan de diensten van algemeen belang behalve in uitzonderlijke gevallen door de korpsoverste te beoordelen.

Art. 28. Het zwaar arrest kan tot ten hoogste 8 dagen worden uitgebreid :

- 1° indien het krijgstuchtelijk vergrijp bedreven werd tijdens de gewapende operatie of een daarmee gelijkgestelde operatie;
- 2° bij recidive.

Een militair bevindt zich in een toestand van recidive wanneer hij zich binnen een termijn van zes maanden schuldig maakt aan een krijgstuchtelijk vergrijp dat van dezelfde aard is als de feiten waarvoor hij werd veroordeeld of tuchtrechtelijk gestraft.

Deze termijn neemt een aanvang op de dag waarop de militair definitief van de eerste straf in kennis wordt gesteld.

Art. 29. § 1. De terechtwijzing wordt slechts op het strafblad ingeschreven indien de betrokken militair, vóór zijn overplaatsing, opnieuw wordt gestraft door de officier die hem deze straf heeft opgelegd.

§ 2. De andere tuchtstraffen worden op het strafblad ingeschreven wanneer zij definitief uitgesproken zijn.

HOOFDSTUK III. - DE TUCHTRECHTSPLEGING

EERSTE AFDELING. - DE BEVOEGDHEID

Art. 30. Voor de toepassing van deze afdeling moet onder meerdere verstaan worden, de militair die beantwoordt aan de bepaling vermeld in artikel 6, 2° lid, van deze wet.

Wanneer deze militair echter genoodzaakt is een militair met meer anciënniteit of met een hogere graad te straffen, moet hij de zaak verwijzen naar diegene onder zijn meerderen die een hogere graad heeft dan

d'intérêt général;

- 3° l'interdiction de se rendre à la cantine, à la tabagie ou dans un autre lieu de délassement.

Art. 27. Les arrêts de rigueur impliquent, pendant la durée de la punition, l'isolement dans un local fermé.

Toutefois le militaire puni d'arrêts de rigueur participe au service normal et aux services d'intérêt général sauf dans les cas exceptionnels à apprécier par le chef de corps.

Art. 28. Les arrêts de rigueur peuvent être portés à 8 jours maximum :

- 1° si la transgression disciplinaire est commise pendant la durée d'une opération armée ou d'une opération assimilée à celle-ci;
- 2° en cas de récidive.

Est en état de récidive, le militaire qui commet dans un délai de six mois une transgression disciplinaire de même nature que celle pour laquelle il a été condamné ou puni.

Ce délai prend cours au jour de la notification définitive de la première punition.

Art. 29. § 1er. Le rappel à l'ordre n'est inscrit au feuillet de punitions que si le militaire en cause est puni une nouvelle fois, avant sa mutation, par l'officier qui lui a infligé cette punition.

§ 2. Les autres punitions disciplinaires sont inscrites au feuillet de punitions lorsqu'elles sont prononcées de façon définitive.

CHAPITRE III. - LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE

SECTION PREMIERE. - LA COMPETENCE

Art. 30. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par supérieur le militaire qui répond à la définition citée à l'article 6, 2° alinéa de la présente loi.

Toutefois, lorsque ce supérieur est amené à devoir punir un militaire plus ancien ou revêtu d'un grade plus élevé, il doit déférer l'affaire à celui de ses supérieurs dont le grade est plus élevé que celui de

de dader van het tuchtvergrijp. De meerdere doet uitspraak.

Art. 31. § 1. Alleen de meerdere, die ten opzichte van de betrokken militair het ambt van korpscommandant waarneemt, heeft het recht om het straffen.

Een korpscommandant is gemachtigd zijn bevoegdheid om te straffen volledig of gedeeltelijk over te dragen aan de officier die het bevel voert over een detachement of post die afgezonderd is.

§ 2. De lichte straffen mogen evenwel opgelegd worden door de meerdere die ten opzichte van de betrokken militair het ambt van eenheidscommandant waarneemt.

Art. 32. Iedere meerdere van een overheid die een straf heeft opgelegd, mag, bij ontstentenis van een beroep, een straf wijzigen, vernietigen of de uitvoering ervan schorsen. Hij mag evenwel die beslissing slechts treffen na het advies te hebben ingewonnen van de overheid die de straf heeft opgelegd.

Hij mag de straf slechts verzwaren na de gestrafte militair te hebben gehoord die, in dit geval, beroep mag aantekenen.

Art. 33. De territoriale commandanten oefenen het recht om te straffen uit ten opzichte van de militairen die de krijgstucht overtreden wanneer zij naar hun haardstede worden gezonden alvorens met onbepaald verlof te worden geplaatst.

Art. 34. Is een opperofficier in een zaak betrokken, dan wordt het recht om te straffen uitgeoefend door een tuchtcomité dat is samengesteld uit drie luitenant-generaals die door het lot zijn aangewezen. De auditeur-generaal is raadgevend adjunct van dit comité.

Art. 35. Onverminderd de bepalingen van artikel 34 wordt, wanneer een officier onder geen enkele meerdere ressorteert, het recht om te straffen uitgeoefend door de opperofficier met de meeste anciënniteit die tot hetzelfde krijgsmachtdeel als de betrokken officier behoort.

Art. 36. Het recht om de beroepsfouten en de hiermede samenhangende fouten met disciplinair karakter, die door de officieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen of -dierenartsen werden begaan, te bestraffen, wordt uitgeoefend door de onmiddellijke hogere technische hiërarchische autoriteit.

l'auteur de la transgression disciplinaire. Il est statué par ce supérieur.

Art. 31. § 1er. Le droit de punir appartient au supérieur qui exerce les attributions de chef de corps à l'égard du militaire en cause.

Un chef de corps peut déléguer tout ou partie de son pouvoir de punir à l'officier commandant un détachement ou un poste isolé.

§ 2. Les punitions mineures peuvent toutefois être infligées par le supérieur qui exerce les attributions du commandant d'unité à l'égard du militaire en cause.

Art. 32. Tout supérieur d'une autorité qui a infligé une punition peut, en l'absence d'appel, modifier, annuler une punition ou en suspendre l'exécution. Toutefois, il ne peut prendre cette décision qu'après avoir pris l'avis de l'autorité qui a puni.

Il ne peut aggraver la punition qu'après avoir entendu le militaire puni qui, dans ce dernier cas, peut interjeter appel.

Art. 33. Les commandants territoriaux exercent le droit de punir à l'égard des militaires qui commettent des transgressions à la discipline lors de leur renvoi dans leur foyer préalable à leur mise en congé illimité.

Art. 34. Quand un officier général est en cause, le droit de le punir est exercé par un comité de discipline composé de trois lieutenants généraux désignés par le sort. L'auditeur général est adjoint à ce comité comme conseiller.

Art. 35. Sans préjudice des dispositions de l'article 34 quand un officier ne relève d'aucun supérieur, le droit de le punir est exercé par l'officier général le plus ancien appartenant à la même force que l'officier en cause.

Art. 36. Le droit de punir les fautes à caractère professionnel et les fautes à caractère disciplinaire connexes à celles-ci qui sont commises par les officiers médecins, pharmaciens, dentistes ou vétérinaires est exercé par l'autorité hiérarchique technique immédiatement supérieure.

AFDELING II. - DE TUCHTRECHTSPLEGING

Art. 37. Tegen de oplegging van elke tuchtstraf kan beroep worden ingesteld.

Art. 38. De Koning bepaalt de tuchtrechtspleging in eerste aanleg alsook die in beroep.

Het recht van verdediging wordt uitgeoefend overeenkomstig de door de koning vastgestelde regels.

Art. 39. De autoriteit die het recht heeft om te straffen, is bevoegd om uitstel te verlenen, wat betreft de straffen die zij oplegt.

De toekenningsvoorwaarden en de uitwerking van het uitstel worden door de Koning bepaald.

AFDELING III. - UITWISSING VAN DE STRAFFEN

Art. 40. Heeft een militair gedurende een termijn waarvan de duur door de Koning wordt bepaald, geen straf opgelopen voor een krijgstuchtelijk vergrijp of voor een militair misdrijf, dan worden de aantekeningen betreffende de tuchtstraffen die hem werden opgelegd, in het strafblad geschrapt en elk spoor ervan wordt verwijderd.

De modaliteiten in verband met deze schrapping worden door de Koning bepaald.

HOOFDSTUK IV. - ALLERLEI BEPALINGEN

Art. 41. § 1. Wanneer een militair één of meer zware tuchtvergrijpen heeft begaan, kan hij in zijn eenheid onder toezicht worden geplaatst, indien deze maatregel vereist is in het belang van het onderzoek of van de handhaving van de orde;

Deze maatregel wordt genomen door de korpscommandant of door zijn gemachtigde die het commando waarneemt.

§ 2. Een militair die ervan verdacht wordt, een misdrijf te hebben gepleegd, kan, met het oog op zijn terbeschikkingstelling van de gerechtelijke overheid, onder dezelfde voorwaarden onder toezicht worden geplaatst.

§ 3. Het onder toezicht plaatsen mag vierentwintig uur niet te boven gaan.

Art. 42. Het recht om een tuchtstraf op te

SECTION II. - LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE

Art. 37. Appel peut être interjeté contre toute infraction d'une punition disciplinaire.

Art. 38. Le Roi règle la procédure disciplinaire en premier ressort ainsi que la procédure d'appel.

Le droit de la défense est exercé conformément aux règles arrêtées par le Roi.

Art. 39. L'autorité investie du droit de punir à la faculté d'accorder un sursis pour des punitions qu'elle inflige.

Le Roi détermine les conditions d'octroi et les effets du sursis.

SECTION III. - L'EFFACEMENT DES PUNITIONS

Art. 40. Quand un militaire, pendant une période dont la durée est fixée par le Roi, n'a encouru aucune punition pour une transgression disciplinaire, ni aucune peine pour une infraction militaire, l'inscription des punitions militaires qui lui ont été infligées est effacée du feuillet de punitions et toute trace en est supprimée.

Le Roi fixe les modalités de cet effacement.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 41. § 1er. Lorsqu'un militaire s'est rendu coupable d'une ou plusieurs transgressions disciplinaires graves, il peut être mis sous contrôle dans son unité si cette mesure est requise pour les besoins de l'enquête ou du maintien de l'ordre.

Elle est décidée par le chef de corps ou par son délégué assurant la permanence de commandement.

§ 2. Un militaire prévenu d'avoir commis une infraction peut également être mis sous contrôle dans les mêmes conditions, aux fins d'être déféré aux autorités judiciaires.

§ 3. La mise sous contrôle ne peut excéder vingt-quatre heures.

Art. 42. Le droit d'infliger une punition

leggen verjaart één jaar na het vergrijp.

De verjaring wordt gestuit door elke disciplinaire of gerechtelijke procedureakte die gesteld wordt in de in vorig lid bepaalde termijn.

De verjaring wordt geschorst wanneer de betrokken militair van het leger is gescheiden.

Art. 43. Aan een militair mogen geen tuchtstraffen worden opgelegd :

- 1° voor dezelfde feiten als die waarvoor hij door de strafrechter veroordeeld is, zelfs niet wanneer het gepleegde misdrijf tevens een krijgstuchtelijk vergrijp is;
- 2° wanneer hij door de strafrechter onschuldig is verklaard aan de hem toegeschreven feiten.

Art. 44. De bepalingen van artikel 24 van de wet van 15 juni 1899 houdende titel I van het Wetboek van militaire strafvordering worden vervangen door de volgende bepalingen :

Art. 24. § 1. Het gewone of het militaire openbaar ministerie, de kamer van inbeschuldigingstelling of de raadkamer, de rechterlijke commissie bij het Militair Gerechtshof of bij een krijgsraad en elke strafrechtbank die wordt belast met de vervolging van een misdrijf dat weinig ernstig schijnt te zijn, mogen de verdachte militair naar diens korpscommandant verwijzen om hem krijgstuchtelijk te doen straffen.

§ 2. De beschikking van de rechterlijke commissie wordt bij meerderheid van stemmen genomen. De auditeur-generaal of de krijgsauditeur kan bij een verklaring ter griffie binnen een termijn van drie dagen hoger beroep instellen tegen deze beslissing. Over dit hoger beroep wordt bij hoogdringendheid uitspraak gedaan door het Militair Gerechtshof wanneer het beroep wordt ingesteld tegen een beschikking van de rechterlijke commissie bij dit hof, en door de bevoegde krijgsraad in de andere gevallen.

§ 3. Het Militair Gerechtshof of de krijgsraad die uitspraak moet doen over het hoger beroep ingesteld door de auditeur-generaal of de krijgsauditeur zetelt in de raadkamer. De dag en het uur van de zitting worden door de auditeur-generaal of de krijgsauditeur aan de betrokken militair medegedeeld, ofwel rechtstreeks bij een akte die door de griffier wordt medeondertekend, ofwel door een aangetekende brief met ontvangstbewijs, ofwel door toedoen van de hiërarchische militaire overheid of nog, wanneer de betrokken militair gedetineerd is,

disciplinaire est prescrit un an après la transgression.

La prescription est interrompue par tout acte de procédure disciplinaire ou judiciaire effectuée dans le délai fixé par l'alinéa précédent.

La prescription est suspendue quand le militaire en cause est séparé de l'armée.

Art. 43. Aucune punition disciplinaire ne peut être infligée à un militaire :

- 1° pour des faits identiques à ceux pour lesquels il a été condamné par les juridictions pénales, même si cette infraction constitue également une transgression disciplinaire;
- 2° lorsqu'il a été déclaré par les juridictions pénales, non coupable des faits qui lui sont reprochés.

Art. 44. Les dispositions de l'article 24 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre I du Code de procédure pénale militaire sont remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 24. § 1. Le ministère public ordinaire ou militaire, la chambre des mises en accusation ou la chambre du conseil, la commission judiciaire de la cour militaire ou du conseil de guerre et toute juridiction pénale saisie de la poursuite d'une infraction qui paraît présenter peu de gravités, peuvent renvoyer le prévenu militaire à son chef de corps pour être puni disciplinairement.

§ 2. L'ordonnance de la commission judiciaire est prise à la majorité des voix. L'auditeur général ou l'auditeur militaire peuvent interjeter appel de cette décision dans les trois jours par une déclaration faite au greffe. Il est statué d'urgence, sur ce recours, par la cour militaire pour les ordonnances de la commission judiciaire de celle-ci, par un conseil de guerre compétent dans les autres cas.

§ 3. La Cour militaire ou le conseil de guerre, saisi de l'appel de l'auditeur général ou de l'auditeur militaire siègent en chambre du conseil. Le militaire en cause est avisé par l'auditeur général ou l'auditeur militaire du jour et de l'heure de l'audience, soit directement par un acte contresigné par le greffier, soit par une lettre recommandée confiée par l'auditeur à la poste avec l'accusé de réception, soit par l'intermédiaire de l'autorité hiérarchique militaire ou encore, si le militaire en cause est détenu, par l'intermédiaire du directeur de la prison.

door toedoen van de directeur van de gevangenis.

Titel III. - SLOTBEPALINGEN

Art. 45. (opgeheven door de wet van 24 Jul 92).

Art. 46. Artikel 71, § 2, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. De dienstplichtigen, die tuchtstraffen hebben opgelopen en degenen die zich aan ongewettigde afwezigheden hebben schuldig gemaakt, worden, ongeacht hun rang, onder de wapens gehouden

- één dag per dag zwaar arrest;
- twee dagen per dag ongewettigde afwezigheden."

Art. 47. Artikel 15, § 1, 1°, van dezelfde wetten wordt vervangen door de volgende tekst :

1° wie, bij ontzetting of vervallenverklaring, het recht verloren heeft om in het leger te dienen, tot militaire degradatie is veroordeeld ofwel krachtens artikel 7bis uit het leger is weggezonden.

Art. 48. Een artikel 71bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wetten ingevoegd :

"Art. 71bis. § 1. De wegzending uit het leger wordt uitgesproken tegen de dienstplichtigen in werkelijke dienst en de militairen met onbepaald verlof :

- 1° die volstrekt onverbeterlijk blijken en onwaardig van het leger deel uit te maken;
- 2° die veroordeeld zijn tot één of meer bij artikel 15, § 1, 2°, 3° en 4°, vermelde straffen.

§ 2. De wegzending uit het leger heeft van rechtswege de ontneming van de graad ten gevolge."

Art. 49. § 1. Opgeheven worden :

- 1° het keizerlijk decreet van 16 juni 1808 betreffende het huwelijk van de militairen met werkelijke dienst;
- 2° het decreet van 3 augustus 1808 waarbij op de marine-officieren, op de officieren van de artillerietroepen van de marine, op de officieren van de maritieme genie, op de beheerders van de marine, de bepalingen van het decreet van 16 juni 1808 betreffende het huwelijk van de militairen

Titre III. - DISPOSITIONS FINALES

Art. 45. (abrogé par la loi du 24 Jul 92).

Art. 46. L'article 71, § 2, des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, modifié par la loi du 4 juillet 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Quel que soit leur grade, les miliciens qui ont subi des punitions disciplinaires et ceux qui se sont rendus coupables d'absence illégale sont maintenus sous les armes :

- un jour par jour d'arrêt de rigueur;
- deux jours par jour d'absence illégale."

Art. 47. L'article 15, § 1er, 1°, des mêmes lois est remplacé par le texte suivant :

1° celui qui est privé, par interdiction ou déchéance, du droit de servir dans l'armée, qui a été condamné à la dégradation militaire ou qui a été renvoyé de l'armée en vertu de l'article 71bis.

Art. 48. Un article 71bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois :

"Art. 71bis. § 1er. Le renvoi de l'armée est prononcé à l'égard des miliciens en service actif et des militaires en congé illimité :

- 1° qui se montrent absolument incorrigibles et indignes de faire partie de l'armée;
- 2° qui ont été condamnés à une ou plusieurs peines prévues à l'article 15, § 1er, 2°, 3° et 4°.

§ 2. Le renvoi de l'armée entraîne de plein droit le retrait du grade."

Art. 49. § 1er. Sont abrogés :

- 1° le décret impérial du 16 juin 1808 concernant le mariage des militaires en activité de service;
- 2° le décret du 3 août 1808 qui applique aux officiers de marine, aux officiers des troupes d'artillerie de la marine, aux officiers du génie maritime, aux administrateurs de la marine, les dispositions du décret du 16 juin 1808, relatif au mariage des militaires en activité de service ;

- met werkelijke dienst worden toegepast;
- 3° het decreet van 28 augustus 1808 ter aanvulling van het decreet van 16 juni 1808 betreffende het huwelijk van de militairen;
- 4° het besluit van de Soevereine Vorst der Verenigde Nederlanden van 16 februari 1814 waarbij voor Holland de voorwaarden worden vastgesteld waaraan het huwelijk van de officieren moet voldoen;
- 5° de artikelen 4 tot 14 van de rechtspleging bij de landmacht van 20 juli 1814 en de artikelen 2 tot 14 van de rechtspleging bij de zeemacht van 20 juli 1814;
- 6° het besluit van de Soevereine Vorst van 20 juli 1814, houdende reglement van krijgsmacht voor het krijgsvolk te water;
- 7° het besluit van de Soevereine Vorst der Verenigde Nederlanden van 21 augustus 1814 houdende dat de reglementen voor de Hollandse troepen in werking worden gesteld voor de Belgsiche troepen op 1 september, in zover het besluit van de Soevereine Vorst van 16 februari 1814 in werking stelt voor België;
- 8° het besluit van Soevereine Vorst van 15 maart 1815 houdende reglement van krijgstucht of discipline voor het krijgsvolk te lande, zoals het naderhand is gewijzigd;
- 9° het koninklijk besluit van 31 oktober 1915 dat de inwerkingtreding, in België, van het Militair Strafwetboek en het tuchtreglement beveelt, in zover het in België de artikelen 4 tot 14 van de rechtspleging bij de landmacht, de artikelen 2 tot 14 van de rechtpleging bij de zeemacht, het reglement van krijgstucht voor het krijgsvolk te lande en het reglement van krijgstucht voor het krijgsvolk te water in werking stelt;
- 10° in artikel 5 van het besluit van het Voorlopig Bewind van 27 oktober 1830 op de voorlopige organisatie van het Belgisch leger, de woorden "et de discipline";
- 11° het koninklijk besluit van 9 mei 1842 betreffende het huwelijk van officieren;
- 12° in artikel 2 van de wet van 24 maart 1846 betreffende de verkoop van militaire voorwerpen, de woorden "en artikel 19 van het tuchtreglement";
- 13° het koninklijk besluit van 13 november 1908 tot wijziging van de bepalingen van de koninklijke
- 3° le décret du 28 août 1808, additionnel à celui du 16 juin 1808, relatif au mariage des militaires;
- 4° l'arrêté du Prince Souverain des Pays-Bas Unis, du 16 février 1814 réglant pour la Hollande, les conditions requises pour le mariage des officiers;
- 5° les articles 4 à 14 du Code de procédure à l'armée de terre du 20 juillet 1814 et les articles 2 à 14 du Code de procédure à l'armée de mer du 20 juillet 1814;
- 6° l'arrêté du Prince Souverain du 20 juillet 1814, portant règlement de discipline militaire pour l'armée de mer;
- 7° l'arrêté du Prince Souverain des Pays-Bas, du 21 août 1814 portant que les règlements pour les troupes hollandaises seront mis en vigueur pour les troupes belges au 1er septembre, en tant qu'il met en vigueur en Belgique l'arrêté du Prince Souverain du 16 février 1814;
- 8° l'arrêté du Prince Souverain du 15 mars 1815 portant règlement de discipline militaire pour l'armée de terre, tel qu'il a été ultérieurement modifié;
- 9° l'arrêté royal du 31 octobre 1815 qui ordonne la mise en vigueur en Belgique du Code pénal militaire et du règlement de discipline, en tant qu'il met en vigueur en Belgique les articles 4 à 14 du Code de procédure à l'armée de terre et les articles 2 à 14 du Code de procédure à l'armée de mer, le règlement de discipline militaire pour l'armée de terre et le règlement de discipline militaire pour l'armée de mer;
- 10° dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830 sur l'organisation provisoire de l'armée belge les mots "et de discipline";
- 11° l'arrêté royal du 9 mai 1842 qui est relatif au mariage des officiers;
- 12° dans l'article 2 de la loi du 24 mars 1846 sur la vente des effets militaires, les mots "l'article 19 du règlement de discipline";
- 13° l'arrêté royal du 13 novembre 1908 apportant des modifications aux dispositions des arrêtés royaux

besluiten van 9 mei 1842 en van 27 februari 1857 betreffende het huwelijk van officieren;

- 14° het koninklijk besluit van 15 januari 1912 betreffende het huwelijk van leerlingen van de Koninklijke Militaire School;
- 15° het koninklijk besluit van 30 mei 1916 houdende vaststelling van het militair tuchtreglement, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1959, alsmede de erbij gevoegde modellen;
- 16° het koninklijk besluit van 24 maart 1920 betreffende het huwelijk van officieren;
- 17° artikel 35 van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren;
- 18° artikel 99, eerste lid, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964;
- 19° artikel 37, 12°, van het koninklijk besluit van 27 juni 1966 tot regeling van de dienst en het tuchtregime van de gewetensbezwaarden die bij de civiele bescherming zijn ingedeeld;
- 20° artikel 12, 1°, van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School.

§ 2. Eveneens opgeheven worden alle verordeningsbepalingen, vastgesteld ter uitvoering van de onder § 1, 1° tot 4° en 16°, genoemde teksten, alsook van artikel 22 van het besluit van de Soevereine Vorst der Verenigde Nederlanden van 15 maart 1815 houdende het reglement van krijgstucht of discipline van het krijgsvolk te lande.

Kondigen deze af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 januari 1975.

du 9 mai 1842 et du 27 février 1857, sur le mariage des officiers;

- 14° l'arrêté royal du 15 janvier 1912 qui est relatif au mariage des élèves de l'Ecole royale militaire;
- 15° l'arrêté royal du 30 mai 1916 qui établit le nouveau règlement de discipline militaire, modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1959, ainsi que les modèles y annexés;
- 16° l'arrêté royal du 24 mars 1920 qui est relatif au mariage des officiers;
- 17° l'article 35 de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve;
- 18° l'article 99, alinéa 1er, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, modifié par la loi du 4 juillet 1964;
- 19° l'article 37, 12°, de l'arrêté royal du 27 juin 1966 organisant le service et le régime disciplinaire des objecteurs de conscience affectés à la protection civile;
- 20° l'article 12, 1°, de l'arrêté royal du 14 novembre 1968, relatif à l'organisation de l'école royale militaire.

§ 2. Sont également abrogées toutes les dispositions réglementaires prises en exécution des textes cités au § 1er, 1° à 4° et 16°, ainsi que de l'article 22 de l'arrêté du prince Souverain des Pays-Bas Unis du 15 mars 1815 portant règlement de discipline militaire pour l'armée de terre.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1975.

BUNDEL VAN WETTEN

II

KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 JUNI 1980 (1)
BETREFFENDE DE MILITAIRE

RECUEIL DES LOIS

II

ARRETE ROYAL DU 19 JUNI 1980 (1) RELATIF A
LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE MILITAIRE.

TUCHTRECHTSPLEGING.

Gewijzigd door :

- K.B. van 4 november 1980 (B.S. van 14 Nov 80)
- K.B. van 12 april 1988 (B.S. van 29 Apr 88)
- K.B. van 11 augustus 1994 (B.S. van 24 Aug 94)
(2)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Gelet op de wet van 14 januari 1975 houdende het
tuchtreglement van de krijgsmacht, gewijzigd bij de
wet van 8 juni 1978;

Gelet op het advies van de commissie van advies
voor het militair personeel van de land-, de lucht- en
de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de commissie van advies
voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van
Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

(1) B.S. van 08 Okt 80.

(2) K.B. betreffende de rechtstoestanden van het
militair personeel.

Afdeling 1. - **Algemeen**

Artikel 1. § 1. Iedere meerdere die van
oordeel is dat een tuchtvergrijp is gepleegd, zendt aan
de functionele meerdere die de bevoegdheid van
eenheidscommandant uitoefent een informatieverslag
dat een relaas van de feiten geeft.

De eenheidscommandant maakt, in voorkomend
geval, de zaak aanhangig bij de autoriteiten bedoeld
bij de artikelen 33 tot 36 van de wet van 14 januari
1975 houdende het tuchtreglement van de
krijgsmacht.

§ 2. Aan de steller van het verslag wordt
op zijn verzoek meegedeeld welk gevolg aan de zaak
gegeven is.

Modifié par :

- A.R. du 4 novembre 1980 (M.B. du 14 Nov 80)
- A.R. du 12 avril 1988 (M.B. du 29 Avr 88)
- A.R. du 11 août 1994 (M.B. du 24 Aou 94) (2)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement
de discipline des forces armées, modifiée par la loi du
8 juin 1978;

Vu l'avis de la commission consultative du
personnel militaire des forces terrestre, aérienne et
navale et du service médical;

Vu l'avis de la commission consultative du
personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense
nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

(1) M.B. du 08 Oct 80.

(2) A.R. relatif aux statuts du personnel militaire.

Section première. - **Généralités**

Article 1er. § 1er. Tout supérieur qui estime
qu'une transgression disciplinaire a été commise
envoie au supérieur fonctionnel qui exerce les
attributions de commandant d'unité un rapport
d'information relatant les faits.

Le commandant d'unité en saisit, le cas échéant,
l'autorité visée aux articles 33 à 36 de la loi du 14
janvier 1975 portant le règlement de discipline des
forces armées.

§ 2. L'auteur du rapport est informé, à sa
demande, de la suite qui a été réservée à l'affaire.

Art. 2. § 1. De tuchtrechtspleging verloopt, behoudens andersluidende bepaling, mondeling.

De rechtspleging kan echter schriftelijk worden gevoerd indien de tot straffen bevoegde autoriteit oordeelt dat het verschijnen van de betrokken militair de goede werking van de dienst zou kunnen belemmeren, indien de betrokkene uit het korps afwezig is of indien hij gedurende de rechtspleging van korps is veranderd.

§ 2. Behoudens andersluidende bepalingen wordt de tuchtrechtspleging voor de leden van het personeel van de rijkswacht schriftelijk gevoerd.

(K.B. van 12 Apr 88. - De rechtspleging kan echter mondeling worden gevoerd voor het opleggen van een andere straf dan arrest wegens een tuchtvergrijp dat niet wordt betwist.)

Afdeling 2. - Tot straffen bevoegde autoriteiten

Art. 3. § 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 32 tot 36 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, bepalen de voorzieningen van de paragrafen 2 tot 6 welke autoriteiten bevoegd zijn tot straffen in eerste aanleg.

§ 2. De lichte straffen worden onder voorbehoud van de bepalingen van § 5, in eerste aanleg opgelegd door de functionele meerdere die ten opzichte van de betrokken militair de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefent.

§ 3. Bij gebrek aan een functionele meerdere die ten opzichte van de betrokken militair de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefent, worden de lichte straffen in eerste aanleg opgelegd door de functionele meerdere die ten opzichte van de betrokken militair de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent.

§ 4. De zware straffen worden in eerste aanleg opgelegd door de functionele meerdere die ten opzichte van de betrokken militair de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent.

§ 5. Wanneer de autoriteit waarvan sprake in § 2 oordeelt dat het tuchtvergrijp moet bestraft worden met een zware straf, maakt zij de zaak aanhangig bij de autoriteit bedoeld in § 4.

Oordeelt deze laatste autoriteit dat het vergrijp moet bestraft worden met een lichte straf, dan legt zij

Art. 2. § 1er. Sauf disposition contraire, la procédure disciplinaire est orale.

La procédure peut toutefois être écrite lorsque l'autorité investie du droit de punir estime que la comparution du militaire en cause est de nature à nuire au bon fonctionnement du service ou lorsque l'intéressé n'est pas présent au corps ou lorsqu'il a changé de corps en cours de procédure.

§ 2. Sauf disposition contraire, la procédure disciplinaire est écrite pour les membres du personnel de la gendarmerie.

(A.R. du 12 Avr 88. - La procédure peut toutefois être orale s'il s'agit d'infliger une peine autre que celle des arrêts, pour une faute disciplinaire qui n'est pas contestée.)

Section 2. - Autorités investies du droit de punir

Art. 3. § 1er. Sous réserve des dispositions des articles 32 à 36 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, les autorités investies du droit de punir en premier ressort sont déterminées par les dispositions formant les paragraphes 2 à 6.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 5, les punitions mineures sont infligées en premier ressort par le supérieur fonctionnel qui exerce les attributions de commandant d'unité à l'égard du militaire en cause.

§ 3. A défaut de supérieur fonctionnel exerçant, à l'égard du militaire en cause, les attributions de commandant d'unité, les punitions mineures sont infligées en premier ressort par le supérieur fonctionnel exerçant à son égard les attributions de chef de corps.

§ 4. Les punitions majeures sont infligées en premier ressort par le supérieur fonctionnel qui exerce les attributions de chef de corps à l'égard du militaire en cause.

§ 5. Lorsque l'autorité visée au § 2 estime que la transgression disciplinaire doit être sanctionnée par une punition majeure, elle en saisit l'autorité visée au § 4.

Si cette dernière estime que la transgression doit être sanctionnée par une punition mineure, elle

deze op of maakt de zaak opnieuw aanhangig bij de eerste autoriteit.

§ 6. De chef van de generale staf, de commandant van de rijkswacht, de stafchefs van de land-, lucht- en zeemacht en de chef van de medische dienst wijzen, ieder wat hem betreft, de functionele meerderen aan die de bevoegdheid van korpscommandant waarnemen en degenen die de bevoegdheid van eenheidscommandant waarnemen.

§ 7. De bevoegdheid van de militaire autoriteit inzake tuchtrechtspleging wordt bepaald door haar hoedanigheid op de datum van de procedurehandeling.

Art. 4. De territoriale commandanten bedoeld in artikel 33 van de wet van 14 januari 1975 zijn, in eerste aanleg, de officieren die de bevoegdheid van plaatscommandant uitoefenen.

Art. 5. De autoriteiten die in hoger beroep beslissen zijn :

1° voor de straffen in eerste aanleg opgelegd door de meerdere die de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefent :

de functionele meerdere die ten opzichte van de betrokken militair de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent;

2° voor de straffen in eerste aanleg opgelegd :

a. hetzij door de meerdere die de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent;

b. hetzij door de technische hiërarchische autoriteit waarvan sprake in artikel 36 van de wet van 14 januari 1975;

c. hetzij door een meerdere die gebruik gemaakt heeft van het recht waarvan sprake in artikel 32 van die wet :

de rechtstreekse functionele meerderen van deze autoriteiten;

3° voor de straffen in eerste aanleg opgelegd door de plaatscommandanten :

de provinciecommandanten of de commandanten van de onder-sectoren voor de Belgische strijdkrachten in Duitsland;

4° voor de straffen in eerste aanleg opgelegd door het tuchtcomité waarvan sprake in artikel 34 van de wet van 14 januari 1975 :

een tuchtcomité van beroep daartoe samengesteld uit vijf luitenant-generaals aangewezen door het lot onder diegenen die niet in eerste aanleg beslist

l'inflige ou renvoie l'affaire à la première autorité.

§ 6. Le chef d'état-major général, le commandant de la gendarmerie, les chefs d'état-major des forces terrestre, aérienne et navale et le chef du service médical désignent, chacun en ce qui le concerne, les supérieurs fonctionnels qui exercent les attributions de chef de corps et ceux qui exercent les attributions de commandant d'unité.

§ 7. La compétence de l'autorité militaire en matière de procédure disciplinaire est déterminée par sa qualité à la date de l'acte de procédure.

Art. 4. Les commandants territoriaux visés à l'article 33 de la loi du 14 janvier 1975 sont, en premier ressort, les officiers exerçant les attributions de commandant de place.

Art. 5. Les autorités appelées à statuer en appel sont :

1° pour les punitions infligées en premier ressort par le supérieur qui exerce les attributions de commandant d'unité :

le supérieur fonctionnel qui exerce les attributions de chef de corps à l'égard du militaire en cause;

2° pour les punitions infligées en premier ressort :

a. soit par le supérieur qui exerce les attributions de chef de corps;

b. soit par l'autorité hiérarchique technique visée à l'article 36 de la loi du 14 janvier 1975;

c. soit par un supérieur qui a usé du droit visé à l'article 32 de cette loi :

Les supérieurs fonctionnels immédiats de ces autorités

3° pour les punitions infligées en premier ressort par les commandants de place :

les commandants de province ou les commandants des sous-secteurs pour les forces belges en Allemagne;

4° pour les punitions infligées en premier ressort par le comité de discipline visé à l'article 34 de la loi du 14 janvier 1975 :

un comité de discipline d'appel composé à cet effet de cinq lieutenants généraux désignés par le sort

hebben;

5° voor de straffen in eerste aanleg opgelegd door de opperofficier bedoeld bij artikel 35 van de wet van 14 januari 1975 of door een functionele meerdere die zelf niet onder het functioneel gezag van een meerdere staat :

een tuchtcomité van beroep daartoe samengesteld uit drie luitenant-generaals aangewezen door het lot onder diegenen die niet in eerste aanleg beslist hebben.

Art. 6. § 1. De beslissing van een functionele meerdere om gebruik te maken van het recht van hervorming bedoeld in artikel 32 van de wet van 14 januari 1975, moet worden genomen en er moet de betrokken militair en de autoriteit die de straf heeft opgelegd kennis van gegeven worden ten vroegste de derde en uiterlijk de vijfde dag nadat laatstgenoemde autoriteit de straf ter kennis heeft gebracht. De kennisgeving van deze beslissing schorst de uitvoering van de straf.

§ 2. De op grond van het recht van hervorming genomen beslissing moet ter kennis van de betrokken militair worden gebracht uiterlijk de twaalfde dag na die waarop hij kennis heeft gekregen van de straf die aanleiding heeft gegeven tot de uitoefening van dit recht.

§ 3. In de termijnen waarvan sprake in paragrafen 1 en 2 worden de zaterdagen, de zondagen en de dagen waarop de dienst wordt geregeld zoals op zondag, niet meegerekend.

Bij schriftelijke rechtspleging worden de maximumtermijnen respectievelijk op twintig dagen en op veertig dagen gebracht.

Art. 7. (Opgeheven door het K.B. van 12 Apr 88).

Afdeling 3. - Rechten van de verdediging

Art. 8. § 1. Geen straf kan worden opgelegd :

1° zonder dat de betrokken militair vooraf kennis heeft gekregen van het hem ten laste gelegde tuchtvergreep;

2° zonder dat hij, te dien opzichte, zijn verdedigingsmiddelen heeft kunnen doen gelden;

3° buiten zijn aanwezigheid tenzij de rechtspleging schriftelijk verloopt.

§ 2. Elke straf moet de betrokken militair ter kennis gebracht worden met aanduiding van het

parmi ceux qui n'ont pas statué en premier ressort;

5° pour les punitions infligées en premier ressort par l'officier général visé à l'article 35 de la loi du 14 janvier 1975 ou par un supérieur fonctionnel ne relevant pas lui-même de l'autorité fonctionnelle d'un supérieur :

un comité de discipline d'appel composé à cet effet de trois lieutenants généraux désignés par le sort parmi ceux qui n'ont pas statué en premier ressort.

Art. 6. § 1er. La décision d'un supérieur fonctionnel d'user du droit de réformation visé à l'article 32 de la loi du 14 janvier 1975 doit être prise et notifiée au militaire en cause et à l'autorité qui a infligé la punition, au plus tôt le troisième jour et au plus tard le cinquième jour après que cette dernière autorité a fait connaître la punition. La notification de cette décision suspend l'exécution de la punition.

§ 2. La décision prise sur base du droit de réformation doit être portée à la connaissance du militaire en cause au plus tard le douzième jour qui suit celui où il a eu connaissance de la punition ayant fait l'objet de l'usage de ce droit.

§ 3. Dans les délais visés aux paragraphes 1er et 2 ne sont pas comptés les samedis, dimanches et jours où le service est réglé comme le dimanche.

En procédure écrite, les délais maximums sont portés respectivement à vingt jours et quarante jours.

Art. 7. (Abrogé par l'A.R. du 12 Avr 88).

Section 3. - Droits de la défense

Art. 8. § 1er. Aucune punition ne peut être infligée :

1° sans que le militaire en cause ait eu au préalable connaissance de la transgression retenue à sa charge;

2° sans que celui-ci ait pu faire valoir ses moyens de défense à cet égard;

3° en dehors de sa présence, sauf si la procédure est écrite.

§ 2. Toute punition doit être portée à la connaissance du militaire en cause en indiquant le

motief van de straf alsmede, in voorkomend geval, van de motieven waarom het advies van de tuchtraad niet gevolgd werd.

§ 3. Bij mondelinge rechtspleging wordt aan de betrokken militair, indien hij het vraagt, schriftelijk kennis gegeven van de straf en de in paragraaf 2 bedoelde motieven.

§ 4. Na het ter kennis brengen van de straf aan de betrokken militair mogen de militair en zijn verdediger, zo zij erom verzoeken, het tuchtdossier raadplegen, en ervan afschriften maken op de plaats en het ogenblik die zijn vastgelegd door de autoriteit die deze straf heeft opgelegd.

Art. 9. Bij zijn verdediging voor de tot straffen bevoegde autoriteit evenals voor een tuchtraad, mag de betrokken militair zich laten bijstaan door een militair (K.B. van 11 Aug 94.- van zijn keuze, voor zover die aanwezigheid de rechtspleging niet vertraagt).

De verdediger kan zich steeds verschonen.

Hij voert zijn taak in volledige onafhankelijkheid uit.

Bij zijn verdediging van een tuchtraad mag de betrokken militair zich eveneens laten bijstaan door een advocaat.

Afdeling 4. - **Rechtspleging in eerste aanleg**

Art. 10. § 1. De in eerste aanleg tot straffen bevoegde autoriteit die kennis krijgt van feiten welke naar haar oordeel tot tuchtvervolgning aanleiding moeten geven, stelt een tuchtordering tegen de dader van het vergrijp in door hem bij afschrift kennis te geven van een inleidend verslag.

Vóór deze beslissing kan een voorafgaand onderzoek plaatshebben op basis waarvan eventueel toepassing zal gemaakt worden van artikel 3, § 5.

§ 2. Het inleidend verslag vermeldt de identiteit van de betrokken militair, in voorkomend geval de identiteit van de getuigen, de ten laste gelegde tuchtvergrijpen, de termijn waarbinnen een verweerschrift kan worden ingediend en, wanneer de rechtspleging mondeling wordt gevoerd, het vermoedelijk tijdstip van verschijning.

Dat inleidend verslag mag het dienovereenkomstig aangevulde informatieverlag zijn.

§ 3. De betrokken militair mag een

motif de la punition ainsi que, le cas échéant, les motifs pour lesquels l'avis du conseil de discipline n'a pas été suivi.

§ 3. En procédure orale et si le militaire en cause le demande, la punition et les motifs visés au paragraphe 2 lui sont notifiés par écrit.

§ 4. Après que la punition ait été portée à la connaissance du militaire en cause, celui-ci et son défenseur peuvent à leur demande consulter et prendre copie du dossier disciplinaire à l'endroit et au moment déterminés par l'autorité qui a infligé cette punition.

Art. 9. Pour assurer sa défense devant l'autorité investie du droit de punir ainsi que devant un conseil de discipline, le militaire en cause peut se faire assister par un militaire (A.R. du 11 Aou 94.- de son choix, pour autant que cette présence ne retarde pas la procédure).

Le défenseur est toujours libre de se récuser.

Il exerce sa charge en toute indépendance.

Pour assurer sa défense devant un conseil de discipline, le militaire en cause peut également se faire assister par un avocat.

Section 4. - **Procédure en premier ressort**

Art. 10. § 1er. L'autorité investie du droit de punir en premier ressort, qui a connaissance de faits dont elle estime qu'ils doivent donner lieu à des poursuites disciplinaires, ouvre une action disciplinaire contre l'auteur de la transgression en lui notifiant, en copie, un rapport introductif.

Cette décision peut être précédée d'une enquête préalable sur base de laquelle il sera éventuellement fait application de l'article 3, § 5.

§ 2. Le rapport introductif mentionne l'identité du militaire en cause, le cas échéant l'identité des témoins, les transgressions disciplinaires retenues, le délai dans lequel un mémoire justificatif peut être introduit, et, en procédure orale, le moment probable de la comparution.

Ce rapport introductif peut être constitué du rapport d'information complété en conséquence.

§ 3. Le militaire en cause peut introduire

verweerschrift indienen bij de autoriteit die in eerste aanleg beslist.

§ 4. De betrokken militair beschikt over de nodige tijd om zijn verdediging voor te bereiden en een verweerschrift in te dienen.

Deze tijd mag niet minder bedragen dan zes uren gelegen tussen acht uur en tweeëntwintig uur en komt niet in aanmerking voor de berekening van de wekelijkse werktijd.

Art. 11. § 1. De tot straffen bevoegde autoriteit stelt ieder onderzoek in dat kan leiden tot het ontdekken van de waarheid of doet het door een meerdere van de betrokken militair instellen, waartoe inzonderheid, ambtshalve of op aanvraag van de betrokken militair ieder dienstig getuigenis wordt afgenomen.

§ 2. De betrokken militair woont de verklaring van de getuigen bij; van schriftelijke getuigenissen neemt hij inzage.

(K.B. van 04 Nov 80. - Bij mondelinge rechtspleging mag de verdediger de verklaring van de getuigen bijwonen voor zover de rechtspleging door die aanwezigheid niet wordt vertraagd.)

(K.B. van 12 Apr 88. - **§ 3.** Wordt de zaak bij de hogere overheid aanhangig gemaakt overeenkomstig de rechtspleging bepaald in artikel 3, § 5, dan wordt het inleidend verslag, bedoeld in artikel 10, § 1, haar toegezonden en wordt de rechtspleging voortgezet op grond van dat verslag en, in voorkomend geval, op grond van het reeds verrichte onderzoek.)

Art. 12. Onverminderd de bepalingen van artikel 2 verschijnt de betrokken militair voor de tot straffen bevoegde autoriteit in aanwezigheid van een militair die bekleed is met een hogere graad dan de zijne, deel uitmaakt van dezelfde eenheid en het informatieverslag niet heeft opgesteld.

Zo de betrokken militair erom verzoekt wordt hij alleen verhoord.

Art. 13. (Opgeheven door het K.B. van 12 Apr 88).

Art. 14. (Opgeheven door het K.B. van 12 Apr 88).

Afdeling 5. - Hoger beroep

Art. 15. § 1. De gestrafte militair heeft het recht hoger beroep in te stellen.

Op dat beroep wordt in laatste aanleg beschikt.

§ 2. Het hoger beroep kan gericht zijn

un mémoire justificatif auprès de l'autorité statuant en premier ressort.

§ 4. Le militaire en cause dispose du temps nécessaire pour préparer sa défense et introduire un mémoire.

Ce temps ne peut être inférieur à six heures situées entre huit heures et vingt-deux heures et n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du temps de travail hebdomadaire.

Art. 11. § 1er. L'autorité investie du droit de punir procède ou fait procéder par un supérieur du militaire en cause à toute enquête utile à la manifestation de la vérité, notamment en recueillant, d'office ou à la demande du militaire en cause, tout témoignage utile.

§ 2. Le militaire en cause assiste à la déposition des témoins; si le témoignage est écrit, il en prend connaissance.

(A.R. du 04 Nov 80. - En procédure orale le défenseur peut assister à la déposition des témoins pour autant que cette présence ne retarde pas la procédure.)

(A.R. du 12 Avr 88. - **§ 3.** Si l'autorité supérieure est saisie conformément à la procédure prévue à l'article 3, § 5, le rapport introductif visé à l'article 10, § 1er, lui est transmis et la procédure est poursuivie sur la base dudit rapport et, le cas échéant, sur la base de l'enquête déjà effectuée.)

Art. 12. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, la comparution du militaire en cause devant l'autorité investie du droit de punir a lieu en présence d'un militaire, d'un grade plus élevé que le sien, qui appartient à la même unité et qui n'est pas l'auteur du rapport d'information.

A sa demande, le militaire en cause est entendu seul.

Art. 13. (Abrogé par l'A.R. du 12 Avr 88).

Art. 14. (Abrogé par l'A.R. du 12 Avr 88).

Section 5. - L'appel

Art. 15. § 1er. Le militaire puni a le droit d'interjeter appel.

Sur cet appel il est statué en dernier ressort.

§ 2. L'appel peut avoir pour objet tout ou

tegen het geheel of tegen een onderdeel van het beschikking gedeelte of van de motieven van de beslissing die de straf oplegt. Het hoger beroep maakt, ongeacht de omvang van zijn onderwerp, de zaak in haar geheel aanhangig bij de bevoegde autoriteit.

Het hoger beroep wordt ingesteld bij een gemotiveerd verzoekschrift, dat onder meer een gebrek in de procedure kan doen gelden.

§ 3. Het hoger beroep moet worden ingesteld ten vroegste de eerste en uiterlijk de tweede dag na die waarop de straf ter kennis van de militair is gebracht. Zaterdag, zondagen en feestdagen waarop de dienst geregeld wordt zoals op zondag, worden in die termijn echter niet meegerekend.

§ 4. Het verzoekschrift wordt overhandigd aan de functionele meerdere die ten opzichte van de gestrafte militair de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefent. Die meerdere maakt de zaak aanhangig bij de bevoegde autoriteit.

Die autoriteit kan de straf wijzigen, teniet doen of handhaven.

§ 5. Zowel bij schriftelijke als bij mondelinge rechtspleging wordt de betrokken militair gehoord door de autoriteit die in hoger beroep beslist.

Artikel 12 is van toepassing.

Art. 16. Wanneer de autoriteit die krachtens artikel 5, 1° of 2° in hoger beroep zal moeten beslissen, oordeelt, na de betrokken militair gehoord te hebben of, bij schriftelijke rechtspleging, na een onderzoek van het dossier, dat het vergrijp bestraft moet worden met een zware straf, mag deze autoriteit slechts uitspraak doen na raadpleging van een tuchtraad.

Art. 17. Na het verslag van de tuchtraad ontvangen te hebben, beslist de autoriteit waarvan sprake is in artikel 16, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8, 9, 12 en 15, § 5.

Indien deze autoriteit het advies van de tuchtraad niet volgt, worden de motieven van haar beslissing op het verslag van die raad vermeld.

Afdeling 6. - De tuchtraden

Art. 18. § 1. (K.B. van 12 Apr 88. - De tuchtraad is samengesteld uit volgende leden :

- een voorzitter, die een officier is met ten minste de graad van kapitein;
- twee commissarissen, van wie één ten minste

partie du dispositif ou des motifs de la décision infligeant la punition. Quelle que soit son étendue, l'appel saisit l'autorité compétente de l'affaire en son entier.

Il doit être formé par une requête motivée, laquelle peut notamment invoquer un vice de procédure.

§ 3. L'appel doit être formé au plus tôt le lendemain et au plus tard le surlendemain du jour où la punition a été portée à la connaissance du militaire. Toutefois, les samedis, dimanches et jours fériés où le service est réglé comme le dimanche, ne sont pas pris en considération dans ce délai.

§ 4. La requête est remise au supérieur fonctionnel qui exerce les attributions de commandant d'unité à l'égard du militaire puni. Ce supérieur en saisit l'autorité compétente.

Cette autorité peut modifier, annuler ou maintenir la punition.

§ 5. En procédure écrite comme en procédure orale, l'autorité statuant en appel entend le militaire en cause.

L'article 12 est d'application.

Art. 16. Lorsque l'autorité appelée à statuer en appel en vertu de l'article 5, 1° ou 2°, estime, après avoir entendu le militaire en cause ou, en procédure écrite, après examen du dossier, que la transgression doit être sanctionnée par une punition majeure, elle consulte au préalable un conseil de discipline.

Art. 17. Après avoir reçu le rapport du conseil de discipline, l'autorité visée à l'article 16 statue conformément aux dispositions des articles 8, 9, 12 et 15, § 5.

Si cette autorité ne suit pas l'avis du conseil de discipline, les motifs de sa décision sont portés sur le rapport de ce conseil.

Section 6. - Les conseils de discipline

Art. 18. § 1er. (A.R. du 12 Avr 88. - Le conseil de discipline est composé des membres suivants :

- un président, officier revêtu du grade de capitaine au moins;
- deux commissaires dont l'un est revêtu d'un grade

bekleed is met een graad van keuronderofficier en de andere met dezelfde graad als de betrokken militair of, bij ontstentenis, met de onmiddellijk hogere graad.

Een militair, ten minste bekleed met een graad van onderofficier, staat de tuchtraad als secretaris bij.)

§ 2. (Opgeheven door het K.B. van 12 Apr 88).

§ 3. De leden en de secretaris van de tuchtraad moeten in ieder geval meer anciënniteit in de graad hebben of een hogere graad bekleden dan de betrokken militair, maar minder anciënniteit in de graad hebben of een lagere graad bekleden dan de voorzitter.

§ 4. Indien de betrokken militair een vrijwilliger, een leerling of een dienstplichtige is, moet één van de commissarissen tot dezelfde categorie behoren.

§ 5. (Opgeheven door het KB van 11 Aug 94).

Art. 19. De autoriteit die een tuchtraad moet raadplegen doet de vaste en plaatsvervangende leden van deze raad bij een onder haar toezicht uitgevoerde loting aanwijzen onder alle voor de dienst beschikbare militairen die onder haar bevelen staan en nog niet bij de rechtspleging zijn opgetreden.

(K.B. van 12 Apr 88. - Evenwel mag de voorzitter van de tuchtraad niet een officier zijn die onder de bevelen staat van de overheid die in eerste aanleg de zware tuchtstraf heeft opgelegd.)

(K.B. van 11 Aug 94.- In de tweetalige eenheden wordt de loting verricht onder de militairen die behoren tot hetzelfde taalstelsel of die de grondige kennis bezitten van de taal van het taalstelsel waartoe de betrokken militair behoort.)

De voorzitter van de tuchtraad wijst de secretaris van deze raad aan.

De betrokken militair of zijn verdediger kunnen op hun verzoek de loting bijwonen. Deze kan echter ook buiten hun aanwezigheid plaatshebben.

Art. 20. Wanneer de samenstelling van de tuchtraden niet mogelijk is volgens de regels van de artikelen 18 en 19, wordt zij bepaald door de chef van de generale staf of de commandant van de rijkswacht.

Art. 21. § 1. (K.B. van 11 Aug 94.- Van de samenstelling van de tuchtraad wordt kennis gegeven aan de aangewezen leden en aan de betrokken

de sous-officier d'élite au moins, l'autre étant du même grade que le militaire en cause ou, à défaut, du grade immédiatement supérieur.

Un militaire, revêtu d'un grade de sous-officier au moins, assiste le conseil de discipline en tant que secrétaire.)

§ 2. (Abrogé par l'A.R. du 12 Avr 88).

§ 3. Dans tous les cas, les membres et le secrétaire du conseil de discipline doivent être plus anciens dans le grade ou revêtus d'un grade plus élevé que le militaire en cause, mais moins ancien dans le grade ou revêtu d'un grade moins élevé que le président.

§ 4. Lorsque le militaire en cause est un volontaire, un élève ou un milicien, un des commissaires doit appartenir à la même catégorie.

§ 5. (Abrogé par l'A.R. du 11 Aou 94).

Art. 19. L'autorité qui doit consulter un conseil de discipline fait désigner les membres effectifs et suppléants de celui-ci par tirage au sort, effectué sous son contrôle, parmi tous les militaires sous ses ordres et disponibles pour le service qui ne sont pas encore intervenus dans la procédure.

(A.R. du 12 Avr 88. - Le président du conseil de discipline ne peut cependant pas être l'un des officiers qui se trouve sous les ordres de l'autorité qui a infligé la punition disciplinaire majeure en premier ressort.)

(A.R. du 11 Aou 94.- Dans les unités bilingues, le tirage au sort se fait parmi les militaires qui appartiennent au même régime linguistique ou qui possèdent la connaissance approfondie de la langue du régime linguistique du militaire en cause.)

Le président du conseil de discipline désigne le secrétaire de ce conseil.

Le militaire en cause ou son défenseur peuvent, à leur demande, assister au tirage au sort. Leur absence n'y fait cependant pas obstacle.

Art. 20. Le chef d'état-major général ou le commandant de la gendarmerie détermine la composition des conseils de discipline lorsqu'il est impossible de les constituer selon les règles énoncées aux articles 18 et 19.

Art. 21. § 1er. La composition du conseil de discipline est notifiée aux membres désignés et au militaire en cause. Ce dernier a le droit de récuser tout

militair.) Deze militair heeft het recht eender welk lid van de tuchtraad te wraken voor de in artikel 828 van het gerechtelijk wetboek opgesomde redenen. De leden die weten dat er een reden van wraking tegen hen bestaat, moeten ervan gewag maken.

§ 2. De motieven van wraking moeten binnen de drie werkdagen na de kennisgeving waarvan sprake in § 1 ter kennis gebracht worden van de tot straffen bevoegde autoriteit.

Deze autoriteit beoordeelt de gegrondheid van de motieven en doet eventueel, overeenkomstig de artikelen 18 tot 21, nieuwe leden aanwijzen.

Art. 22. De autoriteit die een tuchtraad moet raadplegen, stuurt het dossier van de zaak toe aan de voorzitter van deze raad met de nauwkeurige en schriftelijke vermelding van de feiten waarvoor zij voornemens is een zware straf op te leggen.

Art. 23. De voorzitter van de tuchtraad :

- 1° bepaalt het ogenblik en de plaats van de zittingen van de tuchtraad;
- 2° vraagt aan de betrokken militair hem de naam mede te delen van de getuigen van wie hij het verhoor aanvraagt;
- 3° roept de leden van de raad, de sekretaris, de betrokken militair en elke persoon wiens getuigenis de raad nuttig acht, op;
- 4° stelt de betrokken militair en zijn verdediger in de gelegenheid het dossier te raadplegen en er afschrift van te nemen op het ogenblik en de plaats die hij bepaalt.

De raad weigert een overeenkomstig 2° aangevraagd verhoor van een getuige niet dan na de betrokken militair of zijn verdediger daarover gehoord te hebben.

Art. 24. § 1. De tuchtraad brengt zijn met redenen omkleed advies uit na inzage te hebben genomen van het dossier en na de betrokken militair, zijn eventuele verdediger en de als getuige opgeroepen personen te hebben gehoord.

§ 2. Alleen de leden van de raad nemen deel aan het beraad en aan de stemming.

De secretaris is aanwezig.

De stemming is geheim en de beslissing wordt genomen bij gewone meerderheid van stemmen.

Er wordt gestemd over de volgende vragen :

membre du conseil de discipline pour les causes énumérées à l'article 828 du Code Judiciaire. Les membres désignés qui connaissent cause de récusation en leur personne sont tenus d'en faire état.

§ 2. Les motifs de récusation doivent être portés à la connaissance de l'autorité investie du droit de punir dans les trois jours ouvrables qui suivent la notification visée au § 1er.

Cette autorité apprécie le bien-fondé des motifs et fait éventuellement désigner de nouveaux membres conformément aux articles 18 à 21.

Art. 22. L'autorité qui doit consulter un conseil de discipline transmet le dossier de l'affaire au président de ce conseil en précisant par écrit les faits pour lesquels elle se propose d'infliger une punition majeure.

Art. 23. Le président du conseil de discipline :

- 1° fixe le moment et l'endroit des séances du conseil de discipline;
- 2° demande au militaire en cause de lui faire connaître le nom des témoins dont il sollicite l'audition;
- 3° convoque les membres du conseil, le secrétaire, le militaire en cause ainsi que toute personne dont le conseil estime le témoignage utile;
- 4° permet au militaire en cause et à son défenseur de consulter le dossier et d'en prendre copie à l'endroit et au moment qu'il détermine.

Le conseil ne refuse l'audition d'un témoin sollicitée conformément au 2° qu'après avoir entendu le militaire en cause ou son défenseur sur ce point.

Art. 24. § 1er. Le conseil de discipline émet son avis motivé après avoir pris connaissance du dossier et entendu le militaire en cause, son défenseur éventuel, ainsi que les personnes convoquées à titre de témoins.

§ 2. Seuls les membres du conseil participent à la délibération et au vote.

Le secrétaire est présent.

Le vote a lieu au scrutin secret et à la majorité simple des voix.

Il porte sur les questions suivantes:

- 1° Zijn de feiten bewezen ?
- 2° Vormen zij onder de gegeven omstandigheden een tuchtvergrijp ?
- 3° Bestaan er verzachtende of verzwarende omstandigheden ?
- 4° Moeten de feiten worden bestraft met een zware straf ?

§ 3. Na afloop van het beraad wordt het met redenen omkleed advies van de tuchtraad in een verslag opgetekend. Dat verslag wordt gezonden aan de autoriteit die het advies van de raad heeft gevraagd; een afschrift ervan wordt aan de betrokken militair overhandigd.

Afdeling 7. - Uitvoering van de straffen

Art. 25. § 1. Bij ontstentenis van hoger beroep vangt de uitvoering van de straf aan onmiddellijk na het verstrijken van de termijn van hoger beroep. In geval van hoger beroep vangt de uitvoering aan de dag na die waarop de in hoger beroep uitgesproken straf ter kennis van de betrokken militair is gebracht.

§ 2. De uitvoering van de straf vangt evenwel aan op een ander ogenblik dan dit bepaald bij § 1 of wordt geschorst wanneer de autoriteit die de straf oplegt oordeelt dat de uitvoering ervan moet worden uitgesteld of geschorst wegens omstandigheden die eigen zijn aan de gestrafte militair.

§ 3. Bij de uitvoering van een straf wordt rekening gehouden met de periode van ondertoezichtstelling die is voorafgegaan. Hiervoor wordt de ondertoezichtstelling gelijkgesteld met een arreststraf.

Voor de uitvoering van gelijk welke straf die krachtens het recht van hervorming of na vernietiging werd uitgesproken, wordt rekening gehouden met (K.B. van 11 Aug 94.- de duur van) de reeds uitgevoerde arreststraffen.

§ 4. De straf, opgelegd gedurende de laatste vijftien dagen voorafgaand aan het met onbepaald of definitief verlof plaatsen, wordt uitgevoerd onmiddellijk nadat ze ter kennis van de betrokken militair is gebracht, ongeacht of er hoger beroep wordt aangetekend of niet.

Afdeling 8. - Toekenning en gevolgen van het uitstel

Art. 26. De tuchtstraffen mogen met uitstel

- 1° Les faits sont-ils établis ?
- 2° Constituent-ils une transgression disciplinaire dans les circonstances de la cause ?
- 3° Existe-t-il des circonstances atténuantes ou aggravantes ?
- 4° Les faits doivent-ils être sanctionnés par une punition majeure ?

§ 3. A l'issue de la délibération, l'avis motivé du conseil est consigné dans un rapport. Celui-ci est adressé à l'autorité qui a consulté le conseil de discipline; une copie de ce rapport est remise au militaire en cause.

Section 7. - Exécution des punitions

Art. 25. § 1er. En l'absence d'appel, l'exécution de la punition débute immédiatement après l'expiration des délais d'appel. En cas d'appel, l'exécution débute le jour qui suit celui où la punition prononcée en appel a été portée à la connaissance du militaire en cause.

§ 2. Toutefois, l'exécution de la punition débute à un autre moment que celui fixé au § 1er ou est suspendue lorsque l'autorité qui l'inflige estime que l'exécution doit en être différée ou suspendue en raison de circonstances personnelles au militaire puni.

§ 3. Pour l'exécution d'une punition il est tenu compte de la mise sous contrôle qui l'a précédée. Cette mise sous contrôle équivaut à cet égard à une punition d'arrêt.

Pour l'exécution de toute punition prononcée en réformation ou après annulation, il est tenu compte (A.R. du 11 Aou 94.- de la durée de la période) des punitions d'arrêts déjà exécutées.

§ 4. La punition, infligée au cours des quinze derniers jours précédant la mise en congé illimité ou définitif, est exécutée immédiatement après qu'elle ait été portée à la connaissance du militaire en cause, qu'il y ait appel ou non.

Section 8. - Octroi et effets du sursis

Art. 26. Les punitions disciplinaires peuvent

van drie maanden tot twee jaar worden opgelegd :

1° aan de dienstplichtigen voor zover hun geen arreststraf is opgelegd en zij geen veroordeling wegens een in het Militair Strafwetboek omschreven misdrijf hebben opgelopen binnen drie maanden vóór de kennisgeving van het inleidend verslag;

2° aan de andere militairen voor zover hun geen arreststraf is opgelegd en zij geen veroordeling wegens een in het Militair Strafwetboek omschreven misdrijf hebben opgelopen binnen zes maanden vóór de kennisgeving van het inleidend verslag.

Art. 27. Indien de militair gedurende de proefperiode noch arreststraf, noch veroordeling voor een misdrijf bepaald bij het militair strafwetboek, oploopt, zal de met uitstel opgelegde straf niet uitgevoerd worden.

In het andere geval wordt het uitstel van rechtswege herroepen en wordt de met uitstel opgelegde straf onmiddellijk, in voorkomend geval na de nieuwe straf, uitgevoerd.

Afdeling 9. - **Inschrijving van de straffen**

Art. 28. § 1. Een definitief met uitstel uitgesproken straf wordt steeds op het strafblad ingeschreven.

De toegestane proefperiode wordt vermeld.

§ 2. Een straf wordt als definitief uitgesproken beschouwd wanneer ze door de autoriteit die in hoger beroep besliste ter kennis van de betrokken militair is gebracht of wanneer bij ontstentenis van hoger beroep de termijnen van hoger beroep en van hervorming verstreken zijn.

Afdeling 10. - **Vernietiging van de straffen**

(K.B. van 11 Aug 94.- **Art. 29.** Naast het in artikel 32 van de wet van 14 januari 1975 bedoelde recht van hervorming dat hij kan uitoefenen bij toepassing van de artikelen 6 en 7 van dit besluit, is de chef van de generale staf bevoegd om de eindbeslissing waarbij een straf is opgelegd te vernietigen, voor zover de betrokken militair alle rechtsmiddelen heeft uitgeput :

- 1° naargelang het geval, op aanvraag of ambtshalve;
a) indien procedureregelen geschonden zijn tijdens

être infligées avec un sursis de trois mois à deux ans :

1° aux miliciens pour autant que, dans les trois mois précédant la notification du rapport introductif, aucune punition d'arrêts ne leur ait été infligée, et qu'ils n'aient encouru aucune condamnation pour une infraction prévue par le Code pénal militaire;

2° aux autres militaires, pour autant que, dans les six mois précédant la notification du rapport introductif, aucune punition d'arrêts ne leur ait été infligée et qu'ils n'aient encouru aucune condamnation pour une infraction prévue par le Code pénal militaire.

Art. 27. La punition infligée avec sursis ne sera pas exécutée si, pendant le délai d'épreuve, le militaire n'encourt pas de punition d'arrêts ni de condamnation pour une infraction définie par le Code pénal militaire.

Dans le cas contraire, le sursis est révoqué de plein droit et la punition infligée avec sursis est exécutée immédiatement, le cas échéant après la nouvelle punition.

Section 9. - **Inscription des punitions**

Art. 28. § 1er. Une punition prononcée de façon définitive avec sursis est toujours inscrite au feuillet de punitions.

Il est fait mention du délai d'épreuve qui a été accordé.

§ 2. Une punition est considérée comme prononcée de façon définitive lorsqu'elle a été portée à la connaissance du militaire en cause par l'autorité statuant en appel ou lorsqu'en l'absence d'appel, les délais d'appel et de réformation sont écoulés.

Section 10. - **Annulation des punitions**

(A.R. du 11 Aou 94.- **Art. 29.** Outre le droit de réformation visé à l'article 32 de la loi du 14 janvier 1975, dont il peut user en application des articles 6 et 7 du présent arrêté, le chef de l'état-major général est compétent pour annuler la décision définitive par laquelle une punition a été infligée, pour autant que le militaire concerné ait épuisé tous les moyens de droit :

- 1° selon le cas, sur demande ou d'office;
a) s'il y a eu violation des règles de la procédure lors

de aanleg die tot de eindbeslissing heeft geleid;

b) indien het bewijs wordt geleverd dat de betrokken militair het tuchtvergrijp waarvoor de straf is opgelegd, niet gepleegd heeft en dat dit bewijs niet in de loop van de rechtspleging geleverd is kunnen worden om een reden onafhankelijk van de wil van de militair;

2° naargelang het geval, ambtshalve, indien hij oordeelt dat de feiten onder de gegeven omstandigheden geen tuchtvergrijp vormen.)

Art. 30. De betrokken militair en iedere functionele meerdere van de overheid die van zijn recht tot straffen gebruik heeft gemaakt, kunnen de bij artikel 29, 1° bedoelde aanvraag indienen.

Iedere aanvraag moet schriftelijk gericht worden aan de chef van de generale staf of aan de commandant van de rijkswacht, naargelang van het geval.

Een afschrift ervan wordt gericht aan de overheid die in eerste aanleg heeft beslist; in voorkomend geval brengt deze laatste de autoriteit die in hoger beroep heeft beslist, op de hoogte van de aanvraag.

Art. 31. § 1. Om ontvankelijk te zijn moet de door de bij artikel 30 bedoelde personen ingediende aanvraag :

1° vergezeld gaan van afdoend bewijsmateriaal met betrekking tot een van de redenen vermeld in artikel 29, 1°;

2° ingediend worden binnen zestig dagen na deze waarop de straf definitief is uitgesproken, indien ze stoelt op artikel 29, 1°, a).

§ 2. De chef van de generale staf en de commandant van de rijkswacht beslissen op stukken.

Art. 32. Vernietigt de autoriteit wegens het schenden van procedureregelen de beslissing waarbij een straf is opgelegd, dan zendt zij het dossier terug aan de in eerste aanleg of in hoger beroep tot straffen bevoegde autoriteit naargelang de schending begaan werd in eerste aanleg of in hoger beroep; deze laatste autoriteit doet het onderzoek van de zaak over.

Art. 33. Wordt de beslissing waarbij een straf is opgelegd vernietigd, dan wordt die straf op het strafblad uitgewist; in voorkomend geval wordt de nieuwe straf ingeschreven op de datum van die welke zij vervangt.

Afdeling 11. - Uitwissing van de straffen

(K.B. van 11 Aug 94.- **Art. 34.** De inschrijving

de l'instance qui a mené à la décision finale;

b) s'il est apporté la preuve que le militaire en cause n'a pas commis la transgression disciplinaire ayant motivé la punition infligée et que cette preuve n'a pu être apportée au cours de la procédure pour un motif indépendant de la volonté du militaire;

2° selon le cas, d'office, s'il estime que les faits ne constituent pas une transgression disciplinaire dans les circonstances de la cause.)

Art. 30. Le militaire en cause et tout supérieur fonctionnel de l'autorité qui a usé de son droit de punir, peuvent introduire la demande visée à l'article 29, 1°.

Toute demande doit être adressée, par écrit, au chef d'état-major général ou au commandant de la gendarmerie, selon le cas.

Une copie en est adressée à l'autorité qui a statué en premier ressort; le cas échéant, celle-ci informe de la demande, l'autorité qui a statué en appel.

Art. 31. § 1er. Pour être recevable la demande, introduite par les personnes visées à l'article 30, doit :

1° être accompagnée d'éléments de preuve déterminants ayant trait à une des causes énoncées à l'article 29, 1°;

2° être introduite dans les soixante jours après le jour où la punition est définitivement prononcée, si elle se fonde sur l'article 29, 1°, a).

§ 2. Le chef d'état-major général et le commandant de la gendarmerie statuent sur pièces.

Art. 32. Si l'autorité annule, en raison de la violation des règles de la procédure, la décision par laquelle une punition a été infligée, elle renvoie le dossier à l'autorité investie du droit de punir en premier ressort ou en appel, selon que la violation a été commise en premier ressort ou en appel; cette dernière autorité recommence l'examen de l'affaire.

Art. 33. Si la décision par laquelle la punition a été infligée est annulée, l'inscription de cette punition est supprimée du feuillet de punitions; le cas échéant, la nouvelle punition est inscrite à la date de celle qu'elle remplace.

Section 11. - Effacement des punitions

(A.R. du 11 Aou 94.- **Art. 34.** L'inscription des

van de tuchtstraffen wordt ambtshalve uitgewist op het strafblad van de militair die niet meer gestraft, noch veroordeeld werd voor een misdrijf bepaald bij het militair strafwetboek, gedurende een periode van drie jaar werkelijke dienst.)

Art. 35. Wanneer een militair benoemd wordt in de graad van onderluitenant, van sergeant, van wachtmeester bij de rijkswacht of van opperwachtmeester bij de rijkswacht, wordt de inschrijving der straffen, die hem vóór deze benoeming werden opgelegd, ambtshalve uitgewist.

Wanneer een militair van de actieve kaders in een school een basisopleiding beëindigt, dan wordt de inschrijving der straffen die hem werden opgelegd gedurende de duur van die opleiding, ambtshalve uitgewist.

Afdeling 12. - Overgangs-en slotbepalingen

Art. 36. Het koninklijk besluit van 4 februari 1972 betreffende de militaire tuchtrechtspleging, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 maart 1975 wordt opgeheven.

Art. 37. Het koninklijk besluit van 4 februari 1972 blijft van toepassing op de gevallen waarin van het verslag ten laste reeds kennis gegeven is bij de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Art. 39. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1980.

punitions disciplinaires est effacée d'office du feuillet de punitions du militaire qui n'a plus été puni, ni condamné pour une infraction définie par le code pénal militaire pendant une période de trois années de service actif.)

Art. 35. Lorsqu'un militaire est nommé au grade de sous-lieutenant, de sergent, de maréchal des logis de gendarmerie ou de maréchal des logis-chef de gendarmerie, l'inscription des punitions qui lui ont été infligées avant cette nomination est effacée d'office.

Lorsqu'un militaire des cadres actifs termine dans une école une formation de base, l'inscription des punitions qui lui ont été infligées pendant la durée de cette formation est effacée d'office.

Section 12.- Dispositions transitoires et finales

Art. 36. L'arrêté royal du 4 février 1972, relatif à la procédure disciplinaire militaire, modifié par l'arrêté royal du 11 mars 1975 est abrogé.

Art. 37. L'arrêté royal du 4 février 1972 reste applicable aux cas où le rapport à charge a déjà été notifié lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge.

Art. 39. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1980.

BUNDEL VAN WETTEN
II

KONINKLIJK BESLUIT VAN 30 DECEMBER 1959 (70) BETREFFENDE DE MILITAIRE TUCHT

Gewijzigd bij :

- K.B. van 4 februari 1972 (B.S. van 12 Feb 72)
- Wet van 14 januari 1975 (B.S. van 01 Feb 75)
- K.B. van 25 april 1979 (B.S. van 13 Jun 79)
- K.B. van 30 april 1980 (B.S. van 03 Jun 80)
- K.B. van 11 augustus 1994 (B.S. van 24 Aug 94) (71)

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Gelet op de wet van 15 maart 1815 betreffende het reglement van Krijgstucht of Discipline van het Krijgsvolk te Lande;

Gelet op de wet van 27 juli 1934 houdende het statuut van de onderofficieren, gewijzigd hij de wetten van 11 april 1936, 12 februari 1951 en 15 maart 1954;

Gelet op de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954;

Gelet op de dienstplichtwetten gecoördineerd op 2 september 1957, gewijzigd bij de wet van 16 augustus

(70) B.S. van 26 Jan 60.

(2) K.B. betreffende de rechtstoestanden van het militair personeel.

RECUEIL DES LOIS
II

ARRETE ROYAL DU 30 DECEMBRE 1959 (1) RELATIF A LA DISCIPLINE MILITAIRE

Modifié par :

- A.R. du 4 février 1972 (M.B. du 12 Feb 72)
- Loi du 14 janvier 1975 (M.B. du 01 Feb 75)
- A.R. du 25 avril 1979 (M.B. du 13 Jun 79)
- A.R. du 30 avril 1980 (M.B. du 03 Jun 80)
- A.R. du 11 août 1994 (M.B. du 24 Aou 94) (2)

BAUDOIN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1815 portant règlement de discipline militaire pour l'armée de terre;

Vu la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, modifiée par les lois des 11 avril 1936, 12 février 1951 et 15 mars 1954;

Vu la loi du 9 juillet 1951, portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, modifiée par la loi du 15 mars 1954;

Vu les lois sur la milice coordonnées le 2

(1) M.B. du 26 Jan 60.

(2) A.R. relatif aux statuts du personnel militaire.

1958;

Gelet op de wet van 1 maart 1958, betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren;

Gelet op het tuchtreglement goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 mei 1916;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I, II en III

Artikel 1 tot en met 23 : opgeheven bij koninklijk besluit van 30 april 1980.

HOOFDSTUK IV. - BEZWAREN EN VERHAAL

Afdeling 1. - Het bezwaar tegen een straf.

Art. 24 tot en met 29 : opgeheven bij koninklijk besluit van 4 februari 1972.

Afdeling 2. - Het bezwaar tegen een tuchtmaatregel.

Art. 30. : impliciet opgeheven bij de wet van 14 januari 1975.

septembre 1957, modifiées par la loi du 16 août 1958;

Vu la loi du 1er mars 1958, relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

Vu le règlement de discipline approuvé par l'arrêté royal du 30 mai 1916;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I, II et III

Article 1 jusqu'à 23 : abrogé par l'arrêté royal du 30 avril 1980.

CHAPITRE IV. - LES RECLAMATIONS ET LES RECOURS

Section 1. - La réclamation contre une punition.

Art. 24 jusqu'à 29 : abrogé par l'arrêté royal du 4 février 1972.

Section 2. - La réclamation contre une mesure disciplinaire.

Art. 30. : abrogé implicitement par la loi du 14 janvier 1975.

Afdeling 3. - Verhaal.

Art. 31. Elke militair die tegenwerpingen of klachten uit te drukken heeft nopens een beslissing die hem betreft mag, langs hiërarchische weg, hiervan kennis geven aan de autoriteit die ze heeft genomen. De tussenstaande autoriteiten mogen er zich niet tegen verzetten integendeel, zo het verhaal schriftelijk is, voegen zij er de onontbeerlijke toelichtingen en hun advies bij.

(K.B. van 11 Aug 94.- **Art. 31bis.** Elke militair die tegenwerpingen uit te drukken heeft inzake een beslissing die hem betreft mag, langs hiërarchische weg, hiervan kennis geven aan de onmiddellijk hogere overheid van de overheid die de beslissing genomen heeft. De chef van de generale staf en de stafchefs van de krijgsmachtdelen zijn naargelang het geval, de laatste overheid aan wie een verhaal mag gericht worden.)

Art. 32. Het verhaal, uitdrukking van het vertrouwen dat de autoriteit moet inboezemen, is aan geen enkele bijzondere vorm onderworpen. Het mag zowel betrekking hebben op de gegeven bevelen voor de uitvoering van de gewone dienst als op elke tuchtmaatregel of administratieve maatregel. In deze laatste gevallen wordt het schriftelijk ingeleid. Het ontslaat de verzoeker in geen geval van het nakomen der bevelen die hij ontvangen heeft, of van de maatregelen die tegen hem werden getroffen. (...- K.B. van 11 Aug 94).

Elk verhaal dat ingediend is door tussenkomst van personen die aan het leger vreemd zijn, wordt zonder gevolg gelaten.

Art. 33. Buiten het hierboven bedoelde verhaal en bezwaar kunnen de militairen de hiernavolgende autoriteiten verzoeken om door hen in audiëntie te worden ontvangen :

de hoofdofficieren, door de Minister van

Section 3. - Les recours.

Art. 31. Tout militaire qui a des objections ou des doléances à exprimer à propos d'une décision qui le concerne peut, en suivant la voie hiérarchique, en faire part à l'autorité qui l'a prise. Les autorités intermédiaires ne peuvent y faire obstacle; elles y joignent, au contraire, si le recours est écrit, les éclaircissements indispensables, ainsi que leur avis.

(A.R. du 11 Aou 94.- **Art. 31bis.** Tout militaire qui a des objections à exprimer à propos d'une décision qui le concerne peut, en suivant la voie hiérarchique, en faire part à l'autorité immédiatement supérieure à celle qui a pris la décision. Le chef de l'état-major général et les chefs d'état-major des forces sont, selon le cas, la dernière autorité à laquelle un recours peut être adressé.)

Art. 32. Le recours, expression de la confiance que doit inspirer l'autorité, n'est soumis à aucune forme particulière. Il peut viser aussi bien les ordres donnés pour l'exécution du service ordinaire que toute mesure disciplinaire ou administrative. Il est fait par écrit, dans ces derniers cas. Il ne dispense nullement celui qui l'exerce de se conformer aux ordres qu'il a reçus ou aux mesures qui ont été prises à son égard. (...- A.R. du 11 Aou 94).

Tout recours introduit par l'intermédiaire de personnes étrangères à l'armée est écarté.

Art. 33. Outre les recours et réclamations visés ci-dessus, les militaires peuvent demander aux autorités ci-après désignées à être reçus en audience par elles :

les officiers supérieurs, par le Ministre de la Défense

Landsverdediging :

nationale;

de lagere officieren, door de legerkorpscommandant;

les officiers subalternes, par le commandant de corps d'armée;

de beroepsonderofficieren, door de divisiecommandant :

les sous-officiers de carrière, par le commandant de division;

de andere militairen, door de korpscommandant.

les autres militaires, par le chef de corps.

De autoriteit bij wie een verzoek om audiëntie wordt ingediend geeft daaraan slechts gevolg indien zij het dienstig acht.

L'autorité saisie d'une demande d'audience n'y donne suite que si elle le juge utile.

HOOFDSTUK V. - **DIVERSE**
BEPALINGEN

CHAPITRE V.- **DISPOSITIONS**
DIVERSES

Art. 34. De militair in werkelijke dienst die als bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een stembureau wordt aangewezen moet aan zijn korpscommandant vragen of de behoeften van de dienst hem de mogelijkheid bieden dit ambt uit te oefenen. Zoniet, beroept hij zich bij de voorzitter van het stembureau op het beletsel binnen de door de kieswetten vastgestelde termijn.

Art. 34. Le militaire en activité de service désigné comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau électoral doit demander à son chef de corps si les nécessités du service lui permettent d'exercer cette fonction. Dans la négative, il fait valoir l'empêchement au président du bureau électoral dans le délai fixé par les lois électorales.

Art. 35. De benamingen van graden, ambten en eenheden van de infanterie die in dit besluit worden gebruikt, gelden, door gelijkwaardigheid, voor de graden, ambten en eenheden die hiermede overeenstemmen in de andere korpsen van de landmacht en de andere krijgsmachtdelen.

Art. 35. Les appellations de grades, d'emplois et d'unités d'infanterie employées dans le présent arrêté s'étendent par équivalence aux grades, emplois et unités qui y correspondent dans les autres corps de la force terrestre ou dans les autres forces.

HOOFDSTUK VI. -
SLOTBEPALINGEN

CHAPITRE VI. - **DISPOSITIONS**
FINALES

.....

.....

Gegeven te Leopoldstad, 30 december 1959.

Donné à Léopoldville, le 30 décembre 1959.